

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE
DE L'INDIVIDU NON INTERDIT

Placé dans un Établissement d'Aliénés

« Il y a quelque chose de plus triste que la folie : ce sont les conflits d'intérêts qui s'agitent autour des aliénés. »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 28 Octobre 1907, à 3 heures

PAR

Ernest BOISNARD

Président : M. SALEILLES, professeur

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, professeur*
BARTIN, professeur

PARIS

BONVALOT-JOUVE, Editeur

15, RUE RACINE, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

DE L'INDIVIDU NON INTERDIT

Placé dans un Établissement d'Aliénés

« Il y a quelque chose de plus triste que la folie : ce sont les conflits d'intérêts qui s'agitent autour des aliénés. »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 28 Octobre 1907, à 3 heures

PAR

Ernest BOISNARD

Président : M. SALEILLES, professeur

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, professeur*
BARTIN, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1907



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE

L'Administrateur provisoire

DE L'INDIVIDU NON INTERDIT

Placé dans un établissement d'aliénés

AVANT - PROPOS

S'il est une catégorie de personnes digne d'intérêt et dont doive s'occuper une époque qui se pique d'altruisme et de solidarité, c'est assurément celle des déséquilibrés de toute sorte, pauvres épaves humaines, victimes souvent innocentes de l'organisation défectueuse des sociétés et de la protection incomplète de leurs lois. N'est-ce pas en effet le plus fréquemment chez les humbles, les déshérités de la vie, terrassés par le travail, la misère et le malheur que se recrute l'armée sans cesse grandissante de la folie ? Même parmi ceux qui semblent être

les propres artisans de leur pitoyable destinée, comme les alcooliques et les vicieux de toute espèce, combien dans un milieu plus policé fussent restés des membres sains du corps social ?

La société est donc la grande coupable. Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'avec une conscience de plus en plus exacte de ses responsabilités elle cherche à apporter le secours et quelquefois le remède à des maux dont elle est elle-même la cause. Et cependant il ne faudrait pas remonter très haut dans notre histoire pour trouver les débuts de cette idée qui depuis a fait son chemin puisque personne ne la discute sérieusement aujourd'hui. Il n'y a guère plus d'un siècle en effet que les fous étaient encore traités comme des bêtes dangereuses et malfaisantes. Lorsqu'ils n'étaient pas enchaînés et maintenus de force par leur propre famille ils étaient saisis et jetés dans des cachots à l'égal des pires criminels. Pinel entrant à Bicêtre y trouva les aliénés enchaînés dans des cabanons, mal nourris, mal vêtus et martyrisés par des gardiens moins qu'humains !

Sous l'empire d'idées philosophiques étrangement fausses on considérait alors la folie comme une perversion de l'âme. La foule et le législateur lui-même y voyaient un effet de la malédiction divine. Comment dans ces conditions les pouvoirs publics auraient-ils pu avoir d'autre pensée que de protéger l'ordre public et les personnes contre un être dangereux et

maudit ! Il a fallu les progrès de la médecine pour détruire peu à peu toutes ces pratiques. Il a fallu surtout l'accroissement continu du nombre des aliénés pour attirer l'attention sur les dangers d'un fléau si menaçant.

Les statistiques officielles du commencement du siècle dernier en effet n'attestaient qu'un nombre de six mille aliénés. Aujourd'hui ces mêmes statistiques en accusent plus de cent mille. Le rapprochement de ces deux chiffres montre mieux que tous les raisonnements l'importance du mal.

Sans doute, comme toutes les statistiques, celles-ci ne sont peut-être pas très exactes. Il faut convenir par exemple qu'autrefois beaucoup d'aliénés dont la folie était malheureusement trop certaine demeuraient errants et abandonnés, objets de la risée du mépris ou de la pitié sans figurer sur les contrôles d'aucun établissement de santé. Mais aujourd'hui encore est-ce qu'un grand nombre d'aliénés, en dehors de ceux qui mènent une vie vagabonde, ne reste pas en dehors des statistiques parce qu'ils sont soignés à domicile ? Et la folie n'est-elle pas une de ces maladies que la pitié familiale cherche à cacher le plus longtemps possible, souvent même au delà des limites raisonnables ? Ainsi, pour être quelque peu atténué dans ses proportions le développement de la folie n'en est pas moins considérable et certain.

On s'est évertué depuis quelque temps à recher-

cher les causes de cet accroissement inquiétant des maladies mentales. Or tout le monde est d'accord sur un point : c'est que l'aliénation mentale marche du même pas que les civilisations, Elle en est comme le parasite. « Il n'est pas question d'insensés dans l'histoire des peuples sauvages, disait Fodéré ; on ne les trouve que dans les pays civilisés ». C'était aussi l'opinion de Splinger : « Au fur et à mesure que l'activité humaine embrasse plus d'objets, d'idées, d'intérêts, de jouissances, de plaisirs, au fur et à mesure qu'elle rencontre plus de déceptions et de misère, augmente le nombre des aliénés ». M. Dubief, enfin, que nous aurons ici plusieurs fois l'occasion de citer, disait dans le lumineux exposé des motifs de la loi dont il fut le rapporteur à la Chambre des Députés : « Quand les nations vieillissent et qu'avec la civilisation les vices qui en sont les mauvais fruits se forment et se multiplient dans l'activité toujours plus dévorante de la lutte pour la vie, dans la fièvre des idées et des jouissances, dans le tourbillon des intérêts et des passions qui s'appellent et s'entrechoquent, la progression de la folie s'accroît dans des formes souvent nouvelles et de plus en plus fréquentes et redoutables, au milieu des ambitions déréglées, des élévations inattendues, des fortunes excessives des déceptions et des misères. Ne savons-nous pas d'ailleurs que dans les pays que nous explorons, si l'aliénation mentale apparaît, c'est parce

qu'à côté des bienfaits de la civilisation, nous en apportons avec nous les tares et notamment l'alcoolisme ? »

A ce point de vue les statistiques encore sont intéressantes. Elles nous apprennent que la proportion des aliénés est beaucoup plus considérable dans les villes que dans les campagnes, de même qu'autrefois la folie se développa surtout au milieu des splendeurs de la décadence romaine.

On a pensé qu'en raison de l'accroissement du mal il y avait lieu de prendre des mesures de plus en plus énergiques pour le combattre ou tout au moins en pallier le plus possible les effets. C'est pour cela qu'à côté des asiles exclusivement privés et où ne pouvaient entrer que les personnes riches, la législation française a institué des asiles publics où peuvent accéder à peu près tous les malheureux déments. Le nombre et l'importance de ces asiles s'accroît de jour en jour et malgré tout ils restent toujours au-dessous des besoins du moment. C'est que d'un côté, à mesure que se développent les idées humanitaires on devient plus facile pour l'admission des malades dans les asiles, et que d'autre part, les familles, s'habituant peu à peu à cette pensée que le secours de la société leur est entièrement dû, se débarrassent aussi de plus en plus facilement de leurs membres atteints d'aliénation mentale, en se reposant sur les asiles publics du soin de les garder et de les soigner.

Mais si la folie est purement du domaine de la médecine quand il s'agit d'en reconnaître l'existence, d'en déterminer la forme, d'en prescrire les règles spéciales de traitement pour tel cas donné, elle nécessite en revanche l'intervention du législateur quand il s'agit de parer aux graves perturbations qu'elle produit chez ses victimes. Le fou est en effet incapable, non seulement de diriger sa personne, mais de gérer son patrimoine, de défendre ses intérêts et même souvent d'apprécier la valeur du moindre de ses actes. Aussi peut-on remarquer que toutes les dispositions législatives sur la matière de l'aliénation mentale sont divisées en deux sections distinctes : l'une est relative au gouvernement de la personne de l'aliéné, l'autre à l'administration de ses biens.

Les textes de lois concernant le régime auquel devra être soumis la personne de l'aliéné ont toujours soulevé les plus vives discussions. C'est que ces lois ont pour but de mettre l'aliéné dans l'impossibilité matérielle de nuire à ses semblables et à lui-même et qu'elles n'ont qu'un moyen pour arriver à ce résultat : la privation plus ou moins absolue de la liberté individuelle. Or ceci est une très grave dérogation à un des droits les plus sacrés que toute société doit reconnaître à ses membres. Le législateur a donc en cette matière un rôle fort délicat. Tout est ici question de doigté. En prenant les mesures nécessaires pour assurer le traitement du malade

et garantir la sécurité générale il ne doit pas oublier qu'il est aussi chargé de faire respecter la liberté individuelle. On comprend qu'il ait pu facilement se tromper dans l'appréciation des garanties destinées à sauvegarder cette liberté.

Aussi les critiques sont-elles devenues de plus en plus vives à mesure que se développe cette notion de la liberté individuelle. On s'accorde généralement à reconnaître aujourd'hui, en face de certains attentats peut-être imaginaires, mais en tous cas présentés par les journaux comme odieux et perpétrés sous le couvert même de la loi, que cette liberté est insuffisamment protégée. Sous la poussée de l'opinion publique la législation sur ce point semble bien près de subir d'importantes modifications.

Par contre les reproches adressés aux dispositions concernant la gestion du patrimoine des aliénés sont ceux dont l'opinion publique s'est le moins inquiétée. Ce sont pourtant ceux qui ont été formulés avec le plus d'ensemble par les aliénistes. Sur cette question en effet partisans et adversaires du mode de séquestration en vigueur sont parfaitement d'accord pour demander des améliorations jugées absolument indispensables.

Pour nous, nous ne discuterons point la situation faite à la personne même de l'aliéné : la littérature sur cette question est considérable. Mais pour rester dans les limites que nous nous sommes

tracées nous étudierons seulement les règles relatives à l'administration des biens des aliénés, quelque peu négligées, non seulement dans la loi actuelle, mais même dans les discussions auxquelles donnent lieu les nouveaux projets législatifs.

A ce point de vue tout juridique nous pouvons constater qu'actuellement les aliénés peuvent être divisés en trois classes bien distinctes :

D'abord les personnes atteintes d'aliénation mentale, mais dont l'état n'a été ni administrativement ni judiciairement reconnu. Ce sont les aliénés de fait. Ils ne sont pas incapables en droit. Leurs actes sont valables aux conditions ordinaires. Pour en demander la nullité il faudra prouver le défaut de volonté au moment même de l'acte. Nous ne nous en occuperons pas.

Puis les personnes atteintes d'aliénation mentale dont l'état a été judiciairement constaté, soit que se trouvant dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur elles aient été interdites, soit que simplement atteintes de faiblesse intellectuelle elles aient été pourvues d'un conseil judiciaire. Pour cette classe d'aliénés la question est nettement définie, rigoureusement résolue : leur condition est réglée par le titre onzième du Code civil (art. 489 à 513), les articles 890 à 898 du Code de procédure civile et enfin la loi du 16 mars 1893. Nous laisse-

rons encore de côté cette catégorie d'aliénés, car elle ne rentre pas dans le cadre de notre travail.

Enfin entre ces deux catégories, dans une situation intermédiaire, se place tout un groupe de personnes atteintes d'aliénation mentale, dont l'état sans avoir été judiciairement constaté, a cependant nécessité leur internement dans un asile privé ou public. Ce sont les aliénés dont s'est occupé la loi du 30 juin 1838. C'est à ces derniers que se rapporte d'une façon précise notre étude.

Par suite notre plan est tout indiqué : dans notre introduction nous nous efforcerons de faire l'historique de la législation sur l'administration des biens des aliénés avant la loi du 30 juin 1838, qui régit encore cette matière.

Puis nous entrerons dans le détail de l'organisation juridique inaugurée par cette loi, pour arriver à la protection du patrimoine des aliénés, en insistant d'une façon particulière sur l'institution de l'administrateur provisoire, qui forme le titre même de notre sujet.

Tout en rendant hommage au caractère philanthropique de cette loi, qui marqua un énorme progrès sur l'état de choses antérieur, en ce qui concerne la gestion des biens des aliénés internés, mais non interdits, nous en ferons ressortir les lacunes et les imperfections apparues peu à peu à la pratique.

Nous serons ainsi amenés à étudier les dispositions

du dernier projet de loi sur cette matière soumis aux délibérations de la Chambre des députés en janvier 1907, en recherchant si elles donnent toute satisfaction en ce qui concerne la protection de la fortune des malades.

Nous nous efforcerons alors de montrer comment, à notre avis, on pourrait arriver à une protection réellement efficace de ce patrimoine en amendant encore le projet voté par la Chambre et qui sera bientôt soumis à la discussion du Sénat.

Pour clore ce travail nous jetterons enfin un rapide coup d'œil sur la législation étrangère en matière de protection des biens des aliénés.

Première Partie

SECTION I

Législation antérieure à la loi de 1838

Jusqu'en 1790 la fortune de l'aliéné était aussi mal protégée que sa personne. Il est même presque malsonnant d'employer le mot de « protection » pour parler d'un régime qui n'en comportait aucune.

La Révolution Française, avec son esprit réformateur et son souci de justice habituel s'occupe incidemment des aliénés. Les lois des 16 et 27 mars 1790, qui mirent fin en France au régime des cachots, celles des 16 et 24 août 1790, des 19 et 22 juillet 1791 et du 29 Vendémiaire, an IX, qui réglementèrent les conditions de l'internement et le régime des aliénés dans les asiles, laissèrent complètement de côté la question de la protection de leur patrimoine. Les mesures à prendre pour sauvegarder ce patrimoine

étaient abandonnées, sans réglementation à l'initiative de leurs proches. Lorsqu'un individu aliéné devenait incommode, difficile ou dangereux, on pouvait le placer à titre provisoire dans un dépôt de sûreté, où il attendait que le tribunal ait statué sur son état de démence : alors seulement l'internement devenait légal.

Le Code civil, en face de cette pratique passée dans la jurisprudence, fut naturellement entraîné à assimiler l'aliéné au mineur. C'est ce qu'il fit dans son titre : de *l'Interdiction*, promulgué le 8 avril 1803. Pris entre le désir de sauvegarder les intérêts pécuniaires des aliénés et ceux de leur famille, le législateur ne trouva rien de mieux que l'interdiction comme sauvegarde des droits des uns et des autres. Aussi dans l'article 489 déclara-t-il que l'interdiction était obligatoire pour le majeur se trouvant dans un état habituel d'imbécillité, de démence et de fureur. Aux termes de l'article 490 tout parent et l'époux et l'épouse, pouvaient être demandeurs à l'interdiction. Enfin d'après l'article 496, en cas de fureur, et en l'absence d'une demande provoquée par les personnes désignées à l'article 490, le Procureur avait le droit de poursuivre d'office l'interdiction du furieux. Il en était de même si l'individu en état de démence, d'imbécillité ou de fureur n'avait ni époux, ni épouse, ni parents connus.

Le Code civil ne parlait dans ces articles que du

majeur. Mais il est bien évident que le mineur et le mineur émancipé pouvaient aussi être interdits, si leur état de santé nécessitait cette mesure.

Après le premier interrogatoire prescrit par l'article 496 et par le fait seul de la demande en interdiction, un administrateur provisoire était commis, s'il y avait lieu, par le tribunal, et était chargé de prendre soin de la personne et des biens du futur interdit (art. 497). Cet article est du reste encore applicable actuellement à l'aliéné dont on poursuit la demande en interdiction.

Une fois l'interdiction prononcée judiciairement la situation juridique de l'aliéné était complètement modifiée. Elle était pire que celle du mineur, qui, lui, peut se marier et faire son testament, puisque ces deux actes étaient défendus à l'interdit. L'administration de ses biens passait tout entière entre les mains d'un tuteur assisté, comme d'habitude, d'un subrogé-tuteur.

Outre la position d'interdit applicable aux individus atteints d'imbécillité, de démence ou de fureur le Code civil créait une position juridique nouvelle, sorte de demi-interdiction, de laquelle étaient appelés à bénéficier ceux dont l'état ne paraissait pas devoir comporter l'interdiction complète, mesure très grave, et souvent funeste à l'état physique même de l'aliéné. Cette situation intermédiaire, véritable trouvaille des rédacteurs du Code, était surtout des-

tinée à protéger les biens du malade. Lorsqu'il rejetait la demande en interdiction, le tribunal pouvait en effet, en vertu de l'article 499 et si les circonstances l'exigeaient, ordonner que le défenseur ne pourrait désormais faire certains actes graves, comme plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier et en donner décharge, aliéner ou grever des biens d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil nommé par le même jugement. Cette mesure était sans doute applicable surtout aux prodigues. Mais il est hors de doute que les individus atteints d'imbécillité pouvaient en profiter.

Ainsi donc le Code civil organisait, après une procédure minutieuse, la protection du patrimoine des individus atteints d'aliénation mentale. Il déclarait ceux-ci inhabiles à gérer leur fortune et à faire aucun acte civil, sinon par l'intermédiaire du tuteur, qu'il prescrivait de nommer dès l'interdiction prononcée. Malheureusement pour obtenir l'interdiction il fallait poursuivre une procédure longue et fort coûteuse, que ne pouvaient guère supporter que les aliénés possédant une certaine aisance. Et comme ce n'était qu'après l'interdiction que le tuteur pouvait placer son pupille dans un établissement d'aliénés, l'individu indigent ou même assez peu fortuné pour que son avoir ne lui permette pas les frais de cette procédure, ne pouvait ni être soigné, quant à sa personne, ni protégé, quant à ses biens.

Cette situation présentait naturellement les plus graves inconvénients. Il est en effet facile de se rendre compte de ce que devenait, en l'absence d'interdiction, le patrimoine de l'aliéné, pris entre la rapacité des héritiers présomptifs et la malhonnêteté des tiers. La pratique avait, il est vrai, essayé de pallier dans la mesure du possible les mauvais effets de cette législation si peu démocratique. Il s'était établi en effet, pour les indigents placés dans les établissements publics, un état de choses parfaitement irrégulier, d'après lequel l'administration des hospices de Paris faisait « dresser un état sommaire de leur chétif mobilier qu'elle conservait dans ses magasins pendant un temps déterminé », soumettant ensuite au président du tribunal de la Seine une demande de le faire vendre par le ministère d'un commissaire-priseur. Elle exerçait ainsi une sorte de tutelle gratuite offrant une ressemblance assez frappante avec celle qui lui était dévolue par la loi du 15 pluviôse, an XIII sur les enfants assistés. Mais, malgré les expédients, il n'y avait aucun moyen légal de gérer, en dehors des règles tracées pour l'interdiction, les biens des aliénés séquestrés. On peut donc dire, sans crainte d'exagération, que jusqu'en 1838, tout était irrégulier ou insuffisant au point de vue de la protection du patrimoine des aliénés.

Avec le progrès des idées humanitaires, le sort des aliénés indigents parut de plus en plus lamentable. Il

devint évident qu'une loi sur la matière des aliénés était indispensable, afin de créer des asiles pour les aliénés peu fortunés, et d'instituer un régime permettant d'éviter leur interdiction. En attendant cette loi, qui se faisait désirer, le gouvernement eut recours, dès 1837 à un expédient qui consistait à introduire dans la loi de finance de 1837, un article portant « que les dépenses pour les aliénés indigents sont assimilés, pour cette année, aux dépenses variables départementales, sans préjudice du concours de la commune du domicile d'aliéné et, s'il y a lieu, du concours des hospices. » Ce vote fut renouvelé l'année suivante. Le principe était posé. Le gouvernement et le Parlement n'étaient plus libres de reculer devant la solution législative. C'est pourquoi le ministre de l'Intérieur, M. de Gasparin présenta, le 6 janvier 1837, à la Chambre des députés, un projet de loi, préparé par le Conseil d'Etat et qui, après dix-huit mois d'études et d'amples discussions dans les deux chambres, est devenu la loi du 30 juin 1838 (1).

1. Cette loi passa en première délibération à la Chambre des députés en avril 1837, après un premier rapport de M. Vivien. Puis elle fut présentée à la Chambre des Pairs, le 28 avril 1837 par le comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur et rapportée par le marquis de Barthélémy. Après un avis des conseils généraux sur le projet, celui-ci fut remanié par le gouvernement et représenté à la Chambre des Pairs, après un second rapport du marquis de Barthélémy. Le projet fut adopté par cette cham-

SECTION II

Loi du 30 juin 1838

La loi du 30 juin 1838, qui est la base du régime auquel sont soumis annuellement la personne et les biens des aliénés non interdits, mais internés, règle à la fois l'organisation administrative des établissements d'aliénés, la répartition des dépenses qu'ils comportent, l'entrée et la sortie des pensionnaires, enfin les mesures destinées à protéger leurs personnes et leurs biens. Son examen complet excéderait par conséquent les limites de notre sujet. Nous laisserons donc de côté les questions d'organisation administrative ainsi que toutes les difficultés d'un ordre un peu spécial que soulève cette loi au point de vue

bre, le 14 février 1838. Le ministre de l'Intérieur présenta à la nouvelle Chambre des députés le projet voté par la Chambre des Pairs. Il fut voté en avril 1838, sur un deuxième rapport de M. Vivien. Reporté à la Chambre des Pairs pour une nouvelle délibération il fut voté le 25 mai 1838 à l'unanimité après un troisième rapport de M. Barthélémy. Enfin sur un troisième rapport de M. Vivien il fut voté définitivement par la Chambre des députés le 14 juin 1838 et la loi fut promulguée le 30 juin 1838. On voit par cet historique que ce ne sont pas les discussions qui ont manqué avant la rédaction définitive.

financier, pour étudier exclusivement les mesures prises pour protéger les biens des aliénés.

Le législateur de 1838 s'est d'abord trouvé en face d'un problème capital de droit civil, qu'il importe de bien préciser, car c'est de la solution qu'on lui a donnée que découlent toutes les dispositions de la loi. Voici comment il peut se poser : L'individu, non interdit, placé dans un établissement d'aliénés, qui subit dans sa liberté individuelle une atteinte évidente, peut-il, dans sa vie juridique, rester soumis aux mêmes lois que celui qui jouit de sa pleine lucidité ? En un mot, est-il capable ou incapable ?

La loi de 1838, ainsi que nous le verrons dans notre chapitre premier, n'a pas cru devoir attacher au fait seul de l'internement une importance absolue. L'interné demeure capable en principe, et pour juger de la validité d'un de ses actes, il faut s'en rapporter aux règles ordinaires du droit civil. En un mot sa vie juridique reste soumise au droit commun.

Mais comme, en fait, il sera souvent dans l'impossibilité absolue de faire un acte quelconque le législateur de 1838 avait aussi, au moins pour le cas où l'individu séquestré n'est pas déjà interdit, à placer à côté de lui des personnes chargées, à raison de cette incapacité même de pourvoir à la défense de ses intérêts et de sa personne.

C'est dans ce but qu'elle a créé, pour la protec-

tion de ses biens, l'administrateur provisoire, qui est judiciaire ou légal, selon que les personnes à qui cette loi a donné le pouvoir d'en provoquer la nomination ont pris soin de faire désigner cet administrateur par le tribunal ou ont abandonné l'aliéné à la surveillance de la commission administrative des asiles. Nous nous étendrons longuement sur cette double institution, qui forme le fond même de notre sujet.

Quant à la protection de la personne même de l'aliéné, la loi de 1838 a cherché à l'assurer par l'institution du curateur, qui a pour mission de veiller à ce que les revenus de la personne séquestrée soient employés à adoucir son sort, à accélérer sa guérison et à faire rendre l'aliéné au libre exercice de ses droits dès que sa situation le permettra.

Cette partie de la loi de 1838 sort quelque peu des limites de notre travail. Malgré tout nous en ferons une étude rapide, car les fonctions du curateur sont trop voisines de celles de l'administrateur, qu'il a précisément pour mission de contrôler, pour qu'on puisse parler de l'un sans faire au moins allusion à l'autre. Du reste le rôle du curateur, sur lequel le législateur de 1848 avait fondé de grandes espérances, est demeuré si effacé, qu'il n'y a vraiment pas lieu de s'étendre très longuement sur cette institution mort-née.

Avant de terminer cette revision de la loi de 1838,

nous dirons quelques mots du notaire commis par le tribunal pour représenter l'aliéné qui n'a pas d'administrateur, dans les opérations d'inventaires, comptes, liquidations et partage, dans lesquelles il peut être intéressé.

CHAPITRE PREMIER

De la valeur des actes passés par une personne non interdite placée dans un établissement d'aliénés

Le droit commun exige que les personnes qui passent un acte juridique quelconque soient intellectuellement capables de le comprendre et d'y consentir. Le principal élément de tout contrat est, en effet, la volonté.

« Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention :

« Le consentement de la partie qui s'oblige ;

« Sa capacité de contracter.

Il faut de plus que cette volonté soit intacte ou tout au moins normale. Lorsque cette volonté fait défaut et que l'agent n'est plus capable de savoir exactement ce qu'il veut, pourquoi il le veut, et quelles sont les conséquences de ce qu'il veut, le semblant de

1. Art. 1108 du Code civil.

volonté qu'il exprime n'a plus en droit aucune valeur.

Or la personne atteinte d'aliénation mentale, par définition, n'est plus maîtresse d'elle-même. Bien que ses actes semblent le plus souvent résulter d'une tension extrême de la volonté, en réalité cette volonté, qui a cessé d'être le produit du fonctionnement régulier de la raison, n'est plus qu'une apparence, une ombre, quelque chose de presque inexistant. Le pauvre fou, loin d'être poussé à faire tel ou tel acte par des motifs impérieux tirés de son intelligence, comme pourrait le faire croire une obstination vraiment extraordinaire, est tout simplement le jouet d'influences extérieures que ses facultés affaiblies n'ont plus la force de distinguer et lui font prendre pour ses propres raisonnements.

Seulement la folie n'est pas toujours complète. Il y a des folies de tous les degrés. Il y en a qui n'influencent que partiellement sur le fonctionnement des facultés psychiques, d'autres qui l'entravent complètement. Bien plus cet état, en général, n'est pas continu. Il se manifeste par crises, par accès. La capacité de raisonner et de vouloir varie chaque fois avec l'intensité de ces crises. Il peut se faire même qu'entre deux accès cette capacité se retrouve intacte. Il résulte de cela une situation très incertaine au point de vue juridique. L'acte est-il valable ou non ? Toute la difficulté pour répondre à cette inter-

rogation se résout en une pure question de fait. Pour telle opération déterminée, quelle compréhension l'aliéné avait-il de ses actes ? Question extrêmement difficile à résoudre, puisqu'il s'agit de mesurer aussi exactement que possible le degré de raison qui a présidé à l'acte accompli, d'analyser la volonté qui est entrée en scène, et que la solution de cette question relève aussi bien de la médecine que du droit.

Et une fois cette mesure établie, quelle conséquence devra-t-on en déduire ? Faudra-t-il se plier à toutes ces variations de l'état psychique et traduire sur le terrain juridique tous les degrés de la capacité naturelle ? Ce dosage de la capacité rendrait bien peu sûr pour le crédit économique le commerce de la vie juridique. Les exigences de cette vie juridique ne permettent pas de suivre pas à pas toutes les fluctuations de la capacité de fait. La question psychique, en effet, tout en restant la principale, n'est pas la seule à considérer lorsqu'il s'agit de reconnaître une incapacité de droit. Il faut encore tenir compte de l'intérêt du crédit, de l'intérêt de l'agent et des tiers, c'est-à-dire concilier des exigences à peu près inconciliables.

Il importe d'abord de protéger l'aliéné contre lui-même et contre toutes les manœuvres ou les suggestions dont il peut être victime. C'est la nécessité la plus importante. Mais en sens inverse il faut aussi

empêcher les manœuvres qui consisteraient à faire interner un individu dans le seul but de l'empêcher de procéder à certains actes qui peuvent nuire à ses héritiers ou à son entourage.

D'un autre côté, il faut laisser les tiers le moins longtemps possible dans l'incertitude sur le sort des actes qu'ils ont pu passer avec des aliénés. Si ces actes sont imprudents ils peuvent, malgré tout, avoir été faits de bonne foi. On comprend fort bien que les tiers ne veuillent pas courir les risques de l'arbitraire et de l'insécurité.

Enfin on ne doit pas oublier en toute cette matière qu'en voulant trop protéger les incapables on n'aboutit qu'à leur nuire en ruinant leur crédit. Qui voudrait, en effet, accepter un engagement s'appuyant sur des bases aussi peu solides ?

Ainsi la capacité civile, sur le terrain juridique ne peut pas répondre exactement à la capacité naturelle. « De là, dit M. Saleilles (1), pour la sécurité du droit, la nécessité de présomptions plus ou moins absolues, qui tranchent dans le vif de la question, et qui, supprimant plus ou moins toute recherche de la capacité vraie, tendent à lui substituer une capacité fictive, ou plutôt une incapacité de droit, plus ou moins artificielle. »

1. Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés. *Bulletin de la Société d'études législatives*. Séance du 8 juin 1904.

Le Code civil avait résolu la question de capacité d'une façon très simple et très logique, mais aussi très insuffisante. Il n'admettait une déchéance de la capacité que par l'interdiction.

L'interdiction seule, en effet, résulte d'un jugement, qui a précisément pour but de trancher la question même de capacité. Ainsi le Code distinguait avec soin deux points de vue qui ont été parfois confondus : la question de traitement et de placement d'une part, et la question de capacité d'autre part. Le placement en effet, ne doit pas avoir pour résultat forcé l'incapacité, puisque cette question d'incapacité n'a été posée devant aucun tribunal au moment de l'entrée dans l'établissement. Beaucoup d'internés du reste, ne sont pas en fait des incapables. Certains, comme les alcooliques ou les épileptiques, pris d'une crise passagère, auront recouvré au bout de quelques jours leur entière raison. Il faut les traiter, il serait souverainement injuste de les frapper d'incapacité absolue, en supprimant en quelque sorte leur personnalité. Donc dans le système du Code civil, pas d'incapacité résultant du placement, cette incapacité ne devant être déclarée qu'à la suite d'un jugement d'interdiction.

Seulement, une fois l'interdiction prononcée, le Code civil ne faisait plus les choses à demi. Il décidait dans les articles 502 et 503 que tous les actes passés par l'interdit sous l'assistance de son tuteur,

postérieurement à son interdiction, seraient nuls de droit et que ceux faits antérieurement seraient annulables si la cause pour laquelle l'interdiction a été obtenue, existait notoirement à l'époque où les actes ont été passés. Cette incapacité de droit n'exigeait aucune preuve préalable et ne permettait aussi aucune preuve contraire, pas même celle d'un intervalle lucide. La sanction de cette incapacité était une nullité relative, opposable uniquement par l'interdit ou ses représentants, et non une nullité absolue opposable par tous les intéressés. On voit que dans ce système, qui est du reste celui encore actuellement en vigueur en matière d'interdiction, tout était net et précis.

En revanche, en dehors et à côté de l'interdiction il n'y avait plus rien. Si une personne, dont l'état mental nécessitait un placement, ne réunissait pas toutes les conditions exigées pour l'interdiction, sa fortune était sans protection. On lui appliquait le droit commun.

Sans doute, le Code civil organisait une sorte de demi-interdiction, en permettant la nomination d'un conseil judiciaire. Mais il est facile de comprendre que cette institution ne convenait que très peu aux individus séquestrés, qui n'ont pas la liberté de vaquer eux-mêmes à leurs affaires. Cette demi-interdiction est en effet, non pas une tutelle, mais une simple curatelle. Ce n'est pas le conseil judiciaire

qui agit, mais l'incapable assisté de son conseil. Par conséquent, cette façon de procéder est impraticable pour les individus internés, qui ne sortent presque jamais de l'asile.

Il y avait donc là une lacune considérable, d'autant plus sensible que le Code civil, contrairement à la plupart des législations, n'admettait pas, de droit commun, une présomption d'incapacité résultant de l'état habituel de démence. Cette présomption n'était admise que pour les interdits, et ne s'appliquait même pas aux actes faits antérieurement à l'interdiction.

Pour tous les autres déments, qui sont de beaucoup les plus nombreux, on était dans l'obligation de prouver la démence actuelle au moment de l'acte. C'était là un système fort dangereux pour tout le monde.

« C'est précisément, dit M. Saleilles (1), l'absence de cette présomption d'incapacité résultant de l'état habituel de démence qui explique et qui justifie le système de la loi de 1838, système un peu étrange au premier abord et qui est particulier au droit français. Ce droit est en effet le seul qui attache au seul fait du placement et d'un placement purement administratif, des effets civils et des déchéances civiles. »

1. Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés. Rousseau, 1904, p. 41.

L'interné, d'après la loi de 1838, est dessaisi par le seul fait de son entrée à l'asile de l'administration de ses biens. Cette loi tenant compte du fait résultant du placement lui-même et voulant empêcher que les biens de l'aliéné ne restent, même peu de temps, sans aucune direction ou abandonnés à des gérants suspects, organise une administration légale immédiate.

Mais ce n'est pas tout. L'aliéné, bien qu'ayant un représentant légal, peut faire de son côté des actes juridiques, signer des pièces, faire des achats, recevoir des paiements, etc. On aurait pu décider dans ce cas que, par le seul fait du placement et quoique aucun jugement ne soit intervenu, les actes faits dans ces conditions seraient nuls ou annulables, tout comme en matière d'interdiction. Il semble en effet, au premier abord, que les causes qui ont paru assez graves pour provoquer un internement devraient fournir une présomption suffisante pour entacher de nullité les actes accomplis postérieurement par l'aliéné. Mais en considérant la question de plus près et d'un esprit plus juridique, on ne tarde pas à trouver un peu abusif que le simple fait d'un internement, souvent temporaire, et qui, en tous cas, ne résulte d'aucun jugement, puisse entraîner une déchéance aussi complète que l'interdiction. On ne provoque en effet l'interdiction que des personnes dont la folie est considérée comme à peu près incurable, tandis

qu'il n'est pas rare de faire entrer dans les asiles des personnes atteintes d'une simple crise passagère.

Aussi la loi de 1838, faite pour combler la lacune du droit commun français, que nous signalions plus haut, n'a-t-elle pas voulu que l'internement produise les mêmes effets que l'interdiction. Mais elle a pensé avec raison que, lorsqu'il y avait placement pour cause de démence il fallait pouvoir annuler les actes pour démence habituelle. C'est pourquoi elle a créé, non pas une incapacité de droit et une nullité forcée, mais une simple annulabilité qui doit être soumise à l'appréciation du juge. Cela revient à admettre une incapacité résultant de la preuve de l'état habituel de démence. De cette façon la lacune résultant du Code civil est heureusement comblée. Voyons maintenant comment fonctionne ce système.

*
* *

L'article 39 de la loi de 1838 décide que « les actes faits par une personne placée dans un établissement d'aliénés pendant le temps qu'elle y aura été retenue sans que son interdiction ait été prononcée ou provoquée, pourront être attaqués pour cause de démence, conformément à l'article 1304 du Code civil ».

« Les dispositions de cet article, dit M. Demolombe, ne concernent que les actes faits par l'aliéné pendant le temps qu'il a été retenu dans l'établisse-

ment. Les actes faits par lui, soit avant son entrée dans l'établissement, soit depuis sa sortie, sont donc régis par le droit commun. »

Ainsi lorsque dans une liquidation de succession a figuré le mandataire spécial donné à l'aliéné, il n'y a pas lieu à homologation lorsque l'aliéné est guéri, qu'il a repris l'exercice de tous ses droits et qu'il a déclaré par acte authentique accepter la liquidation telle qu'elle avait été faite pendant son incapacité (1).

« Est-ce à dire, continue M. Demolombe, que pendant son internement l'aliéné est frappé de la même incapacité que l'interdit ? Nous ne le pensons pas, car l'article 39 de la loi de 1838 ne renvoie pas à l'article 502 du Code civil qui règle les effets du jugement d'interdiction sur l'action en nullité accordée à l'interdit. Par suite les actes de l'aliéné interné ne sont pas nuls de droit, mais peuvent être annulés, s'il est prouvé qu'ils ont été passés sous l'empire de la démence et ce, dans un délai de dix ans. »

Cette différence entre les effets de l'interdiction et ceux de l'internement peut, ainsi que nous l'avons dit, fort bien se justifier. La sentence d'interdiction prononcée contre un individu est en effet une constatation de son état habituel de folie, tandis que le placement dans un asile, quand il a été reconnu nécessaire par les médecins, ne dénote le plus sou-

1. Chambre du Conseil de la Seine, 12 juillet 1850.

vent qu'un état passager et intermittent, qui cesse dès que l'aliéné est soumis à un régime sévère. Ce résultat se produit particulièrement dans les cas de folie causée par l'alcoolisme. Pourquoi l'acte passé durant ces périodes qu'on appelait autrefois des « intervalles lucides », et réunissant toutes les conditions nécessaires à l'existence d'un acte juridique ne serait-il pas valable ?

Ainsi l'article 39 de la loi de 1838 se contente d'étendre aux actes faits par l'aliéné pendant sa séquestration la nullité relative dont sont frappés, aux termes de l'article 502, ceux faits par l'interdit antérieurement à l'interdiction. Mais en y regardant de plus près on verra qu'il laisse cependant une distance assez large entre la voie de nullité ouverte par l'interdiction et celle ouverte par l'internement. Sous certains rapports, en effet, la nullité de l'article 39 est préférable à celle de l'article 502, et sous certains autres elle est inférieure. La nullité de l'article 502 est absolue : elle s'impose au juge, exclut toute preuve contraire. Le juge doit la prononcer par le fait même qu'elle est demandée par l'interdit ou ses ayants cause. C'est le sens des mots « nuls de droit » de cet article. Au contraire, la nullité de la loi de 1838 ne dépend que de l'appréciation du juge : l'article 39 dit seulement que « les actes pourront être attaqués ». Le tribunal aura donc toute latitude pour décider si, au moment de l'acte, la personne internée

jouissait ou non de sa raison. « Ainsi, dit M. Girard, l'infériorité de la nullité de l'article 39 n'est donc pas qu'elle suppose la preuve de la folie au moment de l'acte, mais qu'elle laisse place à la preuve contraire, tandis que la nullité résultant de l'interdiction ne peut être écartée ».

Ceci s'applique aussi bien aux actes judiciaires qu'aux actes extra-judiciaires. Les actes judiciaires faits par l'individu interné seront valables comme les actes extra-judiciaires, à moins que cet individu ne soit alors en état de démence. Par conséquent, dans le cas où cette personne n'aurait pas pris soin elle-même de faire constater par des certificats de médecins de l'asile, joints à sa demande, sa lucidité d'esprit, le devoir des magistrats serait de faire examiner sa situation mentale par des experts. Une fois cette preuve faite, aucune raison ne s'oppose à ce qu'elle procède elle-même valablement en justice. Ainsi en a jugé la Cour de cassation (1). Cependant, dans certains cas, le seul certificat constatant l'admission d'un individu dans un asile d'aliénés peut suffire pour établir que cet individu est dans l'impossibilité de manifester sa volonté.

C'est pour ce motif aussi que le placement dans un asile d'aliénés entraîne pour celui qui y est retenu la suppression des droits civiques (2).

1. Cassation, 25 janvier 1839, Gilbert; *Cassation*, juin 1839, V^o aliénés, section V, art. 2, n^o 263, note 1.

2. Voyez décret réglementaire pour élection du Corps légis-

En ce qui concerne les actes qualifiés de « personnels », comme la reconnaissance d'un enfant naturel, le mariage, le divorce, il est bien évident qu'ils ne peuvent être accomplis que par l'aliéné lui-même pendant un intervalle lucide. Mais la difficulté sera grande pour se rendre compte si l'aliéné possède une volonté suffisante pour les accomplir. Une expertise médico-légale serait nécessaire. Du reste en règle générale ces actes ne doivent être permis qu'en cas d'absolue nécessité. En ce qui concerne le mariage, notamment, il n'est personne, en face des terribles conséquences héréditaires de semblables unions, qui soit d'avis qu'on doive faciliter celui des aliénés.

L'article 39 déroge à l'article 504 en ne limitant pas à la mort de l'aliéné, dont l'interdiction n'a été ni prononcée ni provoquée, le droit d'invoquer la folie. Pourront donc attaquer les actes faits par l'aliéné durant son internement, l'aliéné lui-même, lorsqu'il aura recouvré la raison, et, après sa mort, ses héritiers, pendant dix ans.

On a longtemps discuté le point de savoir si la loi de 1838 avait entendu donner le droit d'invoquer la nullité à l'aliéné lui-même et à ses héritiers et pen-

latif du 2 février 1852, art. 18. — Loi sur la composition du jury du 4 juin 1853, art. 4. — Théophile Huc: *Des aliénés et de leur capacité civile*, 1869, p. 15 et 16.

dant combien de temps. On s'est demandé aussi de quel côté était la présomption, pour la validité ou la nullité ? Est-ce au demandeur en nullité à prouver la folie ou au contraire au bénéficiaire de l'acte à prouver la raison de l'interné au moment même de l'acte ?

D'après les principes du droit commun, c'est au demandeur, dans l'espèce à l'aliéné ou ses héritiers, qu'incombe le fardeau de la preuve. Il n'y a aucune raison pour qu'il en soit autrement en notre matière. Ce n'est cependant pas l'avis de tout le monde. Sans doute « nous croyons, dit Demolombe (1), que l'on doit conclure qu'en règle générale c'est au demandeur qui attaque l'acte pour cause de démence, à prouver que cette démence existait au moment de l'acte, c'est-à-dire à faire connaître toutes les circonstances qui, ajoutées au fait de la séquestration, peuvent établir cette preuve ; et par exemple à produire les certificats des médecins de l'établissement ; mais en même temps il est clair que le défendeur a le plus grand intérêt, de son côté, à combattre les moyens présentés contre lui et à établir au contraire la santé d'esprit, de telle sorte que, en définitive, on pourrait dire que la présomption n'est bien nettement ni d'un côté ni de l'autre, et que les magistrats ont en ces sortes d'affaires un pouvoir discrétionnaire pour apprécier en fait la

1. Demolombe, t. VIII, n° 853.

validité ou la nullité de l'acte attaqué. » C'est aussi l'opinion de MM. Valette (1) et Sarraute (2), MM. Marcadé (3) et Taulier (4) soutiennent au contraire que la loi a voulu déclarer annulables les actes faits par un individu pendant son séjour dans un établissement d'aliénés, sauf au défendeur à prouver qu'ils ont été faits dans un intervalle lucide.

Si nous nous en rapportons à la discussion de la loi de 1838, nous pouvons voir que les explications fournies par les orateurs ne nous servent pas à trancher la question d'une façon très nette (5). M. Bar-

1. Valette sur Proudhon, t. II, p. 560 et explications sommaires du livre I du Code Napoléon, p. 371.

2. Sarraute, p. 30, n° 53.

3. Marcadé, t. II, p. 320.

4. Taulier, t. II, p. 128.

5. « Toute la discussion relative à cette question de la capacité civile, dit M. Séailles, a son point de départ, comme on va le voir, dans une erreur de principe ; elle repose sur une fausse interprétation du Code civil lui-même.

« Dans le projet primitif, il n'avait été question que de faire exception à la règle de l'article 504 du C. civil qui défend aux héritiers d'une personne dont l'interdiction n'aurait été ni prononcée, ni provoquée, d'attaquer ses actes pour cause de démence, à moins que la preuve de la démence ne ressorte de l'acte lui-même. On voulait protéger en quelque sorte les résultats de l'activité libre et normale d'un individu, qui n'est plus là pour se défendre, contre les entreprises et allégations de ses héritiers ; et l'on voulait aussi protéger les tiers avec lesquels cet individu avait contracté. Si vraiment les héritiers préten-

thélémy disait à la Chambre des pairs : « Comme l'accomplissement de toutes les formalités prescrites pour arriver à la séquestration d'un individu établit une présomption d'aliénation, croyez que les tribu-

« dent qu'il s'agissait d'un aliéné, que n'ont-ils provoqué son
« interdiction? C'est de son vivant qu'il fallait le protéger con-
« tre lui-même. Ils ne l'ont pas fait, il y a donc *présomption*
« *légale de capacité*, et cette présomption *ne peut céder que*
« *devant une preuve de démence ressortant des dispositions mêmes*
« *de l'acte attaqué*. Les auteurs du projet de loi pensèrent avec
« raison que cette présomption, tout à l'inverse, *devait céder*,
« lorsque ce même individu, sans que son interdiction eût été
« prononcée ni provoquée, aurait été *placé dans un établissement*
« *d'aliénés*. D'ailleurs, on ne pouvait plus reprocher à ses héri-
« tiers de n'avoir rien fait pour le protéger contre sa propre folie ;
« et quant aux tiers, il devenait difficile qu'ils en fussent à igno-
« rer la situation de l'individu ainsi interné, puisqu'à moins de
« supposer la complicité du directeur de l'asile — il est vrai qu'il
« y en aurait eu, dit-on, des exemples célèbres — ils ne peuvent
« guère avoir l'impression d'un individu habitant chez lui et
« jouissant de sa liberté. Sauf le cas de fraude, il y a une publi-
« cité de fait, qui suffit à les avertir. Ils acceptent de courir les
« risques.

« Il n'y avait donc plus de raison d'interdire aux héritiers
« l'action en nullité. Il fallait revenir au droit commun. (Voir
« le premier rapport de M. Vivien, *loc. cit.*, II, p. 51.)

« Il ne s'agissait, en aucune façon, d'établir une présomption
« inverse, c'est-à-dire une présomption d'incapacité résultant du
« seul fait du placement. On restitue aux héritiers l'action en
« nullité que l'article 504 leur enlève ; on leur donne le droit d'at-
« taquer l'acte, ce qui prouve qu'il leur faudra, malgré le place-
« ment opéré, prouver la démence. On ne dit pas, tant s'en faut,

naux ne se montreront pas très difficiles sur les preuves à faire pour justifier que lorsque l'acte a été souscrit, l'individu était en démence. Ce sera le cas de dire qu'il faudra que l'acte se défende par lui-

« que l'acte est présumé nul pour incapacité, sauf la preuve
« d'un intervalle lucide. On se contente de permettre aux héritiers de l'attaquer pour cause de démence.

« Tout ce mécanisme avait été admirablement exposé par
« M. Dufaure, avec la netteté et la précision d'un juriste de premier ordre, avec une sûreté de principes qui ne se retrouvait plus, d'ailleurs, chez personne, dans la suite de la discussion
« (*Loc. cit.*, II, p. 284 et s.).

« C'est devant la Chambre des pairs que toutes ces idées s'embrouillèrent et que tout se confondit. Dès le rapport de M. le marquis Barthélémy, la confusion apparaît. De ce que le projet n'accordait le droit d'attaquer l'acte pour cause de démence qu'aux héritiers, on s'étonne qu'on n'ait pas prévu le cas où l'aliéné lui-même, de son vivant, mais une fois sorti de l'établissement où il était placé, et guéri, voudrait intenter l'action en nullité ; et l'on reconnaît qu'il doit y avoir, en sa faveur, comme un *a fortiori*. Alors, pourquoi ne pas le dire ? Pourquoi ne parler que des héritiers ? Pourquoi ne pas ouvrir l'action en nullité d'une façon impersonnelle, soit à l'aliéné, soit à ses héritiers, du moment qu'on aura fait la preuve que l'acte a été passé pendant que l'aliéné était sous le coup d'un placement régulier. (*Loc. cit.*, II, p. 348) ?

« Le rapporteur paraît bien s'être rendu compte que cette extension, au point de vue strict des principes, pouvait être tout à fait inutile, parce que, déjà, en vertu du droit commun, l'aliéné une fois revenu à la raison, aurait eu le droit, de son vivant, d'attaquer l'acte ; mais il ajoute que, le point étant douteux, il valait mieux, pour écarter toute hésitation, mettre la solution dans la loi.

même. » (*Moniteur* de 1838, p. 304.) Mais la discussion au cours des différentes délibérations, s'embrouilla comme à plaisir. Les orateurs, au nombre desquels figuraient cependant de remarquables juristes perdirent quelquefois de vue les principes

« La vérité était que le point ne pouvait guère paraître douteux ; et M. Dufaure l'avait admirablement démontré. Lorsque l'aliéné est vivant, avant même de poser la question de capacité, il y a un autre problème juridique et psychologique que l'on a toujours le droit d'alléguer, c'est celui relatif à la question de consentement ; quiconque a passé un acte dans un moment d'inconscience a toujours le droit de prouver l'absence de consentement. Et, d'autre part, la démence fait présumer ce défaut de consentement ; c'est même en cela qu'elle constitue un état d'incapacité de fait. Quiconque prétend avoir été aliéné, peut donc toujours se prévaloir de cette incapacité naturelle pour attaquer les actes qu'elle a viciés. L'article 504 cons titue la meilleure preuve de cette allégation ; s'il refuse l'action en nullité aux héritiers, c'est que, de droit commun, elle eût appartenu à l'aliéné et que les héritiers de ce dernier auraient dû pouvoir l'intenter en son lieu et place, comme représentants de ses droits, comme ses successeurs à titre universel. Par exception aux principes du droit commun, le Code civil enlève ce droit aux héritiers de l'aliéné, mais il ne l'enlève pas à l'aliéné lui-même. (Cf. Aubry et Rau, t. I^{er}, p. 810, § 127, vol 12.)

« Cette démonstration, qui ressortait si clairement de l'exposé fait par M. Dufaure, était déjà moins nette dans les développements présentés par le rapporteur à la Chambre des pairs. Dès ce moment, elle commence à s'obscurcir. Dans la suite de la discussion, elle disparaît presque tout à fait.

« On part de cette idée qu'en restituant à l'aliéné lui-même le

juridiques. Aussi est-il très difficile de se reconnaître dans ce chaos juridique presque inextricable. Cependant, en faisant abstraction des erreurs commises par certains législateurs et en s'en tenant aux termes de l'article 39, tel qu'il a été voté définitivement on

« droit d'attaquer l'acte de son vivant, loin de confirmer le droit
« commun, on l'élargit et on étend l'action en nullité au delà
« des limites admises par le Code civil. On raisonne comme si
« le Code civil, non seulement avait refusé l'action en nullité aux
« héritiers, mais à l'aliéné lui-même; de sorte qu'en la lui accor-
« dant, la commission, ainsi que la plupart des orateurs, croient
« introduire une innovation aussi considérable que celle déjà
« proposée dans le projet initial, et consacrée par le premier vote
« de la Chambre des députés en ce qui concerne le rejet de l'ar-
« ticle 504 du Code civil.

« C'est tout au plus si quelques orateurs soupçonnent la con-
« fusion qui va être commise. Si, en effet, il arrivait que cette
« extension à l'aliéné lui-même de l'action en nullité ne fût que
« reproduire une règle du droit commun, n'y a-t-il pas à crain-
« dre que, faute de vouloir admettre l'inutilité du texte ainsi pro-
« posé, on cherchât à l'interpréter comme une exception aux
« principes? Et cette exception ne pourrait plus se trouver dans
« le fait d'accorder à l'aliéné le droit de prouver sa folie, si ce
« droit lui vient déjà du Code civil, mais dans un renversement
« de la preuve et, par suite, dans une véritable présomption
« d'incapacité résultant du seul fait du placement, sauf admissi-
« bilité de la preuve contraire. Et c'est l'interprétation qui avait
« été soutenue devant la Chambre des pairs : l'acte devait être
« présumé nul, comme fait par un incapable, sauf à l'adversaire
« à prouver qu'il avait été passé dans un intervalle lucide. (*Loc.*
« *cit.*, III, p. 131 et s.).

« Mais cet amendement fut attaqué de tous côtés : il serait,

peut dire que « la loi de 1838 donne aux tribunaux la faculté d'annuler, sur leur application, les actes faits par un individu placé dans un établissement d'aliénés, en mettant ainsi la preuve de la démence à la charge de l'aliéné, et tout en considérant la nul-

« disait-on, le renversement de tous les principes, une atteinte au
« Code civil lui-même ! Une présomption d'incapacité ne peut
« résulter que d'un jugement ; il faut, par suite, qu'il y ait eu
« interdiction. Tout ce que l'on peut faire, c'est de restituer à
« l'aliéné et à ses héritiers le droit de faire la preuve de la dé-
« mence. Et on revient sur cette idée que, d'après le Code civil,
« ce droit eût été refusé à l'aliéné lui-même.

« Au point de vue des faits et de la pratique, on justifiait cette
« interprétation, en disant que, pour l'aliéné qui a été placé dans
« un asile, la preuve de la démence, fût-ce même de la démence
« au moment de l'acte, sera facile, alors que, si l'on eût admis
« la présomption d'incapacité sauf preuve contraire, la charge
« imposée au défendeur, c'est-à-dire au tiers qui avait contracté
« avec ce prétendu incapable, eût été d'une difficulté pratique
« presque insurmontable. On peut bien prouver que quelqu'un
« est fou, on ne peut pas démontrer qu'il est sain d'esprit. Eta-
« blir que le prétendu aliéné a contracté dans un intervalle de
« raison constitue, disait-on, une preuve impossible ; de sorte que
« la prétendue présomption de fait que l'on proposait apparais-
« sait, aux yeux de la plupart des orateurs, comme l'équivalent
« de la présomption de droit de l'article 502 du Code civil, telle
« qu'elle résulte de l'interdiction. Celle-ci ne comporte pas la
« preuve d'un intervalle lucide ; il en eût été différemment, sans
« doute, de la présomption que proposait l'amendement. Mais on
« partait de cette idée que, cette preuve d'un moment de lucidité
« et de raison étant impossible, la situation juridique, en fait,
« devenait la même, et que c'eût été, en réalité, frapper un indi-

lité comme une simple nullité relative pour incapacité, et non comme une nullité absolue pour défaut de consentement. » (Saleilles, Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés.)

Sous le régime de la loi de 1838, l'individu non interdit, restant en principe capable, est donc dans

« vidu d'interdiction par le seul fait d'un acte administratif et
« sans jugement (Cfr. *loc. cit.*, III, p. 137 et s.).

« L'amendement fut repoussé; et l'on se contenta de restituer
« l'action en nullité à l'aliéné. On croyait si fermement, en
« introduisant ce droit au profit de l'aliéné, établir par là même
« une innovation aux règles du droit commun, que la commis-
« sion de la Chambre des députés, lorsque le projet fut renvoyé à
« la Chambre, avait proposé de réduire à un an l'action ainsi
« accordée à l'aliéné (*Loc. cit.*, III, p. 189 et 337), sauf à faire
« partir ce délai de la signification qui lui aurait été faite de
« l'acte passé par lui, et à condition, bien entendu, que cette
« signification eût lieu depuis la sortie de l'aliéné. C'était une
« réforme des plus utiles, et une atténuation considérable au
« en système du Code civil, qui laisse les tiers exposés à l'action
« nullité dans une période d'incertitude très longue, pendant
« laquelle ils sont complètement à la merci de l'ex-incapable.
« C'est un système pratiquement inacceptable.

« Mais, de ce que l'on proposait d'y remédier en ce qui con-
« cerne l'individu sortant d'un asile d'aliénés, c'était la preuve
« que l'on se figurait introduire un droit nouveau en sa faveur,
« ce qui permettait d'en limiter l'exercice à un délai très court.
« Si l'on s'était rendu compte, au contraire, qu'il s'agissait uni-
« quement de confirmer une règle du droit commun, on ne se
« serait pas cru le droit, en ce qui touche l'individu qui a été
« enfermé comme fou, d'introduire, contre lui, une limitation
« de délai, contraire à tous les principes du droit commun.

la possibilité d'exercer lui-même ses droits lorsqu'il est dans un intervalle lucide. Cette loi autorise les magistrats à déclarer en fait et suivant les circonstances que ces personnes sont capables ou incapables, mais elle ne les frappe pas elle-même d'incapacité.

Avec ce système de bienveillance voulue pour l'interné, qu'il serait parfois dur de priver de l'exercice de ses droits, il arrive que cet interné n'est pas toujours suffisamment protégé contre les tiers et contre lui-même, surtout quand il est placé dans une maison privée, souvent mal surveillée et où il n'a pas de représentant légal. Il peut ainsi faire des actes contraires à ses intérêts. Un médecin rapporte le fait d'un escroc faisant signer à un aliéné, en plein parloir et pendant que le surveillant tournait le dos, des actes antidatés qu'il fallut lui arracher ensuite des mains en le menaçant de la justice (1).

La loi de 1838 a ainsi elle-même créé une situation

« On le fit remarquer, d'ailleurs, au cours de la discussion « (*Loc. cit.*, p. 338 et s.). Partant de cette idée que l'action « ainsi accordée à l'aliéné était, non pas une action en nullité « absolue pour défaut de consentement, mais une action en « nullité relative pour incapacité, on demanda, et on obtint, « l'application pure et simple de la prescription décennale de « l'article 1304, admise en matière d'incapacité. »

(Saleilles. Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés. Rousseau, 1904.)

1. Dr Dagron, *Des aliénés et des asiles d'aliénés*.

équivoque et quelque peu indécise, qu'on pourrait appeler mitoyenne entre l'incapacité et l'interdiction. Elle a voulu tirer d'une façon rationnelle les conséquences de la présomption de démence qui résultent du placement dans un asile. Il n'en est pas moins vrai, qu'avec ce système, des difficultés de fait subsisteraient entières si la même loi n'avait trouvé le moyen de les pallier autant que possible par l'institution de l'administrateur provisoire, que nous allons maintenant étudier.

CHAPITRE II

De l'administrateur provisoire. Généralités

Nous avons vu que lorsque l'interdiction n'est pas prononcée, la loi de 1838 ne voulant pas laisser aux mains débiles de l'aliéné l'administration de ses biens, organise elle-même cette administration. Mais pour bien marquer le caractère temporaire de cette institution, qui n'est pas destinée à durer, elle la nomme « administration provisoire ». A la tête de cette administration elle a placé un personnage qui, selon son origine, qu'il importe de bien distinguer, prend le nom d'administrateur provisoire légal ou judiciaire.

L'administrateur légal est celui qu'a l'aliéné en vertu de l'article 31 de la loi de 1838, par le seul fait de son entrée dans l'asile. C'est ordinairement un membre de la commission administrative des hospices. Mais cet administrateur n'est imposé à personne, pas plus à l'aliéné qu'à sa famille. Si les intéressés

préfèrent qu'un tiers soit nommé, il n'auront qu'à s'adresser au tribunal. Celui-ci nommera alors un administrateur judiciaire. L'aliéné interné dans un établissement privé ne pourra même pas en avoir d'autre (art. 32), puisque dans ces établissements il n'existe pas d'administrateur légal. Ce sera dans cette hypothèse qu'on en constatera le plus fréquemment l'existence. Dans tous les cas, l'aliéné placé dans un asile ne pourra jamais en avoir qu'un à la fois.

Quant aux aliénés soignés à domicile ou dans un établissement privé, non soumis au contrôle de l'autorité administrative, ils ne peuvent bénéficier du système de l'administration légale, et ils conservent la libre disposition de leurs biens, conformément au droit commun, à moins que le tribunal ne soit amené à leur donner un administrateur provisoire. La loi de 1838 ne s'applique en effet qu'aux aliénés placés dans un asile soumis à ce contrôle de l'administration. Il y a là une lacune grave, appelée à avoir de sérieuses répercussions sur les intérêts des malades soignés dans leur famille ou dans les asiles privés, mais il était bien difficile de nommer d'office un administrateur qui n'était réclamé par personne.

On s'accorde à admettre que les pouvoirs dont l'administrateur est investi sont les mêmes, qu'il soit judiciaire ou légal. Le but qu'on a poursuivi en les instituant est identique. Pourquoi aurait-on différencié leurs attributions ? Seul leur mode de gestion

offre quelques particularités lorsqu'il s'agit du manie-
ment des deniers de l'interné. L'administrateur judi-
ciaire en a lui-même la disposition, tandis que l'ad-
ministrateur légal n'étant qu'un rouage d'une
machine compliquée, soumise au contrôle de l'admi-
nistration, n'est pas comptable, mais simplement
ordonnateur de ces deniers. Ainsi les fonds revenant
à l'aliéné doivent être versés directement dans les
caisses de l'établissement d'où ils ne sortiront que sur
mandat de l'administrateur, qui, lui, à aucun moment,
ne les aura en sa possession.

La plupart des questions que nous étudierons
seront donc communes aux deux administrateurs.
Nous passerons d'abord en revue celles qui sont dif-
férentes, comme leur origine, la durée de leur mis-
sion, leur responsabilité et ensuite celles qui sont
semblables comme leurs pouvoirs.

I

De l'Administrateur provisoire légal

Par le seul fait de l'entrée d'un aliéné dans un éta-
blissement public, un administrateur légal se trouve
immédiatement placé à la tête de son patrimoine.
De même que pour les enfants assistés, dont une loi

du 15 pluviôse an XIII avait confié la tutelle aux commissions administratives des asiles, le législateur de 1838 a voulu que les fonctions d'administrateur soient exercées par un membre de la commission administrative qui existe dans chaque hospice, afin de rendre cette tutelle plus efficace. Cet administrateur ne change pas pour chaque nouvel aliéné. Il est nommé d'avance, dans la séance de janvier, par les commissions de surveillance des hospices, qui possèdent en propre, aux termes de la loi, le pouvoir d'administrer qu'elles ne font que déléguer à un ou plusieurs de leurs membres. Voici en effet, comment s'exprime l'article 31 : « Des commissions administratives ou de surveillance des hospices ou établissements d'aliénés, exerceront à l'égard des personnes interdites qui y seront placées, les fonctions d'administrateur provisoire » (1).

Le pouvoir de désigner un de leurs membres pour remplir les fonctions d'administrateur appartient exclusivement aux commissions de surveillance des établissements publics (2). Les établissements privés,

1. Voir aussi règlement du 20 mars 1857.

2. La composition de ces commissions a été indiquée par une ordonnance de 1839, qui a fixé à cinq le nombre de ses membres. Mais un décret du 28 février 1879 a décidé que ce nombre pourrait être porté à sept lorsque les circonstances l'exigeraient, par décret rendu sur la proposition du ministre de

en effet, ne peuvent pas avoir ce pouvoir de délégation, puisqu'ils ne possèdent pas le pouvoir d'administration lui-même. Quant à la désignation d'un ou de plusieurs de leurs membres que font les établissements publics, ce n'est qu'une mesure d'ordre intérieur. Il ne faut pas s'y tromper. Elle n'empêche pas les commissions de surveillance de rester investies comme collectivité de l'administration provisoire qui leur est légalement déférée.

Cette charge imposée aux commissions de surveillance n'a qu'un but : assurer la remise immédiate des intérêts des malades dans des mains habiles et désintéressées. Mais la loi ne vise point à organiser, à titre définitif, une administration qui devrait se prolonger pendant tout le séjour des malades dans l'hospice. Aussi, dans tous les cas urgents, notamment quand un commerçant devient fou, y aurait-il un avantage évident à recourir d'abord à l'administrateur provisoire légal, qui pourrait immédiatement continuer les affaires engagées. Malheureusement, comme nous

l'Intérieur. Dans ce cas, le renouvellement des membres aura lieu chaque année par septième.

Enfin lorsque, à raison des intérêts communs à deux ou plusieurs asiles publics d'aliénés, une seule commission sera appelée à exercer les attributions déterminées par la loi du 30 juin 1838 et l'ordonnance précitée, un décret rendu sur la proposition du ministre de l'Intérieur pourra porter à neuf ou onze le nombre des membres de la commission.

l'avons vu, cela n'est possible que dans les établissements pourvus d'une commission de surveillance ou administrative, et, d'après une circulaire du 15 janvier 1860, dans les asiles privés faisant fonctions d'asiles publics. Par contre dans les établissements privés ne faisant pas fonctions d'asiles publics et qu'on désigne ordinairement sous le nom de maisons de santé, il n'y a pas de commissions de surveillance et, par conséquent, pas d'administrateurs légaux.

Quand les fonctions d'administrateurs seraient par trop absorbantes, à cause de l'importance des affaires de l'aliéné, et que le travail ainsi imposé à l'administrateur serait de nature à nuire aux autres fonctions dont il est chargé, la commission de surveillance peut demander au tribunal civil du domicile de l'aliéné la nomination d'un administrateur particulier. S'il est fait droit à la demande de la commission, l'administration change de nature. De légale qu'elle était primitivement, elle devient judiciaire. Mais en même temps, la commission de surveillance se trouve exonérée de toute obligation et de toute responsabilité.

La durée des fonctions d'administrateur légal, n'est pas fixée par la loi contrairement à ce que nous verrons plus loin pour l'administrateur nommé par le tribunal. « Le législateur a pensé, en effet, que celui qu'elle désignait d'office par l'entremise de la commission de surveillance pour gérer les biens des alié-

nés placés dans les établissements publics, se trouvant pour ainsi dire sous le contrôle permanent de cette commission, pouvait sans inconvénients sérieux pour les intérêts en jeu, rester en fonctions pendant toute la durée de la séquestration du malade. » (1).

Quant aux pouvoirs de l'administrateur légal, on admet qu'ils sont les mêmes que ceux de l'administrateur nommé par le tribunal. Rien ne permet en effet de différencier ces deux administrateurs au point de vue de leurs attributions. Si l'article 31 de la loi de 1838, où sont énumérés ces pouvoirs, concerne l'administrateur légal, l'article 32, créant l'administrateur judiciaire, renvoie tout naturellement à cet article 31 en ce qui concerne les pouvoirs de cet administrateur. Aussi nous contenterons-nous de renvoyer à l'étude que nous faisons plus loin de ces pouvoirs, à propos de l'administrateur judiciaire (2).

1. Garnier. Protection de la fortune des malades dans les établissements d'aliénés. *Annales Médico-psychologiques*, nov-déc. 1901, n° 3, p. 428.

2. Il importe d'examiner ici une question relative aux pouvoirs du directeur de l'Assistance publique à Paris. La loi du 10 janvier semble lui avoir attribué la tutelle des aliénés de la Seine, abrogeant ainsi pour Paris les dispositions de l'article 31 de la loi de 1838. Le directeur de l'Assistance publique n'aurait plus, d'après cette loi, à recourir aux dispositions de la loi de 1838, mais ses droits et ses obligations seraient réglés par les dispositions du Code civil sur la tutelle.

Dans ce sens il a été jugé par la Chambre du Conseil de la

II

Administrateur provisoire judiciaire

L'article 32 de la loi de 30 juin 1838 réserve à certaines personnes, qu'il énumère, le droit de demander au tribunal la nomination d'un administrateur pro-

Seine (Chambre du Conseil, 2 avril 1852) qu'il peut sans autorisation de justice convertir en rentes françaises les valeurs mobilières qui appartiennent à l'aliéné placé sous sa direction.

Il a été jugé de même par la même Chambre de Conseil (Chambre du Conseil, 15 mai 1852), qu'il avait le droit de plaider au nom de l'aliéné qui ne saurait dans ce cas être représenté par un mandataire spécial.

Quoique cette opinion ait été soutenue par M. Valette (*Cours de Code civil*, I, p. 648), elle n'a pas prévalu. Quand la loi de 1849 a été votée en effet l'Administration de l'Assistance publique était chargée du service des aliénés. L'intention du législateur paraît bien avoir été alors de confier au directeur l'administration provisoire qui, dans tous les hospices des villes autres que Paris, appartenait déjà à un membre de la Commission de l'établissement. (V. Oudot. *Droit de famille*, p. 519.) Mais depuis l'institution d'une commission spéciale de surveillance pour les asiles de la Seine, dont la gestion est confiée au préfet de la Seine, non plus à l'Assistance publique, cette différence n'a plus de raison d'être. Aussi est-ce maintenant un membre de cette commission de surveillance qui exerce les fonctions d'administrateur provisoire, même à l'égard des aliénés internés dans les quartiers de Bicêtre ou de la Salpêtrière.

visoire, autre que celui que pourrait désigner la commission administrative de l'hospice, non seulement quand cette commission n'existe pas, comme dans certains asiles privés, mais même de préférence à cette commission : « Sur la demande des parents, de l'époux ou de l'épouse, sur celle de la commission administrative ou sur la provocation d'office du Procureur du Roi, le tribunal civil du lieu du domicile pourra, conformément à l'article 497 du Code civil, nommer en Chambre du Conseil un administrateur provisoire aux biens... »

Les intéressés doivent toujours être libres de présenter à l'agrément du tribunal la personne qui semblera la plus propre à administrer le patrimoine de l'aliéné. Ce n'est en effet qu'en présence de leur inaction que l'administrateur légal pourra exercer ses fonctions.

On sera peut-être tenté de se demander d'où vient la nécessité de faire accepter cette nomination par le tribunal, alors que le conseil de famille s'est prononcé favorablement. Pourquoi n'en serait-il pas ici comme en matière de tutelle ? C'est qu'ici, le conseil de famille n'a pas seulement à prendre soin des intérêts de l'incapable, mais à sauvegarder les siens propres. La plupart de ses membres sont en effet des héritiers présomptifs de l'aliéné, pour lesquels la maladie de ce dernier est une espérance. On a craint qu'ils ne soient portés à défendre leurs intérêts au

détriment de ceux du malade. Et c'est pour cela qu'on a réclamé l'intervention de la justice pour sanctionner le choix de la personne qui, en théorie, représentera l'aliéné, mais qui, en fait, serait souvent pour les héritiers présomptifs un serviteur trop dévoué. Le tribunal a ici un rôle fort utile. « La justice n'a pas en effet toujours la mission de réprimer les délits et de juger les procès ; elle exerce aussi au profit du justiciable une juridiction bienfaisante et gracieuse qui assure la protection des incapables de fait et de droit. » (1).

Nomination.

Trois conditions sont nécessaires et suffisantes pour la nomination de l'administrateur judiciaire. Il faut d'abord que l'aliéné soit interné dans un établissement public ou privé, soumis au contrôle de l'Etat ; qu'il ait des biens nécessitant cette mesure ; et enfin qu'une délibération de son conseil de famille ait précédé cette nomination.

Avant l'internement en effet, le tribunal ne saurait nommer un administrateur, l'aliéné jouissant encore de tous ses droits. Cependant, en cas d'absolue nécessité, le président du tribunal pourrait sur requête,

1. Lacoin, *Des administrateurs nommés par justice* (Introduction).

prescrire des mesures provisoires urgente. C'est ainsi qu'il pourrait nommer un administrateur, si cette nomination était indispensable, mais ces nominations sont tout à fait exceptionnelles, car en principe l'internement devra précéder la nomination de l'administrateur.

Il faut ensuite que l'interné ait besoin d'être remplacé dans l'administration de ses biens. Pour cela il est nécessaire d'abord qu'il possède quelque chose. Lors de la discussion de la loi de 1838, un avis contraire avait été émis. On demandait la nomination d'un administrateur dans tous les cas, que l'aliéné ait ou n'ait pas de biens (1). Mais cette mesure fut repoussée avec juste raison. « De deux choses l'une

1. Le Comte Portalis avait proposé, à la Chambre des pairs, un amendement ainsi conçu : « Cette nomination (celle que vise l'article 32 de la loi) devra être faite dans les trois mois qui suivront l'entrée de l'aliéné dans l'établissement. » Il ne faisait on le voit, aucune distinction. Il ne prétendait cependant pas, par là, qu'on dût nommer un administrateur à des biens qui n'existaient pas. Sa pensée était seulement de garantir légalement et uniformément la liberté individuelle. Pour lui, l'administrateur devait être chargé tout à la fois des biens et de la personne de l'aliéné. Cet amendement fut écarté après de vifs débats. M. Girod définit bien la question. « La liberté individuelle ici n'est plus en cause, dit-il ; les dispositions qui précèdent y ont largement pourvu. » Reconnaissons que les garanties données à la personne de l'aliéné sont aussi complètes que le scrupule le plus méticuleux semble le désirer. Il ne s'agit que des biens de l'aliéné, que des mesures préservatrices à prendre relativement à ces biens.

en effet, disait M. Girod, ou l'aliéné n'a pas de biens, et alors à quoi bon grever les départements, communes, hospices ou même les familles des frais plus ou moins considérables que la nomination exige ? Et si l'aliéné a des biens, la loi a donné une liste assez longue des personnes qui pourront la demander. Le procureur en est spécialement chargé et ce qui n'est que faculté sera pour lui une obligation aussi impérieuse que si elle était écrite. L'obligation, dans tous les autres cas, serait superflue d'abord, dangereuse peut-être puisqu'elle constituerait, soit l'établissement, soit les familles dans des frais frustatoires, dangereuse sous le rapport médical, car la Chambre sait précisément que, dans le commencement de l'aliénation, il importe de ne pas multiplier les formalités de procédure ; ce qui importe surtout, c'est de guérir la personne malade, si elle en est susceptible. » Aussi pour tous ces motifs, la nomination de l'administration provisoire n'est pas devenue obligatoire mais est restée entièrement facultative.

Dans le cas où l'aliéné a des biens, la nomination de l'administrateur n'est même pas toujours nécessaire. Il faut en effet que cet aliéné ait besoin d'être remplacé dans l'administration de ses biens. Ce n'est pas le cas pour le mineur non émancipé dont les biens, après comme avant l'internement, continuent à être administrés par le tuteur ; pour l'inter-

dit qui, lui aussi, possède un tuteur (1) ; pour la femme mariée, lorsque l'administration de ses biens appartient au mari. Toutefois, dans ce dernier cas, il est admis par la jurisprudence que les tribunaux peuvent, en vertu de l'article 32 de la loi de 1838, nommer un administrateur à la femme mariée internée, en se fondant sur la situation particulière des époux, notamment sur l'opposition d'intérêts qui existe entre eux, quel que soit le régime contractuel adopté par ces époux (2), et sans qu'il y ait lieu d'être arrêté dans cette nomination par les changements qui pourraient en résulter dans les droits dont le mari est investi par la loi ou son contrat de mariage (3). Cela arrive spécialement dans le cas où la femme ayant formé une demande en séparation de corps, le mari refuse de payer la pension alimentaire qu'il a été condamné à lui fournir et néglige la gestion de ses biens (4).

En revanche, il est nécessaire de pourvoir à la nomination d'un administrateur pour la gestion des biens des mineurs émancipés et des prodigues. Nous réservons pour plus tard la question intéressante

1. Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, p. 526, note 2 et Demolombe, t. VIII, n° 801.

2. Dalloz, 81. I. 375.

3. Rouen, 25 février 1880. Pannier, § 8, 253. P. 80. 973 ; D. 81. 2. 76.

4. Pourvoi Cass., 14 févr. 1881. D. 81. I. 375 ; S. 81. I. 104.

qui se pose à ce sujet sur la combinaison de l'incapacité ordinaire et antérieure à l'internement avec celle qui résulte de l'article 39 de la loi de 1838. Un prodigue par exemple, déjà muni d'un conseil judiciaire, va se voir nommer un administrateur provisoire au moment de son entrée dans l'asile. Comment concilier ces deux fonctions ? Cela fera l'objet d'un chapitre spécial.

Il faut enfin que le conseil de famille ait été appelé à délibérer sur l'opportunité de la nomination de cet administrateur (art. 32). Le conseil de famille peut juger cette demande inconsiderée, si l'aliéné n'a pas de biens suffisants, pour la justifier ou si la protection de ces biens lui paraît déjà convenablement assurée. Le tribunal, il est vrai, n'est pas lié par cette délibération, qui ne vaut que comme simple avis.

Les trois conditions que nous venons d'énumérer comme nécessaires pour la nomination d'un administrateur provisoire sont suffisantes. L'existence même d'une procuration qu'aurait donnée l'aliéné n'y ferait pas obstacle. C'est du moins l'avis de M. Demolombe (1), de MM. Aubry et Rau (2) et de M. Sarraute (3). M. Chardon (4) est d'un avis con-

1. Demolombe, t. VIII, n° 815.

2. Aubry et Rau, t. I, § 127 bis, note 6, p. 628.

3. Sarraute, p. 611, n° 5.

4. Chardon. *Puissance tutélaire*, n° 189.

traire : « Le mandataire de l'aliéné non interdit, séquestré, dit-il, devrait conserver tous ses pouvoirs pendant toute la vie de ce dernier, si la folie était incurable puisqu'on aurait sans cesse des nouvelles de sa malheureuse existence. » Mais que vient faire ici l'absence ! L'aliéné n'est pas un absent, puisque son existence est certaine. Il s'agit seulement de savoir, si, lorsque le mandataire est négligent ou incapable, la justice pourra le remplacer. M. Demolombe n'hésite pas à répondre à cette question par l'affirmative : « La question, dit-il, sera déférée au tribunal qui décidera en fait si, à raison de l'état mental de l'aliéné la procuration doit être déclarée révoquée. » Le mandat est en effet essentiellement révocable de sa nature. Il est vrai qu'il doit être révoqué par le mandant. Mais, en notre matière, on prévoit aisément les inconvénients qui résulteraient de la décision le maintenant toutes les fois que le mandant ne l'aurait pas lui-même révoqué. On arriverait avec ce système à donner en fait au mandat un caractère d'irrévocabilité qu'il ne doit pas avoir. Et alors quels dangers ne courraient pas les biens de l'aliéné quand le pouvoir judiciaire, lié par la désignation antérieure d'un mandataire, ne pourrait plus exercer le pouvoir tutélaire qui lui est confié par la loi ! Sans doute on peut prétendre que, dans ce cas, on doit provoquer l'interdiction, et que le tuteur est seul qualifié pour remplacer le mandataire choisi

par l'aliéné. Mais à quoi bon tant de sévérité ? La jurisprudence, en face des graves inconvénients de l'interdiction, tend de plus en plus à l'éviter par tous les moyens.

Si la procuration donnée par l'aliéné était nulle *ab initio*, comme donnée par l'aliéné dans un moment de démence, la question ne se poserait plus. Il appartiendrait au tribunal de statuer sur la validité de cet acte comme sur celle de tous les actes passés par l'aliéné ! « Les questions d'état des personnes, dit M. Bauchart (1), sont de la compétence des tribunaux ; il leur appartient de décider si au moment où la procuration a été donnée, l'aliéné se trouvait dans un intervalle lucide. » Mais nous prétendons que, même si la validité de l'acte ne fait pas de doute, parce que cet acte a été passé dans un intervalle lucide ou avant tout symptôme d'aliénation mentale, « la folie, survenant après coup, doit non pas réagir sur l'acte lui-même et dans le passé, mais au moins restreindre pour l'avenir les effets que cet acte était appelé à produire » (2). Ainsi, malgré une procuration va-

1. Bauchart. *De la condition juridique des aliénés non interdits internés dans un asile.*

2. Garnier. Protection de la fortune des malades dans les établissements d'aliénés. *Annales médico-psychologiques*, 1901, n° 3.

lable, la justice pourra toujours, si elle le juge à propos, nommer un administrateur provisoire des biens de l'aliéné.

*Par qui peut être provoquée la nomination
de l'administrateur judiciaire ?*

L'article 32 de la loi de 1838 répond directement à cette question, en donnant une liste limitative des personnes à qui il est permis de demander cette nomination : « Sur la demande des parents, de l'époux ou de l'épouse, sur celle de la commission administrative ou sur la provocation d'office du procureur de la République, il pourra être nommé un administrateur ». Ainsi ce droit appartient non seulement à la commission de surveillance des hospices, mais aux parents et au conjoint de l'aliéné et au procureur de la République. Ceux-ci peuvent, avant l'entrée en fonctions du délégué de la commission administrative, demander directement au tribunal la nomination d'un administrateur judiciaire, ou, si l'administrateur légal a commencé à gérer les biens de l'aliéné, son remplacement par un autre désigné judiciairement. Cet article 32 ne fait en somme que reproduire l'article 490 du Code civil qui donne l'énumération des personnes ayant le droit de provoquer la nomination du tuteur de l'interdit. Si l'on s'en tient à la lettre de cet article,

les alliés n'ont pas le droit de demander la nomination d'un administrateur. Le terme de « parents » ne saurait les comprendre (1). Les créanciers ou tous autres intéressés sont aussi éliminés. Ils n'auront qu'un moyen d'agir : ce sera de s'adresser au procureur de la République qui appréciera s'il convient de faire droit à leur demande.

Quant aux « tiers » nous pouvons dire dès maintenant, que, non seulement ils ne sont pas obligés de faire nommer à l'aliéné contre lequel ils veulent agir et préalablement à leur demande un administrateur provisoire ou un mandataire *ad litem*, mais qu'ils n'ont même pas qualité pour le faire.

L'article 32 ne parle pas de l'aliéné lui-même. Aussi on s'est demandé s'il pourrait provoquer la nomination d'un administrateur. Quel argument pourrait bien faire obstacle à ce droit ? Sans doute on lui refuse le droit de provoquer son interdiction. Mais il faut bien remarquer que les deux instances ont loin d'avoir le même but. Quand il demande l'interdiction, il doit remplir à la fois le rôle de demandeur et de défendeur, ce qui, on en conviendra, est plutôt anormal. Il ne poursuit en effet que sa propre déchéance. Ici, au contraire, sa demande ne peut avoir pour résultat une déclaration d'incapacité. Elle ne tend qu'à compléter le

1. Chambre du Conseil de la Seine, 28 janvier 1854.

nulle part à l'administrateur ni au mandataire *ad litem* le droit d'accepter, soit purement et simplement soit même sous bénéfice d'inventaire, ni de renoncer (1).

L'administrateur provisoire ne peut représenter en justice l'interné dans une contestation judiciaire qui suppose l'acceptation d'une qualité héréditaire, que l'interné est libre d'accepter ou de refuser.

En conséquence, il ne saurait figurer utilement à l'instance en partage que si, préalablement au placement de l'aliéné, la succession a été valablement appréhendée par celui-ci. (Chambre du Conseil, 3 juill. 1890. *Le Droit*, août 1890.)

« Attendu que la renonciation à une succession constitue, au même titre que l'acceptation, un acte de disposition et qu'aucune disposition légale ne donne à la Chambre du Conseil le droit de nommer un mandataire aux fins de passer un tel acte pour l'aliéné, en dehors des formes de l'interdiction.

Qu'il n'y a lieu de discuter les questions d'utilité invoquées à l'appui de la requête, que, fût-il même établi que dans un

— Baudry-Lancantinerie et Wahl. *Des Succ.* I, n° 1471. — Rousseau-Laisney, V° Aliéné n°s 32 et 32 *ter*.

Dalloz. *Jur. Gén.* V° Aliéné, n° 272. — Caen, 15 novembre 1870 ; D. 73. 2. 238. — Meaux, 21 juillet 1886. *Monit. judic. de Lyon*, 1^{er} décembre 1886.

2. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Succ.* I, n° 1469 et suiv. Note Dalloz.

but de célérité et d'économie, il y aurait avantage à supprimer les garanties édictées en faveur des incapables, ces considérations ne sauraient autoriser une dérogation aux prescriptions de la loi qui régissent la matière :

Que la décision que rendrait la Chambre du Conseil en dehors de ces prescriptions serait dénuée de toute valeur et de tout effet juridique.

Rejette... (Chambre du Conseil, 23 déc. 1891).

« Attendu qu'aucune disposition légale ne donne aux tribunaux le droit de nommer un mandataire spécial à un aliéné non interdit, pour renoncer à une succession échue à ce dernier... (Chambre du Conseil, 15 mars 1892.)

Confirmé par la Cour.

« Attendu qu'il n'appartient pas au tribunal de désigner un mandataire *ad litem* à une aliénée non interdite à l'effet d'accepter ou répudier en son nom la communauté de biens ayant existé entre elle et son défunt mari.

Qu'il n'appartient pas à la Chambre du Conseil à l'effet de conférer à l'administrateur provisoire d'autres et plus amples pouvoirs que ceux qui, en vertu de la loi, résultent pour lui du fait de sa nomination ;

Que les difficultés qui s'élèveraient sur l'étendue et la portée de ses pouvoirs ressortiraient de la compétence de la juridiction contentieuse ;

Qu'en ce qui touche la nomination d'un mandataire *ad litem* à l'effet de représenter la dame T... dans l'instance en compte, liquidation et partage, la demande même implique qu'il s'agit

pourra avoir lieu qu'après délibération du conseil de famille et sur conclusion du ministère public (1).

Mais il arrivera souvent que la famille de l'aliéné sera inconnue, surtout lorsque le placement aura été requis par l'autorité publique. Si la commission de surveillance ou le procureur sollicitent alors la nomination d'un administrateur provisoire, il sera impossible de réunir un véritable conseil de famille. Le juge de paix pourra dans ce cas faire appeler des amis de l'aliéné, comme en matière de nomination de tuteur (2), ou même des personnes quelconques pour composer un conseil de famille et délibérer sur l'opportunité de la nomination de cet administrateur et sur le choix à faire (3). Tel est à l'avis de M. Demolombe (4).

Mais il faut bien se rendre compte de l'importance du conseil de famille. Il n'a de valeur que comme acte d'instruction dont le but est d'éclairer le tribunal sur l'état de l'aliéné. Si la loi impose en effet au tribunal l'obligation de consulter la famille, elle ne lui fait pas une obligation en revanche de suivre son avis. Par suite, cet avis n'est pas sujet à homologa-

1. Chambre du conseil de la Seine, 3 juin 1854. Bertin, p. 502.

2. Article 109 du Code civil.

3. Voir Durieu et Roche, n° 138. — Chambre du conseil de la Seine, 3 juin 1854. Bertin, p. 503.

4. Demolombe, t. VIII, n° 820.

tion du tribunal, puisque la nomination de l'administrateur appartient ensuite directement à la Chambre du conseil (1).

Il a été décidé que la décision qui nomme un administrateur ne serait pas sujette à appel. Cette mesure a été prise dans un but d'économie. Mais cette interdiction ne s'applique qu'au fait seul de la nomination et non aux autres dispositions du jugement qui investiraient l'administrateur de pouvoirs dépassant la limite légale (2). La loi a en effet pris soin de définir et de préciser les pouvoirs de l'administrateur : la justice ne saurait les modifier. Du reste quand l'article 32 interdit l'appel, il n'entend appliquer cette prohibition qu'à celui qui a sollicité la nomination de l'administrateur. Quant aux personnes intéressées, qui sont demeurées étrangères à cette prohibition, elles ont le droit de se pourvoir devant la juridiction contentieuse du tribunal pour obtenir la nomination d'un autre administrateur que

1. Chambre du conseil de la Seine, 1^{er} juillet 1853.

2. Caen, 15 nov. 1870, D. 73. 2. 238.

Chambre du conseil, 28 oct. 1890.

« Sur le deuxième point : Attendu qu'il n'appartient pas à la Chambre du conseil de donner à l'administrateur provisoire du bien d'un aliéné non interdit d'autres pouvoirs que ceux résultant pour lui de la loi de 1838.

Qu'il ne rentre pas davantage dans ses attributions de préciser les pouvoirs de l'administrateur provisoire et de prononcer sur les difficultés qui peuvent s'élever à cet égard.

celui précédemment choisi par la Chambre du Conseil.

En matière d'affaires de la Chambre du Conseil en effet il est de principe que toutes les solutions données par la juridiction gracieuse ne constituent que des actes d'administration judiciaire, qui peuvent fort bien être réformés par une décision de la juridiction contentieuse (1).

On s'est demandé si la nomination de l'administrateur, une fois demandée, était obligatoire ou facultative pour le tribunal. Il est à remarquer que l'article 32 emploie le mot « pourra » au lieu du mot « devra » qui figure dans l'article 497 du Code civil, à propos de l'administrateur nommé pendant l'instance en interdiction. Mais quelques lignes avant, l'article 31 rend obligatoire l'administration provisoire des biens des aliénés placés dans les établissements publics. Le refus du juge ne sera donc pas très grave quand il s'agira d'un aliéné séquestré dans un établissement public, car alors sa décision, tendant à surseoir à la nomination, n'aura pour effet que de maintenir les pouvoirs de l'administrateur légal, désigné par la commission de surveillance. En revanche, quand il s'agira d'un aliéné placé dans un éta-

1. Ce principe, méconnu par un arrêt de la Cour de Caen du 8 août 1875, a été rétabli par un arrêt de la Cour de cassation qui a cassé ce jugement.

blissement privé, l'article 31 ne sera plus applicable.

Par suite de cette liberté laissée au juge de nommer ou de ne pas nommer d'administrateur provisoire, il pourra arriver que le malade s'en trouve complètement dépourvu. C'est là un résultat fort regrettable. N'est-il pas presumable lorsque cette nomination est réclamée par l'une des personnes désignées par l'article 32, que les motifs de cette demande sont légitimes ? Penserait-on à l'introduire si l'aliéné était indigent, si on avait l'espoir de sa prochaine guérison, ou enfin si l'administration de sa fortune se trouvait déjà parfaitement assurée ? Evidemment non. Et on comprend d'autant moins le pouvoir discrétionnaire du tribunal, en cette matière que le conseil de famille est appelé par la loi même à donner son avis. Ferait-il, lui aussi, une demande inconsidérée de nomination d'administrateur provisoire, si cette nomination ne lui paraissait pas nécessaire ?

Choix de l'administrateur

La Chambre du Conseil a toute latitude pour le choix de l'administrateur. Sans doute, dans la plupart des cas, elle choisira un parent, le conjoint, ou un héritier présomptif, particulièrement intéressé à la conservation des biens de l'aliéné. Mais dans d'autres circonstances un tel choix pourrait présenter de graves inconvénients.

Il est en effet permis de douter, en face de nombreux exemples du contraire, que cet héritier présomptif, nommé administrateur judiciaire, ait toujours pour règle de conduite de faire fléchir son intérêt devant celui de l'incapable. Dans certaines familles l'entrée à l'asile est considérée comme une sorte de mort de l'aliéné. La nomination d'un administrateur ne fait que les confirmer dans cette idée et elles ont tôt fait de le considérer comme une sorte de curateur à une succession vacante. Il n'est pas rare de voir des parents restés pendant des années sans relations avec le malade, au moment précisément où il aurait eu le plus besoin de leurs soins, s'abattre comme des oiseaux de proie sur ses dépouilles, dès qu'ils les sentent imparfaitement défendues par un gardien moins vigilant et moins bien armé aussi que leur malheureux propriétaire.

Des fortunes entières disparaissent ainsi, au début de l'internement, surtout lorsqu'elles consistent en espèces ou en valeurs mobilières, et cela au détriment de parents plus honnêtes ou plus éloignés, et de l'administration elle-même, qui ne trouve plus seulement à prélever le montant des frais de séjour du malade.

Il arrive ainsi que des malades, soignés et hébergés gratuitement comme indigents pendant de longues années par l'administration sont possesseurs de véritables fortunes, qui restent insoupçonnées pen-

dant toute leur existence, soit par la faute consciente de l'aliéné, soit par celle encore plus délibérée de ses héritiers.

Cette fortune se découvre parfois seulement au moment de leur mort. L'administration est à ce point victime de ces manœuvres que nous croyons indispensable pour les plus importantes, comme la Préfecture de la Seine, par exemple, de créer un service spécial de recherches dont le but serait de s'enquérir, par tous les moyens possibles, de la véritable situation pécuniaire des malades en traitement dans les asiles. Quels bénéfices ne retirerait-elle pas d'une telle institution !

L'administrateur nommé par le tribunal pourra être un parent ou un étranger. La loi de 1838, en effet, n'a pas créé d'administration légale au profit des parents de l'aliéné. Elle avait, pour les raisons que nous avons exposées plus haut, trop de raisons de se méfier d'une telle administration.

Cependant quand une femme mariée est internée, le mari est de droit administrateur des biens de sa femme. C'est un mandat qu'il tient de la loi ou de son contrat de mariage. Toutefois nous avons vu plus haut que le tribunal pouvait nommer à la femme un administrateur autre que son mari, en se fondant sur l'opposition d'intérêts qui peut exister entre eux. La Chambre du Conseil a décidé que, dans ce cas, le mari ne pouvait pas s'opposer à cette nomina-

tion (1) et toute la jurisprudence est conforme à cette décision (2).

1. Attendu que la dame X... demande :

1° De faire nommer un administrateur provisoire à sa fille M^{me} d'I..., aliénée non interdite placée dans la maison de santé de M. d'H... ;

2° De faire donner à cet administrateur le pouvoir de faire toucher le prix d'immeubles vendus ;

Sur le premier point : Attendu que la mesure sollicitée est suffisamment justifiée ; qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'objection formulée par le mari devant le conseil de famille et tirée de ce que le droit d'administrer les biens de sa femme lui appartenant, la nomination d'un administrateur par la justice est sans objet. Qu'en effet, si, d'après le régime matrimonial auquel sont soumis les époux, le mari a l'administration des biens de sa femme, cette dernière a le droit de surveiller cette administration, et, le cas échéant, de la faire cesser en provoquant la séparation de biens ;

Que ce droit ne pouvant plus être utilement exercé par la femme, l'administrateur aurait essentiellement à prendre de ce chef, les mesures nécessaires ; qu'à ce titre sa nomination offre, contrairement à la prétention du mari un intérêt réel et pratique.

Sur le deuxième point : Attendu...

Que la Chambre du Conseil n'aurait pas eu qualité, abstraction faite de l'état d'incapacité de M^{me} d'I..., pour dire si le prix des immeubles énoncés sur la requête peuvent être notablement quittancés par le mari seul, où s'ils doivent l'être par la femme seule, ou par le mari et la femme concurremment ;

Qu'elle ne saurait donc pas trancher la question entre l'administrateur et le mari, que la décision qu'elle rendrait à cet égard serait donnée de toute valeur comme de tout effet juridique. (Chambre du Conseil, 28 octobre 1890.)

2. Dalloz, 81, I. 375.

Caractères de l'administration provisoire judiciaire

Le choix du tribunal sera, comme en matière de tutelle, *obligatoire* pour la personne investie par le juge. Il importe en effet que dans toute société bien organisée ceux qui sont incapables de se gouverner ne soient pas abandonnés sans défense à eux-mêmes. Aussi considère-t-on cette sorte de tutelle, assimilable à la tutelle des mineurs, comme un devoir public, que seule une excuse légitime donne le droit de refuser (1).

L'administration provisoire est, en outre, comme la tutelle, une charge *gratuite*. Cela se comprend pour les administrateurs provisoires judiciaires, qui n'ont ordinairement que l'administration d'un seul patrimoine. Mais on ne fait même pas d'exception actuellement pour les administrateurs légaux, chargés de l'administration des biens de nombreux aliénés, dont les fonctions constituent cependant une véritable occupation, absorbante et difficile. Il s'est rencontré jusqu'ici des hommes qui se sont fait un honneur de solliciter cette mission, mais n'y a-t-il pas à craindre, qu'en présence de l'augmentation continue du nombre des aliénés et de l'importance sans cesse croissante des pouvoirs donnés par la jurisprudence

1. Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, p. 528 et Demolombe, t. VIII, n° 822.

aux administrateurs, cette charge ne devienne un jour trop lourde, pour n'être pas rémunérée? Je pense qu'il serait de l'intérêt même des malades de voir leurs intérêts confiés à des hommes spécialisés dans ces fonctions d'administrateurs et suffisamment rétribués pour y consacrer tout leur temps. Trop souvent aujourd'hui, surtout dans les petites villes, cette charge est confiée à des notaires ou avoués encore en exercice qui n'y consacrent que leurs moments perdus. Cependant cette réforme offre certains inconvénients que nous examinerons plus longuement en étudiant les dispositions de la loi nouvelle.

Dispense. Exclusion. Destitution

Nous serons très brefs sur les causes de dispense, d'exclusion et de destitution de l'administrateur provisoire. L'article 34 de la loi de 1838 rend en effet applicables aux administrateurs provisoires nommés par le tribunal les dispositions du Code civil relatives aux causes qui dispensent de la tutelle : « Les dispositions du Code civil, sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, les exclusions ou les destitutions des tuteurs, sont applicables aux administrateurs provisoires nommés par le tribunal. » On n'a donc qu'à se reporter, pour cette matière, aux articles 427 et 441 du Code civil, en ce

qui concerne les causes d'exclusion et de destitution.

De même que la femme de l'interdit peut être nommée tutrice de son mari, aux termes de l'article 507 du Code civil la femme de l'aliéné peut être nommée administratrice provisoire, malgré le rapprochement qu'on serait tenté de faire avec l'article 442 qui exclut la femme de la tutelle ordinaire. La pratique est de tous les jours (1).

Durée de la mission. Renouvellement

L'administrateur provisoire, désigné par la justice, est nommé pour trois ans seulement. Gérant les biens du malade en dehors de toute surveillance, on ne pouvait lui confier, comme à l'administrateur légal, un mandat de durée illimitée. Il y a en effet une grande utilité à ce qu'il gère avec cette idée qu'au bout d'un laps de temps très court il sera obligé de rendre des comptes de son administration.

Mais il n'est pas nécessaire pour cela de provoquer l'interdiction au bout de ce délai de trois ans, puisque, aux termes de l'article 37 de la loi de 1838, les pouvoirs de l'administrateur peuvent être renouvelés par le tribunal. Seulement cette demande de renouvellement ne peut être formulée trop longtemps avant l'expiration de la période en cours. Il

1. Cf. Cass., 6 février 1856. D. 56. 1. 71.

faut que le tribunal puisse se rendre un compte exact des résultats de cette administration avant d'en accorder la prorogation (1).

Il est bon de signaler à ce sujet un usage quelque peu abusif qui s'est introduit peu à peu dans les tribunaux : c'est de renouveler presque toujours, au bout de trois ans, les pouvoirs de l'administrateur provisoire. Si on trouve dans cette façon de faire l'avantage de confier la gestion à une personne qui la connaît déjà parfaitement, en revanche on dispense ainsi l'administrateur de rendre des comptes. Ne sera-t-il pas tenté, en demeurant ainsi de longues années à la tête du patrimoine d'autrui, de regarder cette fortune comme sa chose personnelle, et d'en disposer ?

Les règles de procédure et de compétence sont les mêmes au cas de renouvellement des pouvoirs de l'administrateur qu'au cas de nomination originale. Cependant l'avis du conseil de famille, qui a son utilité avant la nomination, pour éviter une mesure qui peut compromettre le repos ou la santé du malade, n'a plus de raison d'être exigé en cas de renouvellement, puisque cette raison n'existe plus. Cependant le tribunal est toujours maître de le demander pour s'éclairer, surtout quand il sera vague-

1. Chambre du Conseil de la Seine, 20 mars 1850.

ment convaincu que cette mission d'administration est devenue maintenant superflue.

Quant au tribunal, c'est toujours celui du domicile de l'interné qui statue, le ministère public entendu, sur le renouvellement des pouvoirs de l'administrateur provisoire. Son jugement n'est pas plus sujet à appel que le jugement, qui a nommé l'administrateur. Ces deux cas sont régis par l'article 32 de la loi du 30 juin 1838 (1). (Cf. Demolombe, t. VIII, n° 826.)

Mais on peut se demander si l'administration, qui était obligatoire et gratuite pendant les trois premières années, conservera ces caractères après le renouvellement. Il semble bien qu'en rapprochant cette matière de celle de l'interdiction, dans laquelle la tutelle n'est obligatoire que pendant dix années, il faille soutenir la négative. Cette charge est trop lourde pour la faire peser toujours sur les mêmes épaules. Cependant la question est encore controversée. Demolombe (2) pense que rien ne peut faire supposer que la loi ait voulu changer pour le renouvellement les conditions dans lesquelles cette fonction a été conférée. Si le mandat peut être renouvelé,

1. Chambre du Conseil. Cour de Paris, 4 janvier 1851. D. 51. 5. 20. — Caen, 30 décembre 1857. S. 58. 2. 625 ; P. 58. 665 ; D. 58. 2. 147.

2. Demolombe, t. VIII, n° 827.

il ne doit l'être que sous les conditions où il a été donné.

MM. Durieu et Roche (1) prétendent au contraire que si l'article 37 de la loi de 1838 ne reproduit pas la distinction de l'article 34, on peut déduire de ce silence que la fonction n'est plus nécessairement obligatoire. D'un autre côté, la règle posée dans l'article 34 exprime une idée analogue à celle qui est écrite dans l'article 508 du Code civil. Si le délai est différent (dix ans et trois ans), la règle est identique. Ces deux articles ont pour but de ne pas laisser peser indéfiniment sur les mêmes épaules une charge parfois fort lourde.

Pour MM. Demolombe (2) et Aubry et Rau (3), ces raisonnements ne sont pas suffisants. Si, en effet, la loi de 1838 renvoie purement et simplement à la matière de l'interdiction, ce renvoi n'implique pas nécessairement l'application de l'article 508 : « Nul ne sera tenu au bout de dix ans de conserver la tutelle. » On arriverait à un système bizarre. Ainsi les ascendants, les descendants et le conjoint, qui dans le système même du Code civil ne peuvent se prévaloir de l'expiration de ce délai de dix ans, seraient, en matière d'administration provisoire,

1. Durieu et Roche. *Rép. des établissements de bienfaisance*. V^o Aliéné, n^o 166.

2. Demolombe, t. VIII, n^o 827.

3. Aubry et Rau, t. I, § 127 bis, note 30, p. 535.

déchargés au bout de trois ans. Il est donc plus logique de penser que, si l'article 37 autorise le tribunal à renouveler l'administration, qui prend fin, il lui confère le même droit, qu'il avait dans le principe. Or la charge était obligatoire au commencement : elle devra conserver ce caractère.

On voit d'ailleurs tout de suite les inconvénients qu'il y aurait à rendre cette administration facultative au bout de trois ans. Le résultat serait de multiplier les frais et de « modifier presque toujours une administration, qui, pour être avantageuse, doit prévoir et durer » (1). Sans doute cette charge peut devenir très lourde à la suite de renouvellements successifs. Mais l'intervention du tribunal tous les trois ans aura précisément pour effet de prévenir les abus possibles, car il s'attachera à concilier dans la plus large mesure les intérêts des aliénés en même temps que ceux des administrateurs. Nous pouvons du reste constater que, dans la pratique, la justice s'occupe toujours avec grand soin de savoir si le renouvellement demandé est justifié et nécessaire (2). Mais on

1. Dr Garnier. Protection de la fortune des malades dans les établissements d'aliénés. *Annales médico-psychologiques*.

2. Attendu que la dame F... sollicite le renouvellement, pour trois ans, des fonctions d'administratrice provisoire des biens de son mari aliéné non interdit qui lui ont été conférés par jugement de ce siège en date du 21 mars 1888.

Mais attendu que la nécessité de faire renouveler tous les

n'a pas encore posé devant elle la question de savoir si cette charge est obligatoire ou non au bout de trois ans. Actuellement le fait que les parents n'ont jamais demandé à être déchargés d'une administration, qui n'est cependant pas rémunératrice pour eux, et que les administrateurs n'ont jamais refusé de continuer leur gestion pour insuffisance de rémunération est bien la meilleure preuve que cette fonction n'est pas une charge accablante pour eux.

On peut se demander quelle est la solution à donner à cette même question quand l'aliéné pourvu d'un administrateur provisoire sort d'un asile, par suite de guérison momentanée, et y rentre de nouveau quelques mois après. Les pouvoirs de l'administrateur en fonctions au moment de la sortie de l'asile s'étendent-ils à ce nouvel internement ? Je ne le pense pas. Il est en effet nécessaire, dans ce cas, de conserver au tribunal le pouvoir de contrôle dont

trois ans le mandat d'administrateur provisoire constitue une mesure de protection pour l'aliéné ;

Que cette protection ne serait pas assurée sans une constatation sérieuse par la justice de l'état maladif de la personne intéressée et de la nécessité de la mesure requise ;

Que les termes du certificat médical produit ne fournissent pas dans l'espèce des éléments d'appréciation suffisants, il est nécessaire de recourir à une nouvelle mesure d'instruction ;

Ordonne que M. T... soit interrogé par M... (juge) avec l'assistance de tel médecin qu'il désignera. (Chambre du Conseil de la Seine, 16 mai 1891.)

nous venons de parler. La situation de l'aliéné peut s'être considérablement modifiée dans l'intervalle des deux internements. Il faut que la justice puisse supprimer les fonctions d'administrateur si cette charge est devenue inutile, ou les confier à une autre personne plus habile, si ce changement est nécessaire. Dans tous les cas du reste, où l'aliéné sera interné dans un établissement public ou privé, mais soumis au contrôle de l'Etat, son patrimoine ne souffrira pas, dans l'intervalle de ces deux administrations, puisque, dès sa nouvelle entrée à l'asile, il sera pourvu d'un administrateur légal.

III

Pouvoirs de l'administrateur

Tandis que le système du Code civil, concernant l'administration des biens de l'aliéné interdit, forme un ensemble complet, logique et, on peut dire, définitif, celui de la loi de 1838 au contraire, qui s'occupe de l'aliéné non interdit, mais interné, est caractérisé par des lacunes nombreuses, qui n'ont point échappé au législateur, mais qui ont été, pour ainsi dire, organisées par lui. C'est de propos délibéré qu'il n'a pas réglé tous les cas. Le titre même d'administrateur provisoire, qu'il donne à la personne char-

gée de gérer la fortune de l'interné, indique suffisamment qu'il a entendu restreindre le rôle de cet administrateur, en attendant une guérison toujours possible du malade, aux seuls actes indispensables. Ce qu'il a voulu seulement, c'est que la famille ne soit pas dans la nécessité de provoquer l'interdiction pour les simples actes d'administration. Quant aux actes plus graves, comme l'aliénation d'un immeuble ou l'acceptation d'une succession, il les laisse délibérément de côté.

Son plan bien arrêté en effet, quoiqu'il ne le formule nettement nulle part, est que, si ces actes sont nécessaires, il faudra, comme auparavant, recourir à l'interdiction (1). « Il considère que l'issue normale de cette situation provisoire est l'interdiction avec les sérieuses garanties qu'elle présente, tout au moins lorsque le malade est incurable ou que la folie prend un certain caractère de permanence. C'est sous cette forme seulement, que doit se réaliser l'administration régulière et définitive. Jusque-là tout ne doit être que strictement provisoire et limité aux mesures indispensables ; dès qu'une situation un peu compliquée, dès qu'un acte grave et important se présente ou s'impose, le législateur pense qu'il faut alors provoquer l'interdiction et

1. Voir Rapport de M. Barthélémy à la Chambre des pairs, séance du 29 janvier 1837.

obliger les intéressés ou les ayants droit à les demander. » (1). C'est là l'idée maitresse de la loi de 1838 (2). C'est ce qui explique, en même temps que la loi de 1838 envisageait la nécessité désormais impérieuse, d'organiser une administration provisoire, la façon insuffisante et limitée dont elle fut organisée.

C'était du moins son caractère primitif. Car peu à peu un travail nouveau s'est fait dans les esprits, que s'est empressé de suivre la jurisprudence. On s'est peu à peu accoutumé, en présence du petit nombre de cas où l'interdiction était poursuivie, à regarder comme définitif ce qui, par définition, n'était que provisoire. On a constaté aussi que l'administration provisoire présentait de grands avantages sur la tutelle. Alors on a pensé que le meilleur moyen d'éviter de plus en plus l'interdiction était d'élargir graduellement les limites de l'administration provisoire. C'est ainsi que la jurisprudence a étendu la portée de l'article 31, qui autorise l'aliénation du mobilier, en y englobant d'autres mesures, que la loi de 1838 n'avait certainement pas visées.

1. Rapport de M. Saleilles sur la réforme des lois sur les aliénés. Rousseau. 1904.

2. Aubry et Rau, t. I, p. 531, p. 127 bis, texte et note 16.

— Demolombe, *Minorité, Tutelle, Interdiction*, t. II, n° 838.

— Laurent, t. V, n° 395.

Les arrêts ont même admis que les administrateurs pouvaient prendre parti sur les successions dévolues à l'aliéné avant ou depuis son internement.

Un texte législatif, la loi du 27 février 1880, est venu consacrer ces progrès de la jurisprudence en permettant sous certaines conditions, que nous étudierons plus loin, l'aliénation des valeurs mobilières.

Aujourd'hui il n'est donc, pour ainsi dire, jamais nécessaire de provoquer l'interdiction de l'aliéné, en dehors des cas en somme assez rares où il faut aliéner des droits immobiliers, transiger ou compromettre. Nous reviendrons du reste sur ce point dans une autre partie de notre travail, en étudiant les tendances qui se font jour dans le nouveau projet de loi, Mais il était nécessaire, avant d'aller plus loin, d'indiquer le sens général des innovations de la pratique, de la jurisprudence et de la loi, que nous rencontrerons dans le cours de notre étude du système établi par la loi de 1838 pour l'administration des biens des aliénés.

*
* *

La loi de 1838 n'a pas précisé les pouvoirs de l'administrateur nommé par le tribunal : elle s'est contentée de déterminer dans l'article 31 ceux que pourrait avoir l'administrateur légal, c'est-à-dire le membre délégué de la commission administrative

de l'établissement public. Mais on a toujours admis que ces deux administrateurs avaient les mêmes pouvoirs, puisque rien ne permet et de les différencier au point de vue de leurs attributions. Il y a cependant dans leur mode de gestion des différences certaines et leur responsabilité n'est pas du tout la même. Malgré cela, la liste donnée à propos de l'un a été étendue à l'autre par presque tous les auteurs et toutes les décisions de la jurisprudence. Nous aurons seulement à signaler de temps en temps quelques dérogations, qui restent du reste exceptionnelles comme les causes qui les font naître.

*
* *

Une autre règle ressort aussi clairement de l'interprétation donnée à la loi de 1838 par la doctrine et la jurisprudence. C'est qu'en dehors de la liste de l'article 31, que le législateur a voulu faire très restreinte, l'aide de la famille ou de la justice ne sera d'aucune utilité pour l'administrateur qui désirerait faire un acte dépassant ses pouvoirs d'administration. Cette autorisation serait inopérante.

On peut voir par là que la loi de 1838 n'a pas voulu supprimer en fait l'interdiction, mais seulement la raréfier autant que possible. Cette règle se vérifiera par les décisions que nous aurons l'occasion de citer

aucours de notre énumération. Elle comporte, de par la loi même, une exception relative aux actions en justice.

Énumération.

L'article 31, qui renferme la liste des pouvoirs de l'administrateur, est ainsi conçu : « L'administrateur procédera au recouvrement des sommes dues à la personne placée dans l'établissement et à l'acquittement de ses dettes ; passera des baux, qui ne pourront excéder trois ans, et pourra même, en vertu d'une autorisation spéciale accordée par le président, faire vendre le mobilier. »

Cet article, malgré ses termes précis, n'est point limitatif. Il mentionne seulement les cas principaux, qui nécessitent le plus fréquemment l'intervention de l'administrateur provisoire. La liste qu'il renferme « doit seulement servir d'indication à l'administrateur : elle établit en quelque sorte le maximum de ce que la loi lui permet de faire. Elle spécifie les actes les plus graves. Tout ce qui concernera le patrimoine rentrera dans les fonctions d'administrateur, ce qui en altérera la consistance ou la physionomie les excédera. Il ne pourra aliéner des meubles qu'avec l'autorisation du président, même des meubles périssables ou dispendieux à conserver;

il ne pourra consentir de baux que pour trois années ! Ce point montre combien son administration est restreinte, car on admet en général que les baux de six ou neuf ans constituent encore des actes d'administration courante. L'administrateur doit constater et conserver, mais, en matière d'aliénation mentale, l'interprétation de son mandat doit être encore plus restrictive qu'au cas de succession ou d'absence, car, pour suppléer ses pouvoirs il suffit de provoquer l'interdiction » (1).

Toutes les fois donc que l'administrateur agira en dehors des limites tracées par cet article 31, il devra être considéré comme agissant sans mandat. Les actes d'administration ou de disposition qu'il passerait ainsi ne lieraient pas l'incapable, même s'ils étaient autorisés par la justice (2).

Comme conséquence des pouvoirs énoncés dans l'article 31, nous sommes amené à diviser très naturellement les actes que peut faire l'administrateur en :

Actes prévus par la loi, qu'il peut faire seul ;

Actes non prévus.

Mais, avant de traiter des actes non prévus par la loi, nous nous étendrons assez longuement sur les

1. Lacoïn. *Les administrateurs commis par justice*, p. 120.

2. Cf. Aubry et Rau, t. I, § 127 bis, p. 530 et 531. — Demolombe, t. VIII, n° 828. — Durieu et Roche. *Aliénés*, nos 140, 161, 162. — Duvergier, note sur l'article 36, p. 519.

actions en justice, que l'administrateur n'a pas le droit de soutenir sans autorisation du tribunal. Pour celles-ci le tribunal devra toujours nommer un mandataire *ad litem*.

Il y aura lieu enfin de dire quelques mots des significations à faire à l'administrateur comme représentant de l'aliéné.

A. — *Actes prévus par la loi*

Nous n'avons ici, pour les développements à donnée à cette matière, qu'à suivre l'ordre de l'article 31.

1^o *Recouvrement des créances. Paiement des dettes.*

La fonction la plus importante de l'administrateur est le recouvrement des créances et le paiement des dettes de l'aliéné. C'est à lui par conséquent qu'incombera le soin d'exercer les poursuites contre les débiteurs (1). Pour cela il aura souvent l'occasion de plaider. Pourra-t-il le faire ? Nous ne le pensons pas, puisque la loi, comme nous le verrons plus loin, exige qu'un mandataire spécial, le mandataire *ad litem*, soit nommé. Il est vrai que ce man-

1. Chambre du Conseil de la Seine, 6 décembre 1851 et 15 juillet 1853.

dataire *ad litem* pourrait être l'administrateur lui-même, s'il était autorisé par le tribunal.

La jurisprudence cependant n'interprète pas cette disposition de la même façon que la doctrine : Elle tend de plus en plus à considérer que le pouvoir de recouvrer les créances emporte de plein droit celui d'exercer toutes les poursuites nécessaires pour obtenir le paiement. Le droit de plaider est, en effet, en quelque sorte, l'accessoire indispensable du droit de demander le paiement. Il ne doit être nécessaire de recourir au mandataire spécial ou à l'autorisation de justice que pour les instances dont les causes sont étrangères au recouvrement des créances.

Cette solution de la jurisprudence est sans doute commode, mais nous ne voyons pas très bien comment elle peut se concilier avec les termes formels de l'article 33 de la loi de 1838. Aussi distinguons-nous entre les actes purement préparatoires de l'exécution et ceux qui saisissent directement le tribunal. Rentreront parmi les premiers : la requête à fin de saisie-arrêt et le commandement de payer. Pour ces actes l'administrateur pourra procéder seul. Rentreront parmi les seconds : l'assignation en validité de saisie, l'opposition à commandement, la sommation à assister à la lecture d'un cahier de charges. (Art. 69, C. pr.) Pour ceux-là un mandataire spécial sera nécessaire.

De même, si une vente a lieu et que le prix en soit

dû à l'aliéné, l'administrateur ne pourra le toucher que s'il ne s'ouvre ni ordre ni distribution par contribution, car, dans ces deux cas, il faudra faire intervenir le mandataire *ad litem*.

Ainsi l'administrateur agira prudemment en sollicitant l'autorisation du tribunal dès qu'il voit qu'un procès devient nécessaire, même s'il ne s'agit que du recouvrement des créances.

Nous ne voyons qu'une exception à cette règle. Elle est prévue par l'article 27 et elle a trait au recouvrement de la dette alimentaire : « Les dépenses énoncées en l'article précédent seront à la charge des personnes placées ; à défaut, à la charge de ceux auxquels il peut être demandé des aliments, aux termes des articles 205 et suivants du Code civil. — S'il y a contestation sur l'obligation de fournir les aliments ou sur leur quotité, il sera statué par le tribunal compétent à la diligence de l'administrateur désigné en exécution des articles 31 et 32. — Le recouvrement sera opéré à la diligence de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines. »

Ainsi, lorsque l'aliéné sera indigent et qu'il pourra réclamer des aliments, s'il y a contestation sur ce point entre ses parents et l'administrateur de ses biens, celui-ci pourra plaider seul et sans autorisation. De cet article on peut argumenter *a contrario* que le recouvrement des autres créances nécessite la nomination d'un mandataire spécial. L'adminis-

trateur pourra de même solliciter du tribunal l'assistance judiciaire, car dans la plupart des cas, l'aliéné réunira les conditions nécessaires pour l'obtenir.

La dernière disposition de l'article 27, enlevant à l'administrateur l'exécution du jugement, est spéciale à l'administrateur légal. Quant à l'administrateur judiciaire rien ne l'empêchera de faire exécuter le jugement qu'il aura pu obtenir.

L'administrateur a pour principal rôle de pourvoir à l'entretien de l'aliéné et de sa famille, quand celui-ci en possède une. Puis il doit payer les dettes, s'il en existe, faire les réparations urgentes, assurer les meubles et les immeubles. En un mot, il doit entretenir. Mais si toutes ces dépenses payées, il lui reste un reliquat, il doit en faire emploi. La loi de 1838 n'a rien prévu sur le mode d'emploi des fonds disponibles. Mais une loi postérieure, la loi du 27 février 1880, en a réglementé les formes, tout en spécifiant les valeurs qui pourraient tenir lieu de remploi (1).

2° *Baux.*

L'administrateur a, d'après l'article 31, le droit de passer des baux pour les immeubles appartenant à l'aliéné, dont il gère les biens, mais il ne peut les

1. Voyez art. 5, 6 et 8 de la loi du 27 février 1880.

consentir pour plus de trois années. En cela il est moins favorisé que les autres administrateurs, au grand détriment des intérêts du malade. Quand il s'agit d'immeubles ruraux ou affectés à un commerce ou une industrie, les locataires demandent en général plus de sécurité. Les administrateurs trouveront donc à louer bien plus rarement et à des conditions beaucoup moins avantageuses que s'ils pouvaient consentir des baux pour des périodes de trois, six ou neuf années.

Aussi s'adressent-ils souvent à la Chambre du Conseil pour demander l'autorisation de louer pour une durée plus longue. Malheureusement le système général de la loi de 1838, tel que nous l'avons fait ressortir, s'oppose à ce que le tribunal puisse donner de pareilles autorisations. De deux choses l'une, en effet : ou l'acte rentre dans les limites de l'administration, et alors l'administrateur peut l'accomplir seul, ou il dépasse ces limites et alors la justice ne peut augmenter des pouvoirs que le législateur a pris le soin de fixer d'une façon précise.

C'est pour cela que la Chambre du Conseil refuse presque toujours de donner des autorisations qu'elle sait inopérantes (1). Quand l'acte sera absolument

1. Les décisions qui ont rejeté ces demandes sont innombrables : Chambre du Conseil de la Seine, 20 octobre 1893 ; 15 juin 1894. — Châlons-sur-Marne, 24 mars 1860. *La Loi*, 11 octobre 1890.

indispensable il faudra donc recourir à l'interdiction. Si l'on ne peut se résoudre à cette mesure, les tiers devront se contenter de la signature de l'administrateur ; si l'aliéné demeure à l'asile il n'y aura aucun danger pour eux d'être expulsés ; mais si l'aliéné revient à la santé, il faudra qu'il ratifie le bail consenti par son mandataire en dehors des limites de son mandat. Dans le cas où il s'y refuserait il aurait parfaitement le droit de donner congé au locataire.

Cependant la Chambre du Conseil s'est quelquefois laissée entraîner à autoriser des baux de plus de trois ans. Un arrêt de la Cour, réformant un arrêt de la Chambre du Conseil, qui ne faisait qu'appliquer la loi, semble même le commencement d'une jurisprudence nouvelle (1).

1. Voici le jugement de la Chambre du Conseil :

Attendu que les pouvoirs de l'administrateur provisoire d'un aliéné non interdit sont réglés par la loi ; — qu'ils se bornent aux mesures conservatoires et aux actes de simple administration ; — que l'article 31 de la loi de 1838 dispose notamment que « l'administrateur passera des baux qui ne pourront excéder trois ans » ;

Attendu que ses pouvoirs ne comportent pas des actes de disposition, que les actes de cette nature qu'il consentirait et qui excèderaient les pouvoirs d'administration qui lui appartiennent, ne pourraient évidemment obliger l'aliéné pour le cas où il retrouverait sa capacité : — que dès lors il appartient à l'administrateur provisoire, tout en prenant les mesures qui lui paraîtraient les plus utiles dans l'intérêt de l'aliéné, de réserver

De même, dans une autre espèce, la Chambre du Conseil de la Seine a autorisé un bail de neuf années, bien que le bail précédent ne fût pas encore arrivé à expiration et eût même plus de trois années à courir. (Chambre du Conseil, 5 mai 1887.)

Ces jugements semblent en contradiction formelle avec la loi. Celle-ci a précisément voulu éviter, en effet, que la justice puisse donner des autorisations suivant les circonstances. Car du moment que l'on

expressément les droits dudit aliéné pour le cas où il pourrait reprendre l'administration de ses biens.

Que si les pouvoirs de l'administration, tels qu'ils sont déterminés par la loi, sont insuffisants pour sauvegarder les intérêts de l'aliéné, il y a lieu dans ce cas, de recourir à l'interdiction, et de faire pourvoir l'aliéné d'un tuteur... Rejette la requête. (Chambre du Conseil, 15 juin 1854.)

Voici maintenant l'arrêt de la Cour :

La Cour, statuant en la Chambre du Conseil sur l'appel interjeté par C... ès nom, du jugement du tribunal civil de la Seine en date du 15 juin 1894 ;

Considérant que si la loi du 30 juin 1838, sur les aliénés, ne permet pas à l'administrateur provisoire d'un aliéné de passer seul des baux de plus de trois ans, aucune disposition de cette même loi ne prohibe des baux de plus longue durée consentis avec la permission de la justice, s'ils sont nécessaires pour la bonne gestion des intérêts de l'aliéné — pourvu qu'ils n'excèdent pas neuf ans, limite extrême imposée par le droit commun aux administrateurs légaux des biens d'autrui.

Que la prolongation du bail sollicitée dans la requête paraît être un acte de bonne administration, utile aux intérêts de l'aliéné, mais qu'elle doit être réduite à neuf années... Autorise.

admettait l'intervention de la justice, il n'y avait plus de raison pour limiter son action à l'avance.

La loi ne s'occupe pas de la manière dont devront être passés les baux : de gré à gré ou aux enchères. Elle ne dit pas non plus s'ils devront être faits par acte sous seings privés ou par acte authentique. Il faudra s'en rapporter pour cela à l'usage des lieux, à la valeur de la location et même aux habitudes de l'aliéné. Mais d'une façon générale, on devra préférer l'acte authentique à l'acte sous seing privé comme ayant l'avantage de procurer immédiatement l'exécution forcée.

L'administrateur pourra de même résilier le bail. Cette résiliation offre quelquefois un réel avantage, lorsque la maladie de l'interné semble devoir se prolonger. L'administration pourra alors procéder sans autorisation, cet acte ne dépassant pas ses pouvoirs d'administration.

3^e Aliénation du mobilier.

L'aliénation du mobilier ne doit avoir lieu, en principe, que si ce mobilier est périssable ou d'un entretien trop coûteux, comme les collections, tableaux, chevaux, voitures, etc. Elle doit alors être autorisée par le président du tribunal. Seulement la loi ne dit pas si le tribunal compétent est celui de la situation de l'établissement, celui du lieu où se

trouve le mobilier, ou celui du domicile de l'aliéné. Il faut suivre ici les règles de la minorité et de l'interdiction, et dire en conséquence que le président compétent sera celui du tribunal du domicile de l'aliéné séquestré (1).

Cependant, lorsqu'il s'agit de vendre les récoltes, cette autorisation ne serait nécessaire que s'il y avait plusieurs récoltes des années précédentes. Il ne s'agirait plus alors de revenus, mais de capital.

Quant aux formes de la vente, l'aliénation amiable est licite, mais le président du tribunal est libre de déterminer la manière dont devra se faire la vente. Le plus souvent il exigera une vente aux enchères (2).

La loi de 1838, n'a pas prévu l'aliénation des meubles incorporels, tels qu'offices, valeurs et titres. Jusqu'en 1880 il fallait, lorsque ces mesures étaient reconnues nécessaires, recourir à l'interdiction. Nous verrons plus loin les facilités données en cette matière par la loi du 24 février 1880.

B. — *Actions en justice*

Mandataire spécial ou ad litem

Avant d'aborder l'étude des actes que l'administrateur ne peut pas faire et pour lesquels il est nécessaire

1. Durieu et Roche. V^o Aliénés, n^o 134. — Demolombe, t. VIII, n^o 809.

2. Chambre du Conseil, 24 avril 1894.

de provoquer l'interdiction, il est bon de parler tout de suite des actions en justice, pour lesquelles la loi de 1838 a des dispositions particulières.

L'administrateur ne peut, de plein droit, ester en justice au nom de l'aliéné. La raison en est simple. C'est que tout procès entraîne des risques assez grands et nécessite des frais souvent considérables. C'est là un acte qui dépasse ce qu'on appelle les mesures conservatoires. Cependant un procès sera souvent nécessaire, presque indispensable, pour défendre les droits de l'aliéné. Empêcher dans tous les cas l'administrateur de plaider eût rendu son administration impossible. D'un autre côté, on ne pouvait exiger l'interdiction pour le moindre procès, comme pour le recouvrement d'une créance, par exemple. Pour éviter ces deux inconvénients, la loi de 1838 a créé un rouage spécial : le mandataire *ad litem*.

Aucun procès ne peut être soutenu au nom de l'aliéné sans une décision de justice, nommant un mandataire *ad litem*. La sanction de cette exigence est la nullité de toute la procédure, qui aurait été faite au mépris de la loi. Auteurs et jurisprudence sont unanimes sur ce point (1).

L'utilité de ce mandataire *ad litem* se comprend assez, car il faut souvent une compétence spéciale

1. Caen, 30 novembre, 1886. *Rec. Arr.*, Rouen, 87. 2. 232.

pour agir en justice. Il permet du reste au tribunal d'exercer son contrôle sur tous les procès que l'on fait soutenir à l'aliéné. Il pourra ainsi, en refusant la nomination de ce mandataire, éviter les inconvénients et les frais d'une résistance qu'il sent mal fondée.

L'article 33 s'exprime ainsi : « Le tribunal sur la demande de l'administrateur provisoire, ou à la diligence du procureur du roi, désignera un mandataire spécial à l'effet de représenter en justice tout individu non interdit et placé ou retenu dans un établissement d'aliénés, qui serait engagé dans une contestation judiciaire, au moment du placement, ou contre lequel une action serait intentée postérieurement. Le tribunal pourra aussi, dans le cas d'urgence, désigner un mandataire spécial, à l'effet d'intenter, au nom des mêmes individus, une action mobilière ou immobilière. L'administrateur provisoire pourra, dans les deux cas, être désigné pour mandataire spécial. »

Le mot « en justice » s'applique à toutes espèces de tribunaux, depuis la justice de paix jusqu'à la Cour de cassation, le conseil des prud'hommes, les juridictions administratives, Cour des comptes (1), etc.

Nomination. Formes. Rôle du tribunal.

La désignation du mandataire *ad litem* est faite par

1. Durieu et Roche, n° 145.

le tribunal à la diligence de l'administrateur provisoire, quand celui-ci est déjà entré en fonctions, ou du procureur de la République. Il semble donc, si l'on s'en tient aux termes de l'article 33, que la loi refuse aux parties intéressées le droit de faire nommer l'administrateur et le mandataire *ad litem* par la même requête. Régulièrement, on devrait attendre que le tribunal ait nommé l'administrateur et celui-ci provoquerait ensuite la nomination du mandataire ou solliciterait pour lui-même l'autorisation de plaider. L'article 33 a, en effet, pris soin de dire que le tribunal pourrait nommer à cette fonction l'administrateur lui-même, s'il lui reconnaissait les aptitudes nécessaires pour cette tâche. Si donc l'on voulait éviter des complications, il faudrait s'adresser au ministère public, qui a qualité pour requérir ces deux nominations et qui fera statuer sur ces demandes par une même décision (1).

Mais, en pratique, on n'exige pas que le ministère public soit saisi. Les personnes qui sollicitent la nomination de l'administrateur, notamment pour prendre parti sur une succession ou pour représenter l'aliéné dans un partage, demandent en même temps la nomination du mandataire spécial. Le tribunal pourrait s'y opposer en s'appuyant sur le texte de l'article 33. Il ne le fait pas cependant, à moins que la personne

1. Chambre du Conseil du tribunal de la Seine, 7 août 1883.

qui présente la requête ne soit une personne sans qualité pour demander la nomination d'un administrateur, comme un créancier par exemple, ou un tiers qui veut intenter un procès à l'aliéné (1).

L'autorisation de plaider donnée à l'administrateur — ou la désignation du mandataire spécial — est facultative pour le tribunal, s'il s'agit d'intenter une action au nom de l'aliéné et postérieurement à son internement ; elle est au contraire obligatoire quand il s'agit d'un procès engagé avant l'internement, quel que soit d'ailleurs le rôle de l'aliéné dans l'instance ou quand, postérieurement à son internement, une action est intentée contre lui (2).

Le mandat *ad litem* ne peut être donné d'une façon générale pour toutes les actions qui intéressent ou peuvent intéresser le malade (3). Le mandataire *ad litem* est en effet qualifié par la loi « mandataire spécial ». Ce mandat est spécial, d'abord en ce qu'il ne s'étend qu'à une nature d'affaires, les instances, et ensuite en ce qu'il doit être donné d'une façon précise pour chaque affaire déterminée et non d'une

1. Chambre du Conseil de la Seine, 6 juin 1853, 3 juin 1854, Bertin, t. I, n° 749.

Chambre du Conseil, 12 et 13 mai 1891.

2. Paris, 23 mai 1873. — Gaudron. S. 73 2. 248 ; P. 73. 1026 ; V. 74.5.24 ; *sic* Durieu et Roche, V° *Al.*, n° 144. — Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, p. 532.

3. Durieu et Roche, n° 144.

manière générale pour tous les procès à naître (1). Cela n'empêche pas naturellement le tribunal de nommer un même mandataire pour plusieurs procès déjà nés ou assez imminents pour qu'il puisse en apprécier toutes les conséquences.

Cette obligation de la « spécialité » se comprend assez quand il s'agit d'intenter un nouveau procès afin que le tribunal puisse rester libre de refuser l'autorisation et la nomination, du mandataire, s'il estime que le procès sera désavantageux à l'aliéné. Mais elle paraît beaucoup moins nécessaire lorsqu'il s'agit d'actions que le tribunal ne peut pas ne pas autoriser, pour suivre une instance introduite avant l'internement de l'aliéné, par exemple, ou pour défendre à un procès qui a été intenté contre lui depuis son placement dans l'asile.

En tous cas la loi n'exige pas un mandat distinct et spécial pour chacun des degrés de juridiction où peut être portée l'action déterminée, visée par le jugement, qui nomme le mandataire *ad litem*. Par conséquent, ce mandataire restera dans les limites de son mandat en relevant appel d'un jugement (2).

1. Fuzier-Hermann, Code civil annoté, sur l'article 33 de la loi de 1838, n° 3.

Rousseau et Lainey, I, V° Aliénés, n° 38. — Demolombe, t. VIII, n° 834. — Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, p. 532. — Berrurier. S. 58.2.265 ; P. 58.665 ; D. 58.2.147. — Caen, 30 déc. 1857.

2. Paris, 15 déc. 1894. — Benoist, S. et P. 95.2.37.

On s'est demandé pourquoi le tribunal ne pourrait pas désigner d'avance une personne qui représenterait l'aliéné dans ces instances? Pourquoi ne pas confier ce rôle à l'administrateur, comme on le fait pour le tuteur? Certains même semblent penser que le jugement qui nomme l'administrateur lui confère en même temps la qualité de mandataire *ad litem*. C'est là une erreur facile à éviter par la lecture du texte de l'article 33. Si les tribunaux, dans le but louable d'ailleurs d'éviter des frais et de supprimer des formalités inutiles, donnaient à l'administrateur ou à un tiers le pouvoir de représenter l'aliéné dans les instances à naître, la procédure serait nulle malgré leur décision.

En tous cas, l'administrateur ne saurait se faire juge de l'opportunité des procès, et s'abstenir de faire nommer un mandataire *ad litem* (1).

Autorité compétente

Le tribunal compétent pour nommer le mandataire *ad litem*, est le tribunal civil du domicile de l'aliéné,

1. L'obligation de faire nommer un mandataire *ad litem* à la personne non interdite internée incombe rigoureusement à l'administrateur provisoire de ses biens. Et ce dernier ne saurait s'y soustraire sous prétexte qu'il est tenu de se refuser à faciliter la contestation soulevée, si elle est contraire aux intérêts de l'aliéné. (Trib. de Saint-Etienne, 14 janv. 1880. — *Monit. Judic. de Lyon*, 1^{er} juin 1880.)

s'il est connu, quelle que soit d'ailleurs la juridiction devant laquelle l'instance sera portée (1), et dans le cas contraire, celui du lieu où il a été arrêté (2).

Si la nomination du mandataire spécial avait pour objet de permettre d'introduire au nom de l'aliéné une action immobilière, le tribunal de la situation de l'immeuble serait aussi compétent, à défaut de celui du domicile de l'aliéné (3).

La demande est formée par une requête au tribunal et non au président. Le tribunal statue en Chambre du Conseil. Sa décision n'est pas susceptible d'appel (4).

Caractères du mandat ad litem. — Rien dans la loi, ni dans la discussion qui l'a accompagnée, ne nous permet d'attribuer au mandat *ad litem* les mêmes caractères qu'à la tutelle ou à l'administration provisoire. Ce n'est pas une charge de même nature, d'abord elle n'est pas obligatoire. En conséquence, ce mandat peut être refusé et dans le cas où il est accepté, un salaire peut parfaitement lui être attaché (5). L'aliéné peut avoir intérêt à ce que ses in-

1. Chambre des Req., 4 mai 1870, deux arrêts S. 72.1.230 ; P. 72.547 ; D. 72.102 ;

2. Durieu et Roche. V^o Aliénés, n^o 148. — Aubry et Rau, § 127 *bis*, p. 532.

3. Fuzier-Hermann, n^o 442.

4. Bertin, t. I, n^o 750.

5. Durieu et Roche, n^o 150.

Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, p. 532.

Demolombe, t. VIII, n^o 835.

térêts soient placés en des mains particulièrement exercées. Du reste la loi n'a jamais fait de la gratuité un caractère essentiel du mandat, puisque l'article 1986 du Code civil se borne à dire que le mandat sera gratuit, à moins qu'il n'y ait convention contraire.

Durée des pouvoirs du mandataire ad litem.

Aucun délai n'est imparti au mandataire spécial, le mandat lui étant donné pour suivre une affaire déterminée. Par conséquent ses pouvoirs ne prendront fin qu'avec la mission dont il est chargé. Seulement le tribunal prend généralement soin, en le nommant, de décider s'il pourra interjeter appel et se pourvoir en Cassation. Lorsque le tribunal est resté muet sur ce point, on admet qu'il aura la faculté, sauf décision contraire, de poursuivre l'instance devant toutes les juridictions. Dans ce cas il sera plus prudent cependant de ne pas faire appel ou de ne point se pourvoir sans un nouveau mandat.

Lorsque l'aliéné sort définitivement de l'asile, les pouvoirs du mandataire, comme ceux de l'administrateur provisoire, cessent de plein droit. S'il est de nouveau interné quelque temps après, le mandat ne renaît pas de lui-même. Il faut obtenir de la justice un pouvoir nouveau. Mais il importe de distinguer

les congés de convalescence ou les simples sorties momentanées des sorties définitives de l'asile. Les premières ne mettent pas plus fin au mandat spécial qu'elles ne font cesser les pouvoirs de l'administrateur. Cependant si le mandataire spécial ignorait la sortie définitive de l'interné, les actes faits par lui dans l'intérêt de l'incapable seraient encore valables.

Dans le cas aussi où l'interdiction du malade serait prononcée, les pouvoirs de son mandataire spécial ne cesseraient qu'à la nomination du tuteur. Jusqu'à cette nomination, le mandataire *ad litem* pourrait agir dans l'intérêt de l'interdit.

Instances particulières.

L'article 33 ne fait aucune distinction entre les diverses contestations judiciaires dans lesquelles l'aliéné non interdit devra être représenté par un mandataire spécial (1). Cependant quelques-unes des règles qui précèdent sont modifiées par le caractère particulier de certaines instances. Certains cas ont même soulevé des controverses qu'il importe d'examiner, puisque l'administrateur, quand il est lui-même autorisé à plaider, joue dans toutes ces instances un rôle actif. Nous parlerons, principalement,

1. Aix, 6 juillet 1865. C... S. 61. 2. 213 ; P. 66.824.

de l'instance en interdiction, de l'action en séparation de corps ou en divorce et de l'action en partage.

1^o *Instance en Interdiction.*

Cette action a un caractère essentiellement personnel, qui a fait décider qu'il serait inutile de nommer pour la suivre un mandataire *ad litem*. L'aliéné doit être mis directement en cause. L'internement du malade ne peut pas modifier en effet le régime qui a été organisé d'une façon générale au titre de l'interdiction.

La jurisprudence a eu, à ce sujet, quelques fluctuations. Le tribunal de la Seine, qui avait d'abord admis cette solution, jugea ensuite pendant quelque temps le contraire. Mais revenu à sa première manière de voir, il juge maintenant couramment que l'on ne doit pas nommer de mandataire *ad litem* (1).

Cette question, qui devrait cependant être tranchée par cette jurisprudence, se pose encore quelquefois. Un premier système veut que l'aliéné soit « représenté », c'est-à-dire remplacé dans l'instance par un mandataire *ad litem*, ses partisans font remarquer, pour établir leur théorie, que l'article 33 ne distingue

1. Voyez aussi, Cour de Paris, 13 avril 1875. D. 75.2. 233. Nancy, 4 juin 1860. D. 63.5. 25. — Caen, 31 juillet 1878; D. 79.2. 270. — Paris, 13 avril.

pas entre les différentes actions. Mais cette opinion a, en pratique de tels inconvénients, qu'il est impossible de l'adopter. Après l'interrogatoire de l'aliéné exigé par la loi, celui-ci étant placé en dehors de la procédure, ne sera plus au courant de rien. Le mandataire seul décidera de tout. On peut penser alors si l'influence de la famille tentera de peser de tout son poids sur ses décisions!

Un autre système consiste à faire simplement « assister » la personne internée par un mandataire spécial. Cette opinion n'a pu être admise en face de la précision des termes de l'article 33, qui emploie le mot « représenter » et non « assister ». Elle avait cependant l'avantage de cumuler les garanties au point de vue de la défense de la liberté de l'interné.

Nous donnons en note les deux décisions qui paraissent avoir résumé de la façon la plus complète les principaux arguments de la controverse (1), bien

1. Attendu qu'aux termes de l'article 33 de la loi du 30 juin 1838, le tribunal doit, à la diligence du procureur de la République, désigner un mandataire spécial, à l'effet de représenter en justice tout individu placé ou retenu dans un établissement d'aliénés, qui serait engagé dans une contestation judiciaire au moment du placement, ou contre lequel une action serait engagée postérieurement ; Attendu qu'il en résulte que, s'il s'agit de défendre à une action, la nomination du mandataire spécial est obligatoire, que la loi ne distingue pas entre la nature des actions qui peuvent lui être intentées, qu'en ce qui concerne notamment l'instance en interdiction, il est de l'inté-

que cette question n'ait plus guère qu'un intérêt rétrospectif.

*2° Actions en séparation de biens, de corps,
en divorce.*

L'action en séparation de biens présentant surtout un intérêt pécuniaire, l'administrateur pourra la provoquer, malgré l'élément moral en jeu, que

rêt général de la justice que l'aliéné qui est retenu dans un établissement spécial et qui ne peut librement communiquer avec ses défenseurs, soit pourvu d'un mandataire qui prendra soin de ses intérêts; qu'en vain l'on voudrait prétendre que cette mesure tutélaire ne s'applique pas au cas de placement volontaire dans un établissement, que le législateur de 1838 a pris soin d'« écarter cette distinction » en prévoyant la double hypothèse de l'aliéné placé ou retenu; que la demoiselle X... est l'objet d'une demande en interdiction; que la procédure prescrite par la loi n'a été suivie qu'après une délibération du conseil de famille, qu'il a été procédé à son interrogatoire; qu'aujourd'hui il s'agit de statuer, contradictoirement avec elle, sur la mesure dont elle est l'objet, qu'un administrateur provisoire lui a été nommé par jugement du mois dernier rendu en Chambre du Conseil, mais que cet administrateur provisoire des biens de la personne séquestrée n'a pas qualité pour défendre à une question intéressant son état, à moins qu'il ne lui ait été désigné en même temps comme mandataire spécial.

Nomme Y... mandataire spécial, chargé de représenter la demoiselle X... dans l'instance en interdiction. (Tribunal civil d'Alençon, 2 janv. 1882.)

Attendu que le jugement dont cet appel a nommé Y... man-

l'aliéné n'est plus en mesure d'apprécier. Aussi nomme-t-on souvent à la femme internée un administrateur autre que le mari, pour mieux assurer la protection de sa fortune.

dataire spécial à l'effet de représenter la demoiselle X... dans l'instance en interdiction ;

Attendu que la loi de 1838 a créé une situation particulière aux personnes placées dans un établissement d'aliénés et a eu pour but de leur donner des garanties spéciales sans qu'il fût nécessaire de recourir à l'interdiction ; mais que cette loi n'a dérogé en rien à la procédure d'interdiction organisée avec le plus grand soin par la loi civile et par le Code de procédure et qui doit être la même pour toutes les personnes dont l'interdiction est poursuivie ;

Attendu que l'article 33 exige la nomination d'un mandataire spécial chargé de représenter légalement en justice, et non point seulement d'assister la personne placée dans un établissement d'aliénés ; que la nomination d'un mandataire du conseil, chargé d'assister le défendeur, n'est autorisée par aucune disposition de loi et constituerait une modification arbitraire et illégale de la procédure d'interdiction ; Attendu que la présence d'un représentant légal exclut celle du représenté ; Attendu que la procédure d'interdiction est inconciliable avec l'exclusion du défendeur et sa représentation légale par un tiers ; qu'il s'agit en effet d'une action essentiellement personnelle dont l'objet est la personne même, qu'il y a lieu d'examiner et d'interroger de manière à apprécier son état intellectuel ; que la présence de cette personne elle-même dans l'instance est substantielle ; Attendu qu'il est également impossible de concilier avec les droits de la liberté individuelle et de la liberté de la défense un système qui enlève à celui dont l'interdiction est poursuivie le droit de défendre sa liberté et sa capacité civiles, pour confier sa défense à un tiers qu'il n'a pas

Si l'administrateur peut intenter cette action, *a fortiori* est-il capable de la suivre, lorsqu'elle a été engagée antérieurement à l'internement, ou d'y défendre, si elle est engagée postérieurement contre l'aliéné.

Il y a une longue controverse au sujet de cette possibilité pour l'administrateur d'intenter l'action en séparation de biens. On sait, en effet, qu'il est interdit théoriquement à toute personne, autre que les époux, d'intenter cette action que la loi a toujours considérée comme essentiellement personnelle. C'est ainsi que ce droit est refusé aux créanciers, qui cependant y ont un intérêt certain. Voici ce que disait à ce sujet le ministère public dans des conclusions données en 1891 devant la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine :

« Si l'article 33 de la loi du 30 juin 1838 permet au tribunal de désigner un mandataire spécial à l'effet d'intenter au nom de l'aliéné non interdit placé dans un asile, une action mobilière ou immobilière,

choisi, que, le plus souvent, il ne connaît pas, qui deviendrait le maître absolu du procès, ayant seul qualité pour défendre à l'action, pour porter appel et demander ultérieurement la mainlevée de l'interdiction. (Cour de Caen, 26 avril 1882. S. 82. 2. 223.)

Consulter aussi note du Dalloz sous arrêt de Cour de Paris. D. 75. 2. 233, et un article de M. Sarraute (*Revue critique*, t. XIV, p. 620, n° 23).

le tribunal ne pourrait conférer à ce mandataire l'autorisation d'intenter une action en séparation de biens, laquelle n'est pas seulement relative aux biens meubles ou immeubles de l'aliéné, mais a un caractère personnel particulier, puisqu'elle a pour objet de porter atteinte à la puissance maritale, organisée par le contrat de mariage.

« Pour une telle action l'aliéné ne saurait être représenté efficacement que par un tuteur à l'interdiction, qui devrait même, suivant une certaine doctrine, conforme aux dispositions générales du Code civil, obtenir, en ce cas, l'autorisation du conseil de famille. »

La jurisprudence, suivant en cela le législateur, qui desserre de plus en plus le lien conjugal, est maintenant fixée en sens contraire.

Quant aux actions en séparation de corps, en divorce et les demandes en conversion de séparation de corps en divorce il faut faire des distinctions :

Si elles sont intentées contre l'aliéné, l'administrateur pourra toujours y défendre, mais alors son rôle consistera uniquement à faire remarquer au tribunal l'impossibilité matérielle où se trouve l'incapable de contester les preuves et les témoignages que l'on invoque contre lui. En un mot il devra établir que le procès ne peut avoir lieu parce que l'aliéné ne peut se défendre. Mais il ne peut plaider au fond : il est trop insuffisamment armé pour cela.

Il lui est par conséquent interdit d'intenter ces actions au nom de l'aliéné. Ici, bien plus qu'en matière de séparation de biens, l'intérêt moral prime les intérêts pécuniaires des époux. Mais que décider si l'instance a été engagée par l'aliéné lui-même et s'il s'agit seulement de la suivre, d'interjeter appel ou de se pourvoir en cassation ?

La Cour de cassation a admis que le mandataire spécial pouvait suivre l'instance en séparation de corps (1), et la Cour de Paris, qu'il pouvait reprendre l'affaire en instance devant la Cour au moment où la folie s'est déclarée (2).

En ce qui concerne la demande de conversion de séparation de corps en divorce, il a été jugé qu'elle ne peut être introduite que contre un mandataire *ad litem*. Il appartient donc au tribunal statuant sur une demande de ce genre faite par des époux, dont l'un a été interné depuis dans un établissement d'aliénés, de surseoir au jugement jusqu'à ce qu'un mandataire spécial ait été nommé à l'aliéné (3).

1. Cass., 20 mai 1878 ; Pannier. S. 781. 307 ; P. 78. 763 ; D. 78. 1. 180. — Voyez aussi Caen, 10 novembre 1875 ; C. 5. 76. 2. 35 ; P. 96. 203.

2. Paris, 24 avril 1872 ; — D. 72. 2. 181.

3. Bordeaux, 18 juillet 1888 ; Dupuy, S. 89. 2. 64 ; P. 89. 1. 348 ; D. 90. 2. 51. — Voir aussi Fuzier-Herman, *Code civil annoté*, sur l'article 33, loi du 30 juin 1838, art. 4 et 7. — Rousseau et Lainez ; *Aliénés*, t. I, n° 40.

3° Du partage et de l'action en partage

L'article 33, qui exige pour toute instance la nomination d'un mandataire *ad litem* ou une demande en autorisation faite par l'administrateur, est complété ici par l'article 36 : « A défaut d'administrateur provisoire, le président, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les personnes non intredites placées dans un établissement d'aliénés, dans les inventaires, comptes, partages et liquidations, dans lesquels elles seraient intéressées. »

Ce texte semble donner à l'administrateur le pouvoir de procéder seul au partage et aux diverses opérations qu'il comprend. Comment le concilier avec cet article 33, lorsque le partage revêtira la forme d'une instance ? L'administrateur avait-il qualité pour représenter l'aliéné dans ce partage judiciaire ou faudra-t-il nommer un mandataire *ad litem* ?

Avant d'aborder cette étude, nous devons examiner une question qui se pose naturellement. Le partage dans lequel un aliéné est intéressé peut-il être fait à l'amiable ou doit-il toujours avoir lieu en justice ?

La majorité des auteurs et la jurisprudence décident que tout partage dans lequel un aliéné est inté-

ressé doit être fait en justice. Voici de quelle manière on défend cette opinion. La disposition de l'article 36 de la loi de 1838 a été empruntée au titre de l'absence (1). Il semble donc logique de l'interpréter comme on le fait en cette matière. Or, aux termes de l'article 838 le partage ne peut être que judiciaire lorsque l'un des copartageants est un absent. Il faut donc en conclure qu'un partage intéressant un aliéné ne saurait être fait amiablement (2).

On pourrait bien objecter que la loi de 1838 forme un tout complet qui se suffit à lui-même, et qu'il est un peu arbitraire, en rapprochant deux matières différentes, de modifier complètement le sens d'un article dont les termes semblent très clairs et qui n'exige aucune formalité particulière. Mais, en présence des avantages de la solution donnée par les auteurs, la jurisprudence n'a pas hésité et semble maintenant bien établie (3). Qui protesterait en effet contre les spoliations dont pourrait être victime l'aliéné, si la justice n'était pas là pour sauvegarder les intérêts d'une personne, qui est incapable de les

1. Article 1113, Code civil.

2. Demolombe, *Succession*, III, n° 596. — Aubry et Rau, VI, § 623, p. 536. — Hureaux, *Etudes sur le Code civil*, III, n° 348. — Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, V, n° 295. — Rousseau-Laisney, *Dict. de proc.* V° Partage, n° 21. — Le Sellier, *Des Successions*, II, n° 1284.

3. Nancy, 10 août 1901.

défendre elle-même? Le partage devra donc toujours se faire en justice.

Certains auteurs continuent cependant à soutenir, en s'appuyant sur l'article 36, que le partage peut être amiable (1). Dans ce cas l'aliéné serait représenté par son administrateur, ou à défaut par un notaire commis.

Mais, avec la solution admise par la jurisprudence, surgit une nouvelle difficulté. En effet si, d'après l'article 36, c'est l'administrateur qui doit représenter l'aliéné dans les partages, d'après l'article 33 il n'y a qu'une personne qui ait qualité pour représenter ce même aliéné en justice : c'est le mandataire *ad litem*. Comment concilier ces deux textes de la loi?

Demolombe (2) et Grisolle (3) prétendent que l'instance en partage ne revêt qu'extérieurement les formes d'un litige, mais qu'au fond ce n'est le plus souvent autre chose qu'un contrat amiable, revêtu de certaines garanties particulières, donnant à l'administrateur le pouvoir de procéder au partage judiciaire.

Fuzier-Hermann (4) ne donne au contraire ce pouvoir qu'au notaire commis, parce que, selon lui

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité des successions*, II, n° 2989. — Dalloz, *Jurisprudence génér.* V° Aliénés, n° 272.

2. Demolombe. *Success.* t. III, n° 596.

3. Grisolle, p. 54.

4. Fuzier-Hermann, *Rép.* V° Aliéné, n° 482.

il « réunit tous les pouvoirs qui appartiennent à l'administrateur provisoire. Il en a même de plus étendus, car il peut comparaître en justice et soutenir, s'il y a lieu, les intérêts de l'aliéné ». C'est là une interprétation vraiment trop arbitraire de l'article 36 qui met évidemment sur le même pied notaire et administrateur. Pourquoi donc exclure ce dernier ?

La jurisprudence n'a suivi du reste ni les uns ni les autres. Elle exige toujours la nomination d'un mandataire *ad litem* ou une autorisation spéciale donnée à l'administrateur provisoire (1). L'article 33 ne comporte en effet aucune distinction et l'article 36 manque de la précision suffisante pour déroger à un texte aussi formel, lorsque l'instance est un partage. Cette jurisprudence s'applique aussi bien au cas de liquidation et partage d'une communauté que d'une succession et de toute indivision en général (2).

La nomination du mandataire *ad litem* prescrit par l'article 33 sera, d'après les principes généraux,

1. Aix, 6 juillet 1865. *Jur. Gén. Suppl.* V^o Aliéné, n^o 252. — Paris, 11 août 1891, Aubry S. et P. 92. 2. 185 ; 26 janvier 1862. Leclerc S. et P. 92. 2. 182. D. 92. 2. 87. — Rousseau-Laisney, *Dict. proc.* V^o Al., n^o 40. — Voyez également notes Dalloz, 92. 2.87 ; 96.2.473.

2. Paris, 9 août 1892 ; Graux S. et P. 93.2.47 ; D. 92. 2. 600.

obligatoire pour le tribunal, si l'aliéné est assigné en partage, et seulement facultative, si cette nomination a pour objet de provoquer le partage par une assignation faite par lui à ses cohéritiers (1).

C. — *Actes non prévus par la loi*
1^o *Aliénations*

Aliénations des immeubles

L'administrateur provisoire peut-il procéder à une aliénation immobilière au nom de l'aliéné ? Tout le monde est d'accord pour répondre par la négative. Si l'aliénation est nécessaire, il n'y a qu'un moyen d'agir valablement : provoquer l'interdiction. Les discussions parlementaires de 1838 avaient déjà fait ressortir cette nécessité. Depuis, d'innombrables décisions ont invariablement fait l'application de cette règle (2). Aucune autorisation directe du tribunal,

1. Paris, 23 mai 1873 ; Gaudron, S. 73. 2. 248 ; P. 73. 1026. V. 74. 5. 24.

2. Attendu qu'en principe les pouvoirs d'un administrateur provisoire ne peuvent s'appliquer qu'à des actes de pure gestion, mais ne sauraient comprendre l'aliénation du patrimoine immobilier de la personne pourvue d'un administrateur ; la loi du 30 juin n'a fait que se conformer à ce principe, ainsi qu'il résulte de l'article 31, qui n'a permis à l'administrateur, même avec l'autorisation de justice, de n'aliéner que le mobilier ; la pensée du législateur ayant été que, à l'égard de la vente des immeubles, il ne pourrait y être procédé tant que l'aliéné serait

aucune délibération du conseil de famille ou de la commission administrative des hospices ne saurait remplacer l'interdiction que le législateur a voulu éviter toutes les fois qu'il s'est agi de simple administration, mais conserver malgré tout pour les actes les plus graves (1).

Aux aliénations d'immeubles il faut assimiler les constitutions d'hypothèques ou de servitudes et

dans la situation provisoire organisée par la loi dont s'agit et que l'interdiction n'aurait pas été prononcée. (Chambre du Conseil, 29 mai 1878.)

1. Attendu que M..., agissant comme administrateur provisoire de la veuve P..., aliénée non interdite placée dans l'asile de V..., sollicite l'homologation d'une délibération de la commission de surveillance des asiles d'aliénés du département de la Seine, émettant l'avis qu'il y a lieu de vendre à l'amiable un immeuble appartenant à la dite aliénée ;

Mais attendu qu'aucune disposition n'investit le tribunal du droit d'homologuer une délibération de cette nature ; que la décision qu'il rendrait à cet égard serait dénuée de toute valeur comme de tout effet juridique ;

Que, s'il est nécessaire de procéder dans l'intérêt de l'aliéné, à des actes excédant les pouvoirs conférés à l'administrateur provisoire par la loi de 1838, le seul moyen est de provoquer l'interdiction ; qu'on ne peut étudier les garanties que cette mesure offre à l'incapable, soit au point de vue de la procédure nécessaire pour la provoquer, soit au point de vue des règles relatives à la gestion du tuteur. (Chambre du Conseil, 6 mai 1891.)

autres aliénations de droits immobiliers, qui sont aussi interdites à l'administrateur (1).

Quant à la réduction de l'hypothèque légale inscrite au profit d'une femme mariée internée, mais non interdite, elle doit, aux termes de l'article 2144 du Code civil être ordonnée par le tribunal en vertu d'un avis de ses quatre plus proches parents et, en vertu de l'article 33 de la loi de 1838, avec l'assistance d'un mandataire spécial puisqu'il s'agit de paraître en justice. Le consentement de l'administrateur provisoire de la femme serait insuffisant (2).

Il n'y a qu'une exception à cette prohibition d'aliéner les immeubles de l'aliéné. Elle a été introduite par la loi du 3 mai 1841, sur les biens expropriés pour cause d'utilité publique. L'article 13 de cette loi s'exprime ainsi en effet : « Les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire et tous les représentants des incapables peuvent, après autorisation du tribunal donnée sur simple requête, en la Chambre du Conseil, le ministère public entendu, consentir amiablement à l'aliénation des biens. Le tribunal ordonne les mesures de conservation et de remploi qu'il juge nécessaires. »

Il serait ici bien inutile de recourir à l'interdiction, puisqu'il n'y a aucun moyen d'empêcher l'aliéna-

1. Bertin, II, p. 50 et 51.

2. Tribunal de Nice, 16 mars 1863. *J. Cons. Hyp.*, t. XIX, p. 122.

tion (1). L'administrateur pourra donc, conformément à cet article 13, consentir la cession amiable de l'immeuble frappé par l'arrêté d'expropriation, après y avoir été autorisé par le tribunal de la situation de l'immeuble, qui est bien le mieux placé pour en déterminer la valeur (2).

Aliénation des meubles incorporels.

On comprend sous la dénomination de meubles incorporels :

a) Les valeurs mobilières : titres négociables ou non en Bourse, rentes, actions, obligations, parts quelconques d'intérêts ;

b) Les fonds de commerce, les fonds industriels, les cabinets d'affaires, etc. ;

c) Les offices ministériels.

A. — *Valeurs mobilières.* — Si, d'après la loi de 1838, l'administrateur pouvait disposer des revenus de l'interné et même aliéner, avec l'autorisation du président, le mobilier périssable ou dispendieux à conserver, il lui était impossible jusqu'au vote de la loi de 1880 de disposer des valeurs mobilières, tels que capitaux, titres et valeurs. La justice ne

1. Chambre du Conseil, 31 janvier 1896.

2. Articles 13 et 15 de la loi de 1841.

pouvait même lui donner ce pouvoir qui lui manquait, ni sous forme d'autorisation ni sous forme d'homologation. Cela n'était pas sans créer des situations embarrassantes quand la majeure partie de la fortune de l'aliéné consistait en valeurs mobilières. Aussi la jurisprudence avait-elle pris en cette matière des libertés fort contestables juridiquement.

La loi du 27 février 1880, réglementant l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits, est heureusement venue sanctionner cette jurisprudence. L'article 8 de cette loi a pris soin de dire en effet qu'elle était applicable à l'administrateur provisoire nommé conformément à la loi de 1838.

Aux termes des articles 1 et 2, l'administrateur peut aliéner les valeurs mobilières avec la seule autorisation du conseil de famille, si la valeur des titres est inférieure à 1.500 francs en capital ; avec l'autorisation du conseil de famille homologuée par un jugement de la Chambre du Conseil, s'il s'agit d'une somme supérieure à 1.500 francs. Les fonctions de conseil de famille seront remplies, lorsque l'administration sera légale, par les conseils de surveillance ou les commissions administratives des hospices.

Le conseil de famille, en autorisant cette aliénation, pourra prendre toutes les mesures qu'il jugera utiles ; il en sera de même du tribunal lorsque l'homo-

logation sera exigée : « Il est impossible d'imposer un mode de procéder, disait M. Lenormandie dans son rapport au Sénat (1) ; les formes de l'opération, les conditions, les mesures de précaution sont prises par la famille et le tribunal. »

Aux termes de cette même loi de 1880 le ministère public devra être entendu et le jugement d'homologation sera rendu en dernier ressort (2). La vente aura lieu par le ministère d'un agent de change au cours moyen du jour toutes les fois que les valeurs seront négociables à la Bourse. Dans tous les autres cas elle pourra avoir lieu de gré à gré à moins de décision contraire du conseil de famille ou du tribunal.

« Attendu que la loi du 27 février 1880 n'a point interdit la vente de gré à gré des valeurs ou meubles incorporels autres que les valeurs négociables à la Bourse ;

Qu'elle a laissé au conseil de famille et au tribunal le soin d'apprécier l'utilité et les formes de leur aliénation et de prescrire les mesures qui paraîtront les plus avantageuses aux intérêts de l'incapable ;

Attendu que la délibération du conseil de famille est conforme aux intérêts de l'aliéné non interdit... (Chambre du Conseil,... avril 1894.)

1. *J. off.*, 7 mai 1878, p. 4792, 1^o col.

2. Art. 2 de la loi de 1880.

B. — *Fonds de commerce et fonds industriels.* —

Les fonds de commerce et les fonds industriels de toute nature peuvent être aliénés ainsi que leurs accessoires, tels que clientèle, droit au bail, brevets, marques de fabrique, etc., aux mêmes conditions que les valeurs mobilières, c'est-à-dire avec l'autorisation du conseil de famille, homologuée par le tribunal quand la valeur du fonds dépasse 1500 francs.

« Attendu que la nature toute spéciale de l'exploitation d'électricité dépendant de la succession de B..., son caractère aléatoire, et l'état où se trouve cette exploitation depuis le décès ne permettent pas de recourir aux voies ordinaires concernant les ventes de valeurs mobilières ou meubles incorporels ;

Qu'il est justifié d'ailleurs qu'une tentative d'adjudication publique de la nue propriété de ladite exploitation dont la veuve de B..., a l'usufruit, serait inutile, que la somme de 10.000 francs offerte par la veuve de B... usufruitière, pour racheter la nue propriété de cette exploitation dans les conditions énoncées en la requête, présente pour la succession un avantage manifeste, ainsi que la ville de M..., instituée légataire universelle, le reconnaît.

Qu'il y a lieu dès lors d'autoriser X... ès qualités à consentir à la vente de gré à gré à la veuve de B..., aux conditions énoncées en la requête, de l'exploitation dont s'agit... (Chambre du Conseil, 16 mars 1894.)

« Attendu que les administrateurs des biens des aliénés nommés en exécution de la loi de 1838 ne peuvent aliéner lesdits

biens qu'en se conformant aux règles édictées par la loi du 27 février 1880. — Que ces règles n'ont pas été observées par le requérant ; — Rejette. (Chambre du Conseil..., juin 1890.)

Cession d'office. — L'administrateur provisoire peut-il céder l'office appartenant à l'aliéné ? Avant la loi de 1880 la question était fort controversée.

La plupart des arrêts permettaient à l'administrateur de céder l'office avec l'autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal (1). D'autres, au contraire, comme la Cour de Metz (2), lui avaient refusé ce pouvoir en considérant, d'une part, que l'administrateur ne peut vendre les meubles qu'en observant les formes prescrites pour les mineurs, et que, d'autre part, les offices ne sont pas susceptibles d'être vendus aux enchères publiques. Ne pouvant vendre ni aux enchères ni à l'amiable, comment aurait-il pu procéder (3) ?

Mais, même avant la loi de 1880, comme il y avait un intérêt public à ce qu'un office, privé de son titulaire, pût être vendu, la jurisprudence s'était fixée nettement en ce sens (4). Du reste plusieurs circulai-

1. Lyon, 22 juin 1865. V^o S. 66. 2. 16, p. 66, 913.

2. Metz, 8 déc. 1868. D. 69. 2. 40 ; S. 69. 2. 133.

3. Bioche. *Dict. de Proc.* V^o Office, n^{os} 70. 72 et suiv. — Rolland de Villargues. *Rép. du Notariat*, V^o Office, n^{os} 149 et suiv.

4. Cour de Lyon, 22 juin 1865. S. 66. 2. 16 ; S. 69. 2. 33. —

res ministérielles avaient permis cette cession moyennant l'avis du conseil de famille et l'homologation du tribunal (1).

Depuis la promulgation de la loi de 1880 la question ne se pose plus (2).

« D... aliéné, étant interné dans un asile et la situation paraissant devoir se prolonger, il y a lieu de pourvoir à l'administration de ses biens conformément à l'article 35 de la loi de 1838, et de céder son office d'avoué en maintenant en même temps les pouvoirs d'administrateur provisoire à l'étude confiée à F... avoué, par l'ordre du président du tribunal ;

Nomme la femme administratrice provisoire, lui donne pouvoir de pourvoir, suivant les termes de droit, à la cession de l'office de l'avoué.

Confirme en tant que de besoins les pouvoirs de F... (Chambre du Conseil, 5 mai 1880.)

Transaction. — On sait qu'en général, pour pouvoir transiger, il faut avoir le pouvoir d'aliéner. La transaction n'est en effet pas autre chose que l'abandon de certains droits, qu'on possède ou que l'on

Chambre du Cons., 5 mai 1880. — Sarraute, p. 615. — Ménétrier, III, n° 3604.

1. Circul. du min. de la Justice, 18 juill. 1845. — Massabiau, *Manuel Min. publ.*, t. III, n° 3604. — Circul. du 9 juin 1857. — Gillet et Demoly, *Analyse des circulaires*, n° 3174.

2. Voy. Dall. *Jur. gén. Suppl.* V° Office, n° 7.

croit posséder, dans le but d'éviter un procès. L'administration n'ayant pas le pouvoir d'aliéner, il semble logique de lui refuser celui de transiger.

Certains auteurs pensent cependant qu'on pourrait admettre la validité d'une transaction qui aurait été consentie par l'administration avec l'autorisation du conseil de famille et l'avis de trois jurisconsultes, homologué par le tribunal (1), conformément à l'article 467 du Code civil. Mais cette opinion semble donner une extension abusive aux pouvoirs de l'administrateur, ce pouvoir n'étant accordé qu'au tuteur par l'article 467 du Code civil et encore sous des réserves expresses.

Constitution de dot. — L'administrateur provisoire peut-il constituer une dot aux enfants de l'aliéné ? Avant la loi de 1880, la question était fort délicate (2). Depuis, malgré quelques hésitations qui se sont produites au début au sujet de la portée de cette loi (3),

1. Durieu et Roche, *Rép. des Etablissements de bienfaisance*, V^o Aliénés, n^o 163.

2. Comme on reconnaissait en fait aux administrateurs le pouvoir d'aliéner les valeurs mobilières, il leur était possible de faire une constitution de dot, mais en général la jurisprudence refusait d'autoriser ces constitutions ou d'homologuer les délibérations qui les autorisaient. (Bertin, II, p. 47).

3. « Pour doter un enfant sur les biens de l'aliéné, il est nécessaire de recourir à l'interdiction et de faire régler conformément à l'article 511 du Code civil les conventions matrimoniales par le conseil de famille, homologuées ensuite par le tribunal. » (Ch. du Conseil, juillet 1881).

cette question semble nettement tranchée. Il faut faire une distinction : La constitution de dot sera possible après avis du conseil de famille homologué par le tribunal, s'il y a dans la fortune de l'aliéné des valeurs mobilières suffisantes. Elle sera au contraire interdite si l'on doit faire cette constitution de dot en immeubles.

Mais cette matière est complexe ; il importe de l'étudier plus en détail, car les difficultés sont fréquentes.

D'abord la dot peut être constituée soit par le père, soit par la mère, soit par les deux ensemble. Comment procédera-t-on quand l'un ou l'autre sera interné.

Puis la constitution de dot peut avoir lieu en biens propres au mari, en biens communs, en biens personnels à la femme.

A. — *Le mari est interné.* — 1^o *Constitution de dot en biens propres à l'aliéné.* — Ces biens pourront être des meubles ou immeubles.

Pour la constitution de dot faite en valeurs mobilières, il est hors de doute, depuis la loi de 1880, qu'elle est possible pour l'administrateur avec l'autorisation du conseil de famille, homologuée par le tribunal si la somme est supérieure à 1500 francs. Comme nous l'avons vu en effet, l'article 8 de cette loi la déclare applicable à l'administrateur nommé

conformément à la loi de 1838. C'est de jurisprudence constante à la Chambre du Conseil.

Mais si la constitution de dot doit être faite en immeubles ou même en meubles corporels, on ne trouve aucun texte de loi pour donner capacité de la faire, ni à la femme, ni à l'administrateur. Dans ce cas il faut absolument recourir à l'interdiction.

2° *Constitution en biens propres à la femme ou communs.* — Si la femme offre de constituer la dot en biens qui lui appartiennent en propre, l'autorisation de justice pourra remplacer celle du mari empêché, quel que soit le régime matrimonial des époux. Il en sera de même lorsque la femme, commune en biens, demandera à disposer dans ce but des biens de la communauté, sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'aliénation porte sur des meubles ou sur des immeubles (Art. 219, 222, et 905 du Code civ.).

« La femme R... demande par application de l'article 1427, l'autorisation de justice, à défaut d'autorisation maritale, pour constituer à sa fille, en vue de son mariage, différents biens de communauté.

L'article 1427 ne s'applique pas limitativement au cas d'absence du mari : il prévoit en effet le cas où l'autorisation est demandée pour tirer le mari de prison ; on peut assimiler, au cas d'absence, le cas où le mari non interdit est placé dans un asile d'aliénés.

Autorise... (Chambre du Conseil de la Seine, 16 juin 1893.)

Il y a lieu d'appliquer par analogie, l'article 1427 et en même temps les règles suivies au cas d'interdiction, c'est-à-dire qu'il y a lieu de consulter le conseil de famille.

La délibération sera soumise au tribunal qui autorisera la femme à doter avec les valeurs de la communauté, par application de l'article 1527. (Chambre du Conseil de la Seine, 16 juin 1894.)

Maintenu sur nouveau délibéré le 17 mai 1895.

Quand bien même il s'agirait d'une femme dotale la solution précédente devrait encore s'appliquer. L'autorisation sera donnée pour la relever de son incapacité de femme mariée ou pour remédier à l'inaliénabilité dotale.

« B..., mari de la demanderesse, est dans un asile d'aliénés. Il résulte de l'article 149 du Code civil que cette situation ne saurait être un obstacle au mariage de sa fille, et par analogie de l'article 511 du Code civil, il convient de pourvoir à ce qu'exige cet établissement par mariage.

Il appartient dès lors au tribunal, conformément à l'article 222 du Code civil, de suppléer l'autorisation maritale nécessaire, conformément à l'article 1556, à la dame B..., mariée sous le régime dotal, pour lui permettre de donner à sa fille, enfant commun des époux, les biens qu'elle se propose de lui constituer sur son propre avoir.

La constitution qu'elle se propose de faire n'a rien d'excessif.

Autorise la dame B..., seule et sans l'assistance de son mari, à constituer une dot à sa fille, le tout sous la surveillance de P... que le tribunal commet à cet effet. (Chambre du Conseil de la Seine, 2 mai 1879.)

Naturellement si la femme voulait disposer des biens personnels de son mari, l'article 1427 ne pourrait plus être appliqué : il faudrait de toute nécessité recourir à l'interdiction.

Toutefois si elle a été nommée elle-même administratrice des biens de son mari, « elle pourra cumuler le bénéfice des solutions qui précèdent en s'entourant suivant les cas des formalités exigées, soit pour la femme, soit pour l'administrateur. C'est ainsi que pour constituer une dot à un enfant commun, il lui suffira d'obtenir l'autorisation du tribunal si la constitution de dot doit être faite en meubles ou immeubles qui lui sont personnels ou qui appartiennent à la communauté. (Art. 1427 du Code civ.)

« Il suffira d'une autorisation du conseil de famille si la dot, prise sur les biens mobiliers du mari, n'excède pas le capital de 1.500 francs. Il faudra en outre l'homologation du tribunal dès que la dot, constituée en valeurs mobilières de l'aliéné, dépassera 1.500 francs.

« Enfin une dot ne pourra jamais être constituée sur des biens immobiliers de l'aliéné ni par l'administrateur ni par la femme, quelles que soient les

formalités dont ils s'entourent. Un emprunt hypothécaire, aussi grave qu'une aliénation immobilière, sera également impossible. Pour procéder à ces divers actes il faudra, de toute nécessité, provoquer l'interdiction. » (1).

Si la femme désire procéder à un acte pour lequel il faut l'autorisation maritale, un consentement à mariage par exemple, l'administrateur ne pourra point remplacer le mari, car il s'agit ici d'un droit personnel, de l'exercice de la puissance maritale et paternelle.

Cependant il ne sera pas indispensable de provoquer l'interdiction. L'autorisation de justice pourra ici remplacer l'autorisation maritale toutes les fois que le mari sera absent ou empêché.

« Attendu que M..., agissant comme administrateur provisoire de J..., aliéné non interdit, placé à l'asile de B..., demande à être autorisé en cette qualité à donner à la femme dudit J... l'autorisation d'accepter une succession qui lui est échue et de défendre à la demande en compte, liquidation et partage de la succession ;

Attendu que la femme peut s'adresser à la justice pour obtenir les autorisations que son mari est incapable de lui donner par suite de son placement dans une maison d'aliénés, mais qu'aucune disposition de la loi ne permet au tribunal de déléguer à l'administrateur provisoire de l'aliéné non interdit l'exer-

1. Lacoïn, p. 149 et 150⁹

Boisnard

cice de l'autorité maritale et de l'investir du mandat de donner à la femme des autorisations qu'elle doit demander à son mari ou, au cas d'empêchement de celui-ci, directement à la justice.

Pour ces motifs, rejette...

(Chambre du Conseil, 4 nov. 1891.)

L'impossibilité de rapporter le consentement devra être établie par un certificat du directeur de l'asile (1).

B. — *La femme est internée.* — Si, au lieu du mari, c'est la femme qui est internée, il n'y a rien à changer aux solutions qui précèdent. Le mari, administrateur provisoire, acquerrait sur les biens de sa femme les droits conférés à tout administrateur par la loi de 1838. Cela ne l'empêcherait pas de conserver, du reste, toutes les prérogatives qui lui sont conférées par sa qualité de mari et son régime matrimonial.

Partage. — Nous avons vu que la jurisprudence interprétant les articles 33 et 36, assez imprécis sur la manière dont il devrait être procédé au partage des indivisions auxquelles serait intéressé un aliéné, a décidé que l'administrateur provisoire ne pourrait pas procéder seul au partage ; comptes, liquidation des successions acceptées avant l'internement par l'aliéné lui-même. Ces opérations doivent avoir lieu

1. Grisolles, p. 71.

en justice et par conséquent il faut, pour suivre ses instances, qu'un mandataire *ad litem* soit nommé ou que l'administrateur provisoire obtienne dans ce but, une autorisation spéciale. Le rôle de l'administrateur devra se réduire à assister et à prendre part aux opérations préliminaires du règlement de la succession qui pourront être effectuées avant l'assignation (1).

Acceptation et renonciation.

A. — *Succession.* — Lorsque l'aliéné n'a pas encore pris parti avant son internement sur l'acceptation ou la renonciation à une succession, une communauté, ou une indivision quelconque, la jurisprudence, au lieu d'exiger l'interdiction, comme semblerait le prescrire l'article 31 de la loi de 1838 pour un acte aussi grave, donne au mandataire *ad litem* le droit de prendre parti sur l'acceptation ou la renonciation à ces indivisions.

Cette jurisprudence est relativement récente et a éprouvé assez de difficultés pour s'établir. Beaucoup d'auteurs et d'arrêts, dont la façon d'interpréter la loi de 1838 semble d'ailleurs plus exacte, maintenaient en effet que lorsqu'il y avait lieu de prendre parti, il fallait recourir à l'interdiction (1). La loi n'a donné

1. Fuzier-Hermann. *Rép. du droit français*, n° 396.

1. Demolombe, VIII, n° 837. — Durieu et Roche, n° 162.

nulle part à l'administrateur ni au mandataire *ad litem* le droit d'accepter, soit purement et simplement soit même sous bénéfice d'inventaire, ni de renoncer (1).

L'administrateur provisoire ne peut représenter en justice l'interné dans une contestation judiciaire qui suppose l'acceptation d'une qualité héréditaire, que l'interné est libre d'accepter ou de refuser.

En conséquence, il ne saurait figurer utilement à l'instance en partage que si, préalablement au placement de l'aliéné, la succession a été valablement appréhendée par celui-ci. (Chambre du Conseil, 3 juill. 1890. *Le Droit*, août 1890.)

« Attendu que la renonciation à une succession constitue, au même titre que l'acceptation, un acte de disposition et qu'aucune disposition légale ne donne à la Chambre du Conseil le droit de nommer un mandataire aux fins de passer un tel acte pour l'aliéné, en dehors des formes de l'interdiction.

Qu'il n'y a lieu de discuter les questions d'utilité invoquées à l'appui de la requête, que, fût-il même établi que dans un

— Baudry-Lacantinerie et Wahl. *Des Succ.* I, n° 1471. — Rousseau-Laisney, V° Aliéné n°s 32 et 32 *ter*.

Dalloz. *Jur. Gén.* V° Aliéné, n° 272. — Caen; 15 novembre 1870 ; D. 73. 2. 238. — Meaux, 21 juillet 1886. *Monit. judic. de Lyon*, 1^{er} décembre 1886.

2. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Succ.* I, n° 1469 et suiv. Note Dalloz.

but de célérité et d'économie, il y aurait avantage à supprimer les garanties édictées en faveur des incapables, ces considérations ne sauraient autoriser une dérogation aux prescriptions de la loi qui régissent la matière :

Que la décision que rendrait la Chambre du Conseil en dehors de ces prescriptions serait dénuée de toute valeur et de tout effet juridique.

Rejette... (Chambre du Conseil, 23 déc. 1891).

« Attendu qu'aucune disposition légale ne donne aux tribunaux le droit de nommer un mandataire spécial à un aliéné non interdit, pour renoncer à une succession échue à ce dernier... (Chambre du Conseil, 15 mars 1892.)

Confirmé par la Cour.

« Attendu qu'il n'appartient pas au tribunal de désigner un mandataire *ad litem* à une aliénée non interdite à l'effet d'accepter ou répudier en son nom la communauté de biens ayant existé entre elle et son défunt mari.

Qu'il n'appartient pas à la Chambre du Conseil à l'effet de conférer à l'administrateur provisoire d'autres et plus amples pouvoirs que ceux qui, en vertu de la loi, résultent pour lui du fait de sa nomination ;

Que les difficultés qui s'élèveraient sur l'étendue et la portée de ses pouvoirs ressortiraient de la compétence de la juridiction contentieuse ;

Qu'en ce qui touche la nomination d'un mandataire *ad litem* à l'effet de représenter la dame T... dans l'instance en compte, liquidation et partage, la demande même implique qu'il s'agit

d'actes excédant les pouvoirs de l'administrateur provisoire nommé conformément à l'article 32 de la loi de 1838 ;

Que ni l'article 33, ni l'article 36 n'ont investi les tribunaux du droit de nommer à l'aliéné un représentant chargé de prendre parti sur l'acceptation ou la renonciation à la communauté ;

Rejette... (1^{re} Chambre, 25 mars 1890.)

Cette jurisprudence semblait bien établie, lorsqu'elle changea brusquement, il y a quelques années. Cette modification fut introduite par la Cour de Paris. Depuis elle n'a pas varié, à Paris tout au moins. Elle donne à l'administrateur ou au mandataire *ad litem* le pouvoir de prendre parti sur la succession (1). Nommant le mandataire avec mission de représenter l'aliéné dans toutes les opérations accessoires au partage, elle comprend en quelque sorte dans cette mission le pouvoir accessoire d'accepter la succession.

Cette jurisprudence exige en général que le mandataire *ad litem* accepte la succession sous bénéfice d'inventaire, car il serait bizarre que l'administrateur ou le mandataire *ad litem* aient plus de droits que le tuteur, qui ne peut accepter purement et simplement. L'article 461 refuse aussi au tuteur le droit

1. Ch. Cour de Paris, 11 août 1891. *Journal des avoués*, année 1892, p. 320. — Ch. Cour de Paris, 26 janvier — 9 février — 9 août 1892. — Ch. du Conseil, 7, 10, 14 janvier 1896.

de renoncer à une succession sans l'autorisation du conseil de famille. On ne voit pas bien comment l'administrateur ou le mandataire *ad litem* pourraient agir sans cette autorisation, même lorsque la succession est visiblement mauvaise.

« Considérant que c'est à tort que le tribunal a rejeté cette demande, qu'il a fait une inexacte interprétation de l'article 33 de la loi de 1838, en considérant les pouvoirs à donner à un mandataire spécial comme ne pouvant excéder les limites d'une mesure conservatoire et d'administration. Que le droit conféré par cet article au tribunal de désigner un mandataire spécial à l'effet de représenter en justice un individu non interdit, interné, qui serait engagé dans une contestation judiciaire, comprend implicitement, mais nécessairement, celui d'autoriser ce mandataire à accepter, mais seulement sous bénéfice d'inventaire, la succession qu'il s'agit de liquider et de partager : que s'il en était autrement, ce serait mettre les tiers appelés à recueillir une succession ou à faire valoir leurs droits dans l'impossibilité de sortir de l'indivision ou contraindre indirectement la famille de l'aliéné interné à poursuivre une interdiction qu'un simple internement ne justifierait pas toujours et que des motifs de l'ordre le plus élevé font souvent un devoir de différer.

Considérant au surplus que l'acceptation d'une succession, sous bénéfice d'inventaire, ne présente pour l'aliéné non interdit aucun danger sérieux, et qu'il serait contraire au vœu de la loi de 1838 de ne pas reconnaître au tribunal le droit de

conférer au mandataire spécial la mission et le pouvoir de l'opérer.

Commet X..., pour accepter la succession sous bénéfice d'inventaire comme mandataire *ad litem* et pour représenter X... aux opérations de comptes, partage, liquidation de la communauté et de la succession sus-mentionnée, et licitation d'immeubles en dépendant, ainsi qu'à toute procédure d'homologation de licitation, avec pouvoir de concourir à toutes quittances, ventes, conversions et transferts de titre en conformité de la liquidation, comme aussi de faire tous emplois des fonds pouvant être attribués à l'aliéné. (Chambre de la Cour, 9 août 1892.)

Comment expliquer cette jurisprudence ? Elle a pour point de départ le désir qui, nous l'avons dit, se manifeste de plus en plus, d'éviter l'interdiction. M. Grisolles la trouve très légitime. La demande à fin de partage devant être faite en justice en effet, il est nécessaire, pour représenter l'aliéné, qu'un mandataire *ad litem* soit nommé. Or ce mandataire ne pourra procéder au partage que si, préalablement, il a pu accepter la succession. « Le pouvoir d'accepter devra lui être conféré, dit-il, puisqu'il est la conséquence nécessaire et la seule possible du mandat d'ester en justice. »

Il est vrai qu'on ne voit pas bien comment l'acceptation pourrait être la conséquence du partage, puisque c'est précisément tout le contraire. Mais là n'est

pas la seule raison de cette jurisprudence. Il en est une plus sérieuse tirée de l'intérêt même qu'ont les tiers à sortir de l'indivision, et cela malgré la volonté contraire de la famille qui ne veut pas faire interdire l'aliéné. « Le partage, dit toujours M. Grissolle, peut être demandé par des tiers, cohéritiers, cessionnaires, créanciers, qui peuvent fort bien n'avoir pas qualité pour introduire une demande en interdiction ; de sorte que l'indivision à laquelle la loi est contraire serait, de par la loi, une nécessité inéluctable, sauf en cas de fureur (art. 491 du C. civil). Cela n'est pas possible. »

C'est donc en considération de l'intérêt des tiers et par respect pour la volonté de la famille de ne pas provoquer l'interdiction de l'aliéné, que la jurisprudence a cru bon d'interpréter ainsi la loi. Il n'en est pas moins vrai qu'il est bien difficile de lui trouver une explication vraiment juridique.

B. — *Communauté*. — Tout ce que nous venons de dire à propos des successions s'applique aussi à la communauté. La loi de 1838 semble ne pas permettre à l'administrateur de prendre parti au nom de la femme aliénée. Ici aussi il faudrait recourir à l'interdiction. Ce fut d'abord la solution suivie en jurisprudence (1).

Mais la justice a pris en cette matière la même li-

1. Ch. du Conseil, déc. 1890.

berté d'interprétation qu'en matière de succession. Elle permet au mandataire *ad litem* ou à l'administrateur spécialement autorisé, d'accepter et de partager la communauté (1).

« Considérant que G..., ès nom, sollicite la nomination d'un mandataire *ad litem* à l'effet de faire procéder à la liquidation de la communauté ayant existé entre les époux P...

Que les premiers juges ont à tort rejeté cette demande, en se fondant sur ce que la loi de 1838 ne permettant pas aux tribunaux d'attribuer à ce mandataire la faculté d'accepter ou de répudier la communauté, sa mission se trouverait sans objet ;

Considérant en effet que l'article 43 de ladite loi, en autorisant la nomination d'un mandataire spécial, chargé d'intenter au nom de l'aliéné non interdit une action soit mobilière, n'a fait aucune distinction entre les diverses instances à introduire ;

Qu'un mandataire *ad litem* peut donc en vertu de cette disposition de la loi, être investi du pouvoir de poursuivre la liquidation de la communauté ayant existé entre une femme aliénée et son mari ;

Que de là découle implicitement, mais nécessairement, le droit pour ce mandataire d'accepter ladite communauté, que cette acceptation d'ailleurs ne peut pas compromettre les droits de l'aliénée, puisque aux termes de l'article 1423, la femme

1. Ch. du Conseil, 10 janv. 1896.

qui accepte la communauté n'est tenue des dettes de cette communauté que jusqu'à concurrence de son émolument ;

Considérant, d'autre part, que, si l'interprétation du jugement dont est appel était admise, il ne serait pas possible aux intéressés de l'aliéné de sortir de l'indivision à moins de recourir à une demande d'interdiction, mesure que ne justifierait pas toujours l'internement et que des motifs de l'ordre le plus élevé fait souvent un devoir de différer ;

Pour ces motifs infirme et nomme G... mandataire spécial de M^{me} P... à l'effet de faire procéder en justice aux comptes, liquidation, partage de la communauté, ainsi qu'à la liquidation de ses reprises ; l'autorise en tant que de besoin à accepter ladite communauté. (Chambre de la Cour, 26 janvier 1892.)

Acceptation de libéralités : Donations, legs. — Quand une libéralité est faite sans charges, la jurisprudence admet que l'administrateur provisoire a qualité pour l'accepter seul, sans autorisation de famille ou de justice. Cela s'entend tout au moins des libéralités à titre particulier, car si la libéralité était à titre universel, la nomination d'un mandataire *ad litem* permettrait de l'accepter sans provoquer l'interdiction.

De même si la délivrance n'en était pas consentie amiablement, comme il faudrait la demander au tribunal, on serait dans la nécessité de recourir à la nomination d'un mandataire *ad litem*. Le caractère

mobilier ou immobilier de ces libéralités ne change rien aux solutions qui précèdent (1).

D. — *Des significations*

Il importe, avant de terminer l'étude des pouvoirs de l'administrateur, d'examiner à qui doivent être adressées les significations qu'il y a lieu de faire à un individu placé dans un établissement d'aliénés.

L'article 35 de la loi de 1838 est ainsi conçu : « Dans le cas un administrateur aura été nommé par jugement, les significations à faire à la personne placée dans un établissement d'aliénés seront faites à cet administrateur. Les significations faites au domicile pourront, suivant les circonstances être annulées par les tribunaux. Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 173 du Code de commerce. » Il fait une distinction suivant que l'aliéné est pourvu d'un administrateur datif ou qu'il est seulement pourvu de l'administrateur légal. Dans le premier cas, les significations devront être faites à l'administrateur judiciaire ; dans le second cas elles pourront l'être au domicile de l'aliéné et en général suivant les règles de droit commun et dans les formes ordinaires (2).

1. Ch. du Conseil, 20 avril 1894.

2. Durieu et Roche, n°155.

Cette différence s'explique, bien que les deux administrateurs aient sensiblement les mêmes pouvoirs, par la façon même dont sont faites les nominations de ces deux administrateurs. Tandis que celle de l'administrateur judiciaire est rendue publique par le jugement, celle faite d'office par la commission de surveillance n'est pas portée à la connaissance des tiers, qui pourront l'ignorer.

Le projet de loi de 1838 avait d'abord assimilé les deux situations. Dans l'intérêt des tiers, il demandait qu'une triple signification fut faite : à l'administrateur provisoire, au directeur de l'établissement, au procureur du roi. On a rejeté cette complication comme un excès de précaution préjudiciables à ces mêmes tiers : « Il convient sans doute, a dit M. Vivien, commissaire du gouvernement, que les significations soient faites avec les précautions propres à garantir l'aliéné contre toute surprise, mais il ne faut pas que les précautions soient telles qu'elles aillent jusqu'à compromettre les droits des tiers. Comme on l'a très bien expliqué, les diverses formalités qui sont accomplies pour parvenir au placement d'une personne dans une maison d'aliénés, ne sont pas toujours entourées d'une telle publicité que des tiers puissent en être informés, et si on maintient une disposition qui prescrit, à peine de nullité, de faire une triple signification, dans beaucoup de cas, les tiers ignoreront la situation particulière des

personnes auxquelles ils ont affaire ; ils seront exposés à se jeter dans des procédures nulles. C'est un inconvénient qu'il importe d'éviter. »

On rejeta donc l'exigence des trois significations, mais on maintint l'obligation de la faire à l'administrateur quand il aurait été nommé par le tribunal. On peut se demander cependant si cette nomination d'un administrateur par le tribunal a beaucoup plus d'écho dans le public que l'internement de l'aliéné. Il est permis d'en douter. Aussi la jurisprudence a-t-elle admis que l'omission de la signification à faire à l'administrateur n'entraînerait pas de plein droit la nullité de la procédure. Par conséquent les significations faites directement à une personne séquestrée dans un asile d'aliénés, en dehors de l'administrateur de ses biens, seront seulement annulables, suivant les circonstances (1). De même les significations faites à son domicile pourront être déclarées valables si elles ne sont pas entachées de mauvaise foi.

1. Caen, 20 déc. 1857. — Berrurier. S. 58. 2. 625 ; D. 58. 2. 147.

Le même arrêt a jugé que, ne saurait être assimilée à une modification régulière de la surenchère, la signification adressée au procureur de la République, avec réquisition de faire nommer un administrateur ou un mandataire spécial à l'aliéné, et qu'est également irrévante la notification adressée à un administrateur provisoire nommé en remplacement du premier, si elle est postérieure au délai de quarante jours.

Il est bien évident qu'avant la nomination de l'administrateur, les significations seraient valablement faites à l'aliéné seul ou à son domicile. Elles pourraient seulement être annulées, comme les actes faits par l'aliéné lui-même, quand il est interné.

En tous cas, les tiers qui veulent agir contre un aliéné, n'ont pas besoin de provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire. Bien plus ils n'ont même pas qualité pour le faire (1).

Dans le dernier paragraphe de l'article 35 de la loi de 1838, il est dit qu'il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 173 du Code de commerce sur les protêts. Comme ces actes doivent être faits dans les vingt-quatre heures, on n'a pas voulu leur appliquer cet article 35 et on a fait une exception en leur faveur. Toutefois les dénonciations des protêts et tout autre acte de la procédure commerciale,

1. Rouen, 25 juillet 1894. *Rec. Arr.*, Rouen, 1895, p. 50.

La Cour de cassation (13 mars 1865. D. 65. I. 123) a aussi décidé qu'après la mort de l'administrateur, la signification serait nulle si elle avait été faite à ses héritiers ou au domicile qu'avait à l'époque de son décès le mari de la personne aliénée, alors qu'il est constaté, en fait, qu'au moment de la signification, le domicile dont il s'agit avait cessé d'exister — ou au parquet du procureur, si le domicile de l'aliéné ou sa résidence actuelle n'étaient pas connus. La notification devrait être faite à la personne aliénée elle-même et à sa résidence connue, c'est-à-dire dans l'établissement où elle se trouvait retenue.

rentrent dans la règle générale, car cette exception est limitative, comme toutes les dérogations.

IV

Responsabilité de l'administrateur provisoire

On doit déterminer, d'après MM. Aubry et Rau (1), la responsabilité des administrateurs provisoires, non d'après les règles parfois exorbitantes de la tutelle, mais d'après celles du mandat. Il faut alors distinguer, pour savoir sur qui elle pèse exactement et quelle en est la garantie, suivant que l'administrateur provisoire est légal ou judiciaire.

Responsabilité de l'administrateur légal. — Les membres de la commission administrative ou de surveillance des hospices, y compris le membre délégué, qui remplit en fait les fonctions d'administrateur, ne sont personnellement responsables que dans le cas de dol ou de faute lourde assimilable au dol et qui serait imputable à l'un d'eux, conformément à l'article 992 du Code Civil. L'administrateur délégué par la commission de surveillance, qui joue, à son égard, le rôle du conseil de famille du régime de la tutelle, n'a pas même le maniement des

1. T. I, § 127 bis, p. 532.

fonds : Il est simplement ordonnateur. Les fonctions de comptable toujours séparées dans les services publics, sont remplies par le receveur de l'établissement hospitalier. Ce receveur est contrôlé par l'administration des Finances et est tenu, avant d'entrer en charge de fournir un cautionnement. Seul il a qualité pour recevoir les fonds revenant à l'aliéné. La quittance donnée par l'administrateur, n'est valable que si elle est donnée sur le vu du bordereau de versement délivré par le receveur. Cette division des fonctions est la meilleure garantie du bon fonctionnement de l'administration provisoire, si des difficultés surgissaient, elles seraient portées devant la juridiction administrative.

A part donc ce cas de dol ou de faute lourde, la responsabilité se partagerait tantôt entre le receveur de l'établissement et l'établissement lui-même, formant une personne morale quand il est autonome, tantôt entre le receveur et le département, quand l'asile est départemental. Le receveur, dont les fonctions peuvent être assimilées par rapport à l'aliéné à celles d'un caissier encaissant des recettes et faisant des dépenses pour celui-ci, a l'obligation évidente de rendre compte de ses opérations et doit être comptable du reliquat, s'il en existe. Quant à l'établissement, il doit un compte de gestion par l'entremise de son directeur et il est responsable des fautes même

légères, qui auraient pu être commises par l'administrateur (1).

L'article 31, § 3, de la loi du 30 juin 1838, prévoyant la responsabilité du receveur, affecte par premier privilège le cautionnement versé par celui-ci à l'acquittement des reliquats de ses comptes : « Le cautionnement du receveur sera affecté à la garantie desdits deniers par privilège aux créances de toute autre nature. » Cette garantie n'est du reste pour ainsi dire qu'accessoire. Elle ne met pas obstacle à la garantie de droit commun résultant de l'article 2092 du Code civil qui fait du patrimoine de tout débiteur le gage commun de tous ses créanciers (2). En cas d'insolvabilité du receveur et d'insuffisance de son cautionnement, ses créanciers n'auraient pas de recours contre l'établissement (3).

Quant à la responsabilité de l'asile d'aliénés, considéré comme personne morale quand il est autonome, elle n'est garantie que par les biens compris dans son patrimoine. Celle des asiles départementaux est, au contraire, garantie par le département dont ils dépendent.

Responsabilité de l'administrateur judiciaire. — Les règles sont toutes différentes quand l'administrateur est nommé par le tribunal. Celui-ci étant en

1. Aubry et Rau, t. I, p. 533, § 172 bis.

2. Aubry et Rau, t. I, p. 533, § 127 bis.

3. Mêmes auteurs, p. 533.

effet un simple particulier, n'est sous le contrôle d'aucune administration. De plus il remplit à la fois les fonctions d'ordonnateur et de comptable, qui, dans les asiles publics sont séparés comme nous venons de le voir. Il lui est donc beaucoup plus facile de commettre des négligences ou même des malversations. Aussi devra-t-on organiser dans ce cas un système de sûretés particulières. L'article 34 dispose que « sur la demande des parties intéressées ou sur celle du procureur du roi, le jugement qui nommera l'administrateur provisoire pourra en même temps constituer sur ces biens une hypothèque générale ou spéciale jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par ledit jugement » (1).

1. On eut l'idée, au moment de la discussion de la loi, de créer une nouvelle hypothèque légale. Le projet portait en effet : « Les dispositions du Code civil relatives à l'hypothèque légale des mineurs et des interdits, sur les biens de leurs tuteurs, seront applicables aux administrateurs désignés par le tribunal. » Mais lors des débats, la Chambre des députés repoussa ce paragraphe qui aurait eu l'inconvénient de créer une nouvelle hypothèque encore plus occulte que l'hypothèque judiciaire elle-même, puisqu'elle aurait résulté du simple fait de la nomination à la fonction d'administrateur provisoire, qui a lieu sans publicité. Ce fut la Chambre des pairs qui fit adopter la disposition qui forme actuellement le paragraphe 2 de l'article 34. Voici en quels termes M. Vivien expliquait cette innovation : « Le problème, disait-il, consistait à trouver une garantie qui n'eût pas les inconvénients de l'hypothèque légale. C'est ce qu'a très bien fait, à notre avis, le projet nouveau.

Nous avons là une forme nouvelle d'hypothèque qui remplit fort bien le rôle qu'on lui demandait. Ce n'est pas une hypothèque légale, car elle garantirait en dehors de toute inscription toutes les sommes qui pourraient être dues, et nous verrons qu'elle doit être inscrite ; ce n'est pas non plus une hypothèque judiciaire, car elle ne porte pas comme celle-ci sur tous les biens présents et à venir, puisque le jugement détermine la somme qu'elle doit conserver et les biens affectés à cette sûreté. C'est plutôt une hypothèque conventionnelle qui serait stipulée par la justice au nom de l'aliéné.

Lorsque le juge a omis ou refusé de constituer dans le jugement l'hypothèque, ou s'il s'est contenté de ne la constituer que sur certains biens et à con-

rence d'une certaine somme ; elle doit être inscrite. Ainsi les juges seront toujours appelés à apprécier les circonstances : l'hypothèque ne sera autorisée que quand elle paraîtra nécessaire et, en aucun cas elle ne pourra valoir sans inscription.

Ces dispositions contiennent une innovation assez notable dans notre droit, nous la croyons bonne, elle répond aux nécessités pour lesquelles elle est introduite ; elle pourra servir d'exemple et de précédents pour d'autres cas et conduire ultérieurement à réduire le nombre des hypothèques légales dont les inconvénients sont généralement reconnus. (*Moniteur*, 6 juin 1838, p. 1554.)

Il n'établit d'hypothèque sur les biens de l'administrateur, que quand le jugement l'a expressément constituée.

L'hypothèque peut être générale ou spéciale, jusqu'à concur-

currence d'une certaine somme, on s'est demandé si, plus tard, cette hypothèque ne pourrait pas être constituée ou étendue, selon les cas, à une plus forte somme ou à une plus grande quantité de biens. L'article 34 dit bien que le juge « pourra, en même temps qu'il nomme l'administrateur, constituer l'hypothèque ». Mais beaucoup d'auteurs admettent que si des changements sont survenus dans la fortune de l'administrateur ou de l'aliéné, le tribunal ne sera pas lié par sa première décision. Rien ne l'empêchera de décharger l'administrateur ou au contraire de faire porter l'hypothèque sur de nouveaux biens et d'augmenter la somme qu'elle garantit.

MM. Aubry et Rau (1) et Baudry-Lacantinerie (2) ne sont pas de cet avis : « Le tribunal, disent Aubry et Rau, ne saurait aggraver la situation faite à l'administrateur. La loi est formelle : il faut que ce soit par le même jugement que la nomination et la constitution d'hypothèque aient lieu. Cette charge est exceptionnelle. Il faut l'interpréter restrictivement. Et la solution est la même, soit que le tribunal ait statué sur l'hypothèque lors du premier jugement, soit même qu'il ait omis de statuer. »

M. Demolombe (3) soutient au contraire que le

1. Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, p. 534, note 6.

2. Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1004.

3. Demolombe, t. VIII, n° 824.

juge n'est pas lié par son premier jugement. Les décisions rendues par le tribunal, statuant en Chambre du Conseil, n'ont pas en effet l'autorité de la chose jugée. Ce sont seulement des mesures gracieuses, sur lesquelles le tribunal est toujours libre de revenir, lorsque les circonstances qui ont déterminé sa première décision sont venues à changer. La nature des décisions de la Chambre du Conseil est telle qu'il est constant que cette Chambre ne peut être enchaînée par les résolutions qu'elle a prises et que, s'il lui est démontré, soit par des faits postérieurs, soit même par des circonstances antérieures, ignorées d'elle ou mal appréciées, qu'il y a lieu de prendre de nouvelles mesures dans l'intérêt de ceux qu'elle a mission de protéger, elle peut modifier sa première décision. Ces principes ont été consacrés par un jugement du 28 mars 1838 et une décision de la Chambre du Conseil du 15 mars 1845.

En tous cas, selon MM. Aubry et Rau, il n'y a pas lieu de distinguer comme le faisaient certains auteurs (1), entre le cas où le tribunal aurait omis de constituer une hypothèque et celui où il aurait refusé cette constitution. Si le tribunal refuse, disent-ils, il y a chose jugée, car le tribunal statue sur la demande de constitution. En revanche, s'il omet de statuer, on ne peut plus dire qu'il y ait chose jugée.

1. Demolombe, t. VIII, n° 824.

Le tribunal, saisi d'une demande qu'il examinera pour la première fois, pourra ordonner l'hypothèque. La loi, on l'a vu, ne fait aucune distinction semblable.

Cette hypothèque créée par la loi de 1838 n'étant pas occulte, qui sera chargé de la faire inscrire ? L'article 34 en charge spécialement le procureur de la République. Elle ne prendra rang, comme toutes les hypothèques soumises à la formalité de l'inscription, que du jour de cette inscription. « Le procureur de la République devra, dans le délai de quinzaine, faire inscrire cette hypothèque au bureau de la conservation ; elle ne datera que du jour de l'inscription. »

Mais dans le cas où le procureur de la République négligerait de prendre inscription dans le délai qui lui est imparti, rien n'empêcherait les parents et amis de l'aliéné de se substituer au procureur pour faire remplir cette formalité. En effet, dès que la nécessité de l'hypothèque est reconnue et confirmée par le tribunal, l'aliéné ne doit pas être traité plus défavorablement que le mineur ou l'interdit. Or l'article 2139 autorise les parents et amis des mineurs à requérir inscription sur les biens du tuteur quand ni celui-ci ni le subrogé tuteur ne l'ont fait (1).

1. Durieu et Roche, n° 154. — Demolombe, t. VIII, n° 825 — Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, p. 534.

En résumé, d'après la loi de 1830 la responsabilité pèse tout entière et d'une manière exclusive sur l'administrateur nommé par la justice.

Y

Fin de l'administration provisoire

L'administration provisoire organisée par la loi de 1838 prend fin :

1^o *Par la sortie de l'aliéné de l'établissement où il était séquestré*

Cette sortie suppose, en effet, que l'aliéné est revenu à la santé et est désormais capable de gérer son patrimoine. C'est le cas d'invoquer l'adage : *Cessante causa, cessat effectus* (2). L'article 37, § 1, porte que : « les pouvoirs conférés en vertu des articles précédents, cesseront de plein droit dès que la personne placée dans un établissement d'aliénés n'y sera plus retenue. » Mais il s'agit ici, bien entendu, de sortie définitive demandée par la famille ou avec son consentement ou encore résul-

1. Bertin, II, p. 57, D. 56, II, 53.

tant des ordres de l'autorité, parce qu'alors il y a eu lieu de présumer que l'aliéné a recouvré l'usage de ses facultés intellectuelles. Si l'aliéné n'était sorti que temporairement avec la permission du médecin et à plus forte raison s'il s'était évadé, l'aliéné resterait sous l'autorité du directeur de l'établissement et demeurerait soumis aux règles spéciales à ceux qui y sont retenus. L'administrateur provisoire conserverait donc ses pouvoirs malgré l'absence de l'aliéné (1).

Même au cas de sortie définitive de l'asile, si l'administrateur, ignorant cette sortie, continuait à agir, les actes faits par lui seraient néanmoins valables, conformément à l'article 2008 du Code Civil concernant la fin du mandat.

2° Par l'expiration du délai de trois ans pour lequel l'administrateur avait été nommé

L'article 37, § 2, s'exprime ainsi : « Les pouvoirs conférés par le tribunal, en vertu de l'article 32, cesseront de plein droit à l'expiration d'un délai de trois ans. Ils pourront être renouvelés. »

Cette disposition s'applique à l'administrateur judiciaire dont la gestion s'exerce en dehors de toute

1. Chambre du Conseil, 19 mai 1854,

surveillance. Ses pouvoirs pourront cependant lui être renouvelés pour une période de trois ans.

Quant à l'administrateur légal, le législateur a pensé que celui qui était désigné par l'entremise de la commission de surveillance, se trouvant pour ainsi dire sous le contrôle permanent de cette commission, pouvait, sans grand danger, pour les intérêts du malade, rester en fonctions pendant toute la durée de la séquestration. Aussi le même article 37 § 3, ajoute-t-il : « Cette disposition n'est pas applicable aux administrateurs provisoires qui seront donnés aux personnes entretenues par l'administration dans les établissements privés. »

3° Par la nomination d'un conseil judiciaire ou par l'interdiction ultérieure de l'aliéné

Ces mesures mettent fin à l'administration provisoire, mais l'administrateur doit continuer de gérer les biens jusqu'à la nomination du tuteur et du subrogé-tuteur de l'interdit : jusque-là, il a par conséquent qualité pour agir dans l'intérêt de l'aliéné (1).

1. Rouen, 13 février 1855. 9 ; 562. 238 ; Petit et Lerouy, S. 55.2.510 ; P. 56.2.238 ; D. 56.2.53 ;

« Attendu que s'il résulte de l'article 52 de la loi du 30 juin 1838, que des administrateurs provisoires ne peuvent être nommés qu'à des personnes non interdites placées dans des établissements d'aliénés, il ne s'ensuit pas que lorsqu'une nomination

Aussi c'est souvent le jugement même qui prononce l'interdiction qui nommera pour la première fois un administrateur à l'aliéné, en attendant que le tuteur soit nommé et entre en fonctions. La même règle s'applique du reste au mandataire *ad litem* et au notaire dont les fonctions cessent aussi avec la nomination du tuteur.

4° Par la révocation par le tribunal des pouvoirs de l'administrateur ou par la demande de l'administrateur d'être relevé de ses fonctions

Il y a lieu de distinguer pour cette dernière cause, selon que l'administrateur est un parent de l'aliéné ou un étranger. Si c'est un parent, l'administration est pour lui une charge obligatoire. Il appartiendra donc au tribunal d'apprécier les motifs qu'il invoque pour justifier sa demande. Si c'est un étranger au contraire, les règles du mandat ordinaire s'appliquent alors et

d'administrateur provisoire aura été faite dans ces conditions, son effet devra cesser par cela seul que l'interdiction a été ultérieurement prononcée, si la personne nouvellement interdite demeure dans une maison d'aliénés, et si un tuteur ne lui a pas encore été nommé conformément à l'article 505 du Code civil.

Qu'il résulte même clairement des termes de ce dernier article que l'administrateur provisoire ne cesse ses fonctions que lorsqu'un tuteur est nommé et qu'il peut lui rendre ses comptes. Bernay, 29 août 1854. D. 56. 2. 53.

chaque partie est libre de faire cesser ce mandat quand il lui plait, sauf droit de recours en dommages-intérêts pour l'autre partie si l'interruption de la gestion de l'administrateur est dommageable ou dolosive pour l'aliéné.

5° Par la mort de l'aliéné

La mort de l'incapable fait naturellement cesser la fonction d'administrateur. Et cependant, nous allons voir qu'elle peut durer encore quelque temps. L'administrateur doit en effet rendre des comptes de sa gestion aux héritiers de l'aliéné. Si aucun héritier ne se présente, il a intérêt, pour liquider le plus tôt possible la situation et dégager sa responsabilité en faisant apurer ses comptes, à faire nommer un curateur à la succession vacante. Aux termes de l'article 812, tout intéressé a en effet le droit de provoquer la nomination d'un curateur à une succession vacante. Or, à cause de sa responsabilité, on ne peut nier que l'administrateur ne soit bien ici un « intéressé ». Cependant un arrêt de la Chambre du Conseil a refusé à l'administrateur le droit de provoquer cette nomination sous prétexte que ses pouvoirs ont cessé à partir du décès de l'aliéné (1).

1. Chambre du Conseil, 8 août 1891.

6° Par la mort de l'administrateur

Enfin la fonction d'administrateur prend fin par la mort de l'administrateur, qui doit alors être remplacé immédiatement. Les héritiers de l'administrateur sont tenus de rendre compte, comme cet administrateur lui-même.

CHAPITRE III

Du curateur

La loi de 1838 a introduit, à côté de l'administrateur provisoire et du mandataire *ad litem*, un troisième organe dont elle se promettait merveille : le curateur à la personne. Elle pensait qu'il y avait lieu d'établir un contrôle plus actif que ne le serait celui du tribunal, près de l'aliéné, qui ne peut pas, comme le mineur, surveiller l'emploi de ses revenus ou faire utilement des réclamations pour les soins à donner à sa personne. Il est à craindre en effet, surtout lorsque le malade devient incurable, que sa propre famille en arrive à se désintéresser de sa personne et à envisager ses biens comme une succession déjà ouverte. Si ses héritiers ne vont pas jusqu'à disposer de l'excédent de ses revenus, ils sont du moins tentés de les capitaliser, au lieu de les faire servir à l'amélioration du régime du

malade, en vue de grossir une fortune qui paraît ne pas devoir leur échapper. De plus, dans le cas où l'aliéné vient à guérir, il est à redouter que l'administrateur, tirant quelque profit de sa gestion, ne manifeste pas une très grande hâte pour réclamer sa sortie.

Pour toutes ces raisons il fallait un surveillant, une sorte de subrogé tuteur qui fût le défenseur légal des intérêts de la personne de l'aliéné et qui exigeât que les revenus de ses biens soient avant tout employés à procurer à l'aliéné un traitement convenable et conforme à sa situation de fortune. Le législateur avait cru le trouver dans l'institution anglaise du curateur. Mais il comptait sans les mœurs françaises, qui considèrent comme fonction d'état tout ce qui est contrôle ou surveillance.

Cette création, par son origine même, était donc vouée à un échec certain. Mais elle avait une autre raison de ne pas réussir. C'était la faculté que laissait aux familles la loi de 1838 de faire nommer ou de ne pas faire nommer ce curateur. Aussi est-il arrivé ce qui arrive toujours en France en pareille circonstance : c'est que jamais ou presque jamais on n'a provoqué la nomination de ce curateur.

L'institution étant tombée complètement en désuétude et n'ayant jamais rempli le rôle qu'on en attendait, nous n'en parlerons ici que très succinctement, pour mémoire, afin qu'on puisse se rendre

compte de ce qu'il y aurait à faire dans une loi nouvelle pour que cette fonction ait quelque utilité.

La fonction du curateur est instituée d'après l'article 38 de la loi de 1838, toutes les fois que sur la demande de l'intéressé, de l'un de ses parents, de l'époux ou de l'épouse, d'un ami ou sur la provocation d'office du procureur de la République, il est demandé au tribunal d'en nommer un. Celui-ci statue en Chambre du Conseil, par un jugement non susceptible d'appel.

Ce curateur, dit curateur à la personne de l'aliéné non interdit, ne peut être choisi (art. 38), parmi les héritiers présomptifs de l'aliéné. Selon Demolombe (t. VIII, n° 847), il faudrait, « à l'incapacité des héritiers présomptifs, ajouter en outre toutes celles qui résultent des articles 442 à 449 du Code civil, au titre de la tutelle » ; ces incapacités ayant été introduites dans l'intérêt de l'incapable. Cependant on n'admet plus en général que les causes d'incapacité ou d'exclusion dans les conditions qui nous occupent, doivent être laissées à l'appréciation souveraine des tribunaux. (Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, note 9, p. 529. — Voir Durieu et Roche, *Aliénés*, n° 170. — Valette sur Proudhon, t. IV p. 563.) Il paraît absolument évident que la réunion des fonctions de curateur et d'administrateur sur la même tête est contraire au but du législateur.

CHAPITRE IV

Du Notaire commis

« A défaut d'administrateur provisoire, dit l'article 36 de la loi de 1838, le président du tribunal, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les personnes non interdites placées dans les établissements d'aliénés, dans les inventaires, comptes, liquidations et partages dans lesquels elles seraient intéressées. »

Les attributions du notaire commis sont restreintes aux opérations d'inventaire, de compte, de liquidation et partage pour lesquelles il est commis et ne peuvent s'étendre au delà ; dans le cercle de ces opérations, il réunit les pouvoirs qui appartiennent à l'administrateur provisoire ; il en a même de plus étendus, car il peut comparaître en justice et, s'il y a lieu, y soutenir les intérêts de l'aliéné. Si le notaire commis peut représenter l'aliéné en justice,

ce n'est d'ailleurs que dans les instances qui se produisent au cours des opérations pour lesquelles il a été commis (1).

Le notaire commis ne peut compromettre, car il n'a pas la libre disposition des biens de l'aliéné ; mais, selon MM. Durieu et Roche (V^o Aliénés, n^o 163), il peut transiger en accomplissant les formalités exigées par l'article 467 du Code civil. Il n'a pas davantage le droit d'accepter une succession pour l'aliéné, et, par suite, l'article 38 ne doit être appliqué à sa nomination que si la succession a déjà été acceptée par l'aliéné avant son internement, ou, s'il ne s'agit pas de succession, lorsque l'administrateur provisoire doit rendre des comptes de gestion avant la sortie de l'aliéné de l'établissement. Bien que les mots de l'article 36, « inventaires, comptes, partages et liquidations », indiquent que le législateur avait, dans sa pensée, l'intention de viser les successions, le mot de successions n'a cependant pas été introduit dans le texte ; par conséquent, ce serait excessif d'appliquer l'article à tous les comptes en matière de succession ou en toute autre matière (2). Au surplus le conseiller Babinet, intervenant dans un rapport, à propos d'un arrêt qui a décidé que la loi

1. Durieu et Roche, n^o 161.

2. V^o Labbé, note sous Cass., 23 mai 1882, Cambus, S. 831.97. — P. 831.241. — D. 82.1.367.

du 30 juin 1838 n'autorise pas l'administrateur provisoire des biens d'un aliéné non interdit à provoquer des délibérations du conseil de famille pour constituer l'aliéné son débiteur, à raison du compte de son administration, pour approuver des cessions à faire de cette créance, pour ajouter à la dette, au profit du cessionnaire, une garantie hypothécaire sur les biens de l'aliéné, et pour nommer des tuteurs *ad hoc*, en vue de l'accomplissement de ces actes (1), semble n'avoir vu à une situation semblable que la solution de l'interdiction.

Le pouvoir spécial conféré au notaire, en vertu de l'article 36, prend fin dès que l'aliéné sort de l'établissement où il est interné (2).

1. Cass., 23 mai 1882.

2. Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, p. 535.

Deuxième Partie

CHAPITRE PREMIER

Critiques soulevées par la loi de 1838

La loi du 30 juin 1838 que nous venons d'étudier en détail, est actuellement l'objet de critiques très vives. Un de ses plus graves défauts, à mon sens, est d'avoir bien près de soixante-dix ans. Or, de notre temps, on peut appliquer aux lois le mot du grand historien : *Grande legis ævi spatium*

Les lois vieillissent vite ! Et la loi sur les aliénés n'a pas échappé à ce qui est la règle universelle et implacable. Il en est en effet des meilleures lois comme de tout en ce monde, où les conditions de la vie sociale se transforment constamment. « Ce qui suffisait hier n'est plus qu'un pis-aller aujourd'hui, et le mieux nécessaire devient l'ennemi du bien. »

« Il faut reconnaître cependant, dit M. Saleilles (1), que si malgré tous les assauts qu'elle a subis, elle demeure debout après une si longue existence, c'est que le principe sur lequel elle repose n'est pas aussi dangereux pour la liberté qu'on s'est plu à le répéter, l'opinion publique s'est à maintes reprises émue d'internements qu'on déclarait arbitraires. Les polémiques qui se sont élevées dans ces occasions, et qui n'étaient pas toujours inspirées par le pur sentiment de l'intérêt public, ont dû s'éteindre lorsque les hommes compétents et impartiaux ont divulgué les résultats de leur examen, quand ce n'était pas un événement tragique qui venait justifier la mesure prise jugée au premier abord inopportune ou hâtive. »

Ce jugement est aussi celui que rend de la loi de 1838 M. le Conseiller Atthalin (2).

On peut se permettre de dire, cependant, avec M. Larnaude (3) que cette loi pour toute la partie qui concerne la personne de l'aliéné, ne répond plus ni à l'état de l'opinion publique, ni aux postulats nouveaux du droit public, ni aux desiderata de la science des maladies mentales.

1. *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1904, n° 3.

2. *Même Bulletin*, p. 159.

3. Larnaude. *Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés*. Rousseau, 1904.

Si l'on s'est moins occupé des défauts de cette même loi, en ce qui concerne la gestion des biens des aliénés, c'est que le bruit fait autour de l'escamotage d'un patrimoine est toujours moins considérable que celui provoqué par le scandale d'une séquestration arbitraire. Le mal est peut être moins grand, en effet, de se voir dépouillé de sa fortune que de se voir injustement privé de sa liberté. On conviendra qu'il est cependant fort sérieux. Or nous aurons plusieurs fois l'occasion de montrer, au cours de ce travail, que c'est précisément le résultat, en face duquel se trouve souvent le malade revenu à la santé ou sa succession, quand il meurt à l'hospice, avec le système de protection insuffisante de la loi actuelle.

Cette loi de 1838 fut cependant accueillie avec un véritable enthousiasme par l'opinion publique lors de sa promulgation. Elle était alors un réel progrès sur toute la législation antérieure, aussi bien en France qu'à l'étranger. Elle fut en quelque sorte selon l'expression de M. Dubief (1), la cristallisation de la doctrine qui s'était formée sous la Révolution Française en 1790 et 1791, époque à laquelle, sous l'influence de Pinel, l'aliéné a été élevé de sa condition d'animal malfaisant et nuisible, à l'état de malade que l'on soigne.

1. Séance du 14 janvier 1907 (Chambre des députés).

Elle vint combler très heureusement une lacune incontestable et ne fut du reste votée, ainsi que nous l'avons vu, qu'après une très vive discussion. Elle était « conçue, dit M. Théophile Roussel, dans les vues les plus humaines, préparée avec des soins exceptionnels par des esprits très éclairés, et elle a été admirée, à juste titre, et prise pour modèle à l'étranger » (1).

Cette admiration fut de courte durée. Bientôt cette même loi, qui avait enchanté tout le monde, fut l'objet des attaques les plus passionnées. Ces attaques se firent jour surtout à la suite de la proposition de revision portée le 21 mars 1870 devant le Corps législatif par MM. Gambetta et Magnin. Une association scientifique, la Société de législation comparée, nomma une commission pour entreprendre une étude sur les législations étrangères relatives aux aliénés. Beaucoup de personnes furent appelées à déposer devant cette commission. Presque tous les déposants, d'après M. Théophile Roussel (2), et en particulier, MM. Falret, Motet et Ribot, se montrèrent préoccupés de l'insuffisance des garanties édictées par la loi de 1838 concernant la gestion du patrimoine de l'aliéné séquestré.

Leurs critiques étaient parfaitement justifiées. En

1. Rapp. Théophile Roussel, p. 1 et 2.

2. Rapp. Théophile Roussel, p. 329.

effet, si cette loi de 1838 fut une œuvre remarquable et justement admirée, elle contient cependant quelques imperfections assez graves pour nécessiter des transformations, que juristes et médecins réclament depuis longtemps et qui ont été, ainsi que nous le verrons à la fin de cet ouvrage, en partie réalisées dans certaines législations étrangères.

Il est tout d'abord facile de se rendre compte, d'après ce que nous avons dit de la capacité de l'aliéné non interdit, mais interné, que les dispositions légales actuelles n'accordent pas une protection suffisante à la fortune de l'aliéné.

Le placement d'un individu dans un établissement d'aliénés ne fait pas naître en effet contre lui une présomption suffisante d'incapacité à gérer son patrimoine, puisque les actes faits par lui dans ces conditions ne sont pas nuls de droit, comme ceux faits après un jugement d'interdiction, mais peuvent seulement, en cas de démence prouvée, être annulés par le tribunal. Or, il est facile de comprendre combien la preuve de la folie doit être difficile à faire, lorsque les héritiers n'ayant pas immédiatement connaissance de l'acte de l'aliéné, la contestation ne surgit que plusieurs années après.

Combien de signatures ont dû être obtenues ainsi par surprise et à la suite de manœuvres déshonnêtes, surtout dans les asiles privés, souvent insuffisamment surveillés ! J'ai rapporté le fait, cité par le

Dr Dagron, d'un agent d'affaires faisant signer à un aliéné un testament antidaté, en lui promettant de s'intéresser à sa sortie. Ces faits passent malheureusement souvent inaperçus, et les héritiers lésés se trouvent ensuite en face d'une situation très difficile et nécessitant presque toujours un procès périlleux. Or cela ne devrait pas être. On a bien pris soin de protéger l'aliéné contre tout le monde, mais on n'a pris aucune mesure pour le protéger contre lui-même. Il est étrange qu'il soit encore capable d'agir comme s'il était libre, alors que tout fait présumer au contraire qu'il est incapable. Il n'y a vraiment qu'un remède à une situation aussi bizarre ; mais ce n'est pas l'incapacité totale, instituée, comme nous le verrons par le nouveau projet de loi et qui a, elle aussi de graves inconvénients. C'est une incapacité graduée, dont nous indiquerons la portée en étudiant le système préconisé, en cette matière par la Société d'études législatives.

Il est surprenant aussi, que la nomination de l'administrateur provisoire ne soit pas obligatoire dans tous les cas, et que la loi ait cru bon de laisser à certaines personnes qu'elle détermine, le soin de requérir cette nomination. Dans le cas où les personnes désignées par l'article 32 négligent de provoquer cette nomination, qui donc s'occupera des intérêts de l'aliéné ?

Cette critique ne vise pas, bien entendu, les éta-

blissements publics possédant une commission de surveillance exerçant les pouvoirs d'administrateur. L'aliéné séquestré dans un de ces asiles aura, par le fait même de son internement, un administrateur légal. Mais ceux qui sont placés dans un établissement privé pourront très bien n'avoir aucun administrateur s'ils n'en ont pas été pourvus à la requête de leur famille ou du ministère public. Dans ces établissements en effet, il n'existe pas d'administrateur légal, ainsi que nous l'avons vu. La loi de 1838 a semblé prévoir du reste cette situation, puisqu'elle a prescrit dans l'article 36, de commettre un notaire dans certains cas.

Cette lacune de la loi n'a cependant de conséquences graves que dans les cas où l'aliéné, possédant une certaine fortune, n'a plus de parents, ou lorsque ses parents, ayant cessé toutes relations avec lui, ignorent son existence et à plus forte raison son internement. Alors le patrimoine de l'aliéné, souvent imparfaitement connu du directeur de l'établissement, pourra être entamé par des étrangers qui profiteront de ce que la surveillance n'est pas très active ou n'existe pas pour s'attribuer des droits contre lesquels l'aliéné n'aurait pas manqué de protester avant son internement. Or, cette situation est plus fréquente qu'on ne le croit. Il n'est pas rare, surtout dans le peuple, de voir certains membres d'une famille transplantés dans les grandes villes

loin du foyer paternel, posséder au moment de leur internement une petite fortune, acquise par leur travail et insoupçonnée de leurs héritiers naturels.

Dans tous les autres cas, ce défaut de la loi sera sans importance. La plupart des aliénés sont indigents en effet, car la folie est le plus souvent causée par la misère. Pourquoi alors nommerait-on un administrateur à ceux qui n'ont pas de biens à gérer. Cette obligation eût été inutile et elle aurait entraîné des frais inutiles. Si au contraire l'aliéné à une certaine fortune, la famille, le conjoint ou le procureur de la République ne manqueront certes pas de provoquer la nomination d'un administrateur. Les premiers ont le plus grand intérêt, en qualité d'héritiers présomptifs, à ce que cette fortune ne soit pas dilapidée du vivant de l'aliéné.

A un autre point de vue, il est difficile de comprendre pourquoi la loi de 1838 a désigné la commission de surveillance des asiles pour exercer les fonctions d'administrateur, lorsque l'aliéné n'aura pas été pourvu directement de ce mandataire par le tribunal. Ainsi que nous l'avons vu, ces commissions de surveillance n'existent pas dans les établissements privés, ou, lorsqu'elles existent dans les établissements privés faisant fonctions d'asiles publics, elles n'ont précisément pas à s'occuper des biens des aliénés (Circulaire du 15 juin 1860.) Il y a là une inconséquence et une lacune de la loi, car il est bien

évident que les pensionnaires des asiles privés ont droit à la même protection que ceux des établissements publics. « C'est cependant à l'égard des malades soignés dans ces établissements, disait M. de Crisenoy, lors de la discussion de la loi, que l'intervention d'une surveillance intéressée serait le plus nécessaire. » Il n'est pas rare, en effet, que les personnes internées dans ces établissements possèdent de véritables fortunes, qu'une loi mieux comprise aurait dû s'efforcer de protéger.

Mais où notre législation paraît absolument défectueuse, c'est dans l'organisation de l'administration de la fortune de l'aliéné. Nous avons vu que le législateur, en créant l'administrateur provisoire, était parti de ce principe, que l'interdiction était une mesure grave et presque toujours préjudiciable à la santé du malade, dont on ne devait user qu'en cas d'absolue nécessité. Or quels moyens a-t-il employés pour éviter l'interdiction ? Il a donné à l'administrateur, des pouvoirs qui ne peuvent dépasser les actes de simple administration, et qui sont du reste assez mal définis, puisqu'il renvoie à l'article 497 du Code civil pour l'administrateur judiciaire, et qu'il ne donne en ce qui concerne l'administrateur légal, que quelques indications dans l'article 31.

Ces pouvoirs ne sont même pas ceux d'un administrateur ordinaire, puisqu'il ne lui est permis de faire que des baux de trois ans. Or à chaque instant il

aura besoin de faire des baux de plus longue durée ou de dépasser les actes de simple administration. Il aura par exemple très souvent l'occasion d'ester en justice, soit en demandant, soit en défendant. Or aux termes de la loi, il n'a aucune qualité pour agir en justice. Il faudra qu'un mandataire spécial soit nommé pour représenter l'aliéné. Il est vrai que ce mandataire pourra être l'administrateur lui-même, mais il lui faudra alors solliciter l'autorisation du tribunal (art. 33, de la loi de 1838).

Il en sera de même, si une succession échoit à l'aliéné. Pour l'accepter il faudra encore un mandataire *ad litem*. S'il est avantageux d'acquérir un immeuble, ou s'il faut emprunter, constituer une hypothèque, transiger, doter ou établir un enfant de l'aliéné, comment procédera-t-on ? Tous ces actes dépassent les pouvoirs de l'administrateur. On ne peut pas toujours attendre la guérison de l'aliéné, car souvent le malade ne sortira jamais de l'asile. Alors il n'y a qu'un moyen d'agir valablement : c'est de faire interdire le malade et de lui faire nommer un tuteur. Mais n'est-ce pas là précisément une solution bien étrange ? C'est en effet dans le but précis d'éviter autant que possible l'interdiction, qu'on a pris la peine de faire une loi spéciale sur le régime des aliénés. Le rapport présenté à la Chambre par M. le marquis de Barthélemy ne peut laisser aucun doute à cet égard : « Le projet, dit-il, a

essentiellement pour objet de prévenir les demandes en interdiction. Si dans cette intention la loi n'a point exigé que l'interdiction fût prononcée ou provoquée avant de soumettre l'aliéné à l'état d'isolement, il ne faut pas que la nécessité de pourvoir à l'administration de ses biens vienne en imposer en quelque sorte l'obligation à sa famille. »

C'est cependant bien cette mesure, dont le législateur de 1838 a reconnu les inconvénients et les dangers, que l'on serait obligé de rétablir pendant le cours de l'internement, pour remédier à l'impuissance à laquelle est condamné l'administrateur provisoire pour tout acte ordinaire de la vie juridique de l'aliéné qu'il représente ! Du reste, il était bien entendu, dès 1838, qu'il serait nécessaire, dans les diverses situations que nous avons indiquées, de recourir à l'interdiction. Le texte de cette loi est donc en contradiction formelle avec le principe qu'elle avait pour but de sauvegarder.

Mais nous allons voir que lorsque l'interdiction est nécessaire, les difficultés ne font qu'augmenter. L'interdiction ne peut être provoquée que dans certains cas et par certaines personnes, c'est-à-dire par le conjoint, ou par l'un des parents, et seulement lorsque l'individu est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur. Or il peut très bien arriver qu'une personne soit séquestrée, sans être pour cela dans un état habituel d'imbécillité, de

démence ou de fureur. Il peut se faire aussi qu'elle n'ait ni conjoint ni parents, et que le ministère public ne juge pas nécessaire d'agir. Alors comment procédera-t-on ? La situation paraît sans issue. L'aliéné sera tout simplement dans l'obligation de ne pas faire l'acte dont il a besoin, et qui pouvait présenter pour lui un grand intérêt.

La loi de 1838, n'est pas seulement défectueuse dans ses dispositions relatives aux restrictions imposées aux pouvoirs de l'administrateur. Elle l'est aussi d'autre part en ce qui concerne les pouvoirs même accordés à cet administrateur. « On croit généralement, disait M. Bertrand (1), qu'il a été largement pourvu à la protection de la personne et des biens des aliénés, parce que la loi a donné un administrateur aux biens et un curateur à la personne de l'aliéné séquestré. C'est une grosse et déplorable erreur... Il paraît indispensable et même urgent de restreindre les pouvoirs des tuteurs, en ce qui concerne la libre disposition des valeurs mobilières et de les astreindre, ainsi que les administrateurs aux biens, à rendre des comptes à des personnes autorisées et à des époques périodiques rapprochées. C'est ce qui est exigé à peu près partout, excepté en France. »

On sait que la loi du 27 février 1880 a prétendu remédier à l'inconvénient que présentait la libre

1. Rapport Roussel, p. 359, t. I.

disposition des valeurs mobilières. Mais les mesures prises par cette loi sont insuffisantes. Tous les jours on voit des fortunes dilapidées malgré la protection de cette loi (1).

D'un autre côté le législateur de 1838 n'a pour ainsi dire pas institué de garanties de la bonne gestion de l'administrateur. C'est ainsi que celui-ci peut s'installer au milieu des biens sans faire inventaire, sans déclarer, comme cela se fait en matière de tutelle, les créances existant entre lui et l'aliéné; il a toute faculté pour percevoir les revenus, vendre les meubles, et en toucher le prix sans être soumis aux règles d'emploi édictées par l'article 451 du Code civil. Il n'est surveillé que lorsqu'un curateur a été nommé, conformément à l'article 38. Mais rien n'est plus rare en fait que l'existence de ce curateur. L'administrateur, de plus, n'est responsable que d'après les règles du mandat, sans qu'on puisse lui étendre ainsi que nous l'avons vu, les dispositions des articles 472 et 474 du Code civil. Ce manque de garanties se fait cruellement sentir lorsque l'administrateur a été nommé par le tribunal, car cet administrateur n'est contrôlé par personne.

Aussi qu'arrive-t-il ? Souvent un aliéné dont la situation semble aisée, est tout d'abord installé dans

1. Docteur Carnier, *Annales Médico-Psychologiques*, 1903, n^o. 1, p. 90 et suiv.

un établissement en rapport avec sa fortune. Puis au bout de quelque temps, sans qu'aucune cause apparente soit survenue pour modifier son état pécuniaire, on diminue peu à peu sa pension. Le malheureux est obligé de descendre d'une ou de plusieurs classes dans l'asile ou même de changer d'établissement.

Ces abus ont été souvent signalés, surtout par des médecins. M. le Docteur Motet les rapporte en détail (1). Beaucoup de remèdes ont été proposés à cette situation défectueuse. C'est ainsi que M. Vaney, substitut au procureur général à Paris, demandait que toute personne ayant requis le placement d'un aliéné fût tenue de remettre au parquet une déclaration constatant la quotité de la fortune du malade, afin de permettre au magistrat inspectant l'établissement, de constater si le malade est traité comme il convient à sa situation de fortune (2).

Pour M. Pagès, substitut au tribunal de la Seine, tous ces abus seraient évités si chaque aliéné était pourvu dans les six mois de son placement, d'un curateur placé sous le contrôle de la Chambre du Conseil et du parquet (3).

Ce curateur a bien été institué par la loi de 1838 ; mais comme cette loi a négligé de rendre cette nomi-

1. Annexe au rapport Roussel, p. 309.

2. Rapport Roussel, p. 329.

3. Annexe au rapport Roussel, p. 530.

nation obligatoire, il arrive qu'en fait il n'y a pour ainsi dire jamais d'aliénés qui en soient pourvus (1).

M. Ribot, alors substitut du tribunal de la Seine, proposait lors de l'enquête sur le régime des aliénés, faite en 1871 par la Société de législation comparée, qu'une commission permanente fût instituée dans chaque établissement. Cette commission aurait fait une enquête, au moment même de l'internement, sur l'état et la composition de la fortune de la personne séquestrée. Elle aurait aussi examiné s'il y avait lieu de laisser à la famille la gestion provisoire des biens ou de provoquer la nomination d'un administrateur provisoire. Au bout d'un an, l'administrateur aurait dû lui rendre des comptes de sa gestion et la commission surprenant des irrégularités ou des fautes, aurait pu signaler cette situation au tribunal, qui aurait décidé s'il y avait lieu de révoquer ou non l'administrateur.

M. Picot pensait que cette commission, dont M. Ribot demandait la création, pouvait instituer dans son sein une sous-commission chargée de surveiller la gestion des biens de l'aliéné et de prendre communication du rapport que l'administrateur devait faire chaque année au conseil de famille.

M. le Dr Lunier, voulait de plus que cette commis-

1. Certains médecins directeurs d'établissements, ont déclaré n'avoir jamais vu un seul malade pourvu de curateur.

sion permanente fût investie des pouvoirs d'un administrateur provisoire. Elle aurait exercé ces pouvoirs toutes les fois qu'il n'y aurait pas eu d'administrateur judiciaire. Il insistait aussi sur la nécessité de nommer un curateur quand l'administrateur était un parent de l'aliéné.

M. Bertrand désirait lui aussi qu'un contrôle fût exercé sur l'administrateur provisoire : « Les abus qui se produisent dans l'administration des biens des aliénés, disait-il dans une séance de la Société de législation comparée du 12 mai 1870, ont une relation directe avec les questions de liberté individuelle. Le désir de s'emparer de cette administration ou de la conserver fait que les tuteurs ou les parents ont souvent un intérêt puissant à faire séquestrer l'aliéné et à s'opposer à ce que la liberté lui soit rendue. On a remarqué qu'en Allemagne, il ne s'est, jusqu'à présent, élevé aucune plainte contre les séquestrations arbitraires, malgré le peu de précautions légales prises pour les prévenir; on peut l'attribuer à ce que, dans le plus grand nombre des états, le tuteur, obligé de rendre des comptes annuels, est complètement désintéressé. »

La loi de 1838 a encore créé une complication entièrement inutile, lorsqu'elle a placé un curateur à la personne de l'aliéné à côté de son administrateur provisoire (art. 38). Bien que cette question sorte un peu de mon sujet, j'en dirai quelques mots pour

montrer les simplifications qu'il y aurait lieu d'apporter aux mesures édictées par cette loi.

L'administrateur provisoire institué par la loi de 1838, a été assimilé par l'article 32 de cette loi à l'administrateur provisoire nommé, en vertu de l'article 497 du Code civil, à la personne dont l'interdiction est provoquée en attendant que le jugement soit rendu. Or cet article 497 s'exprime ainsi en ce qui concerne les fonctions de l'administrateur : « Après le premier interrogatoire le tribunal commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur. » Ainsi l'administrateur nommé en vertu de l'article 497 prend soin tout à la fois des biens et de la personne du malade. Il en est de même du tuteur, du mineur ou de l'interdit (art. 456 et 509 du Code civil). Quel inconvénient verrait-on à ce qu'il en fût ainsi pour l'administrateur de l'aliéné non interdit ? je crois, au contraire, que l'aliéné y aurait tout avantage, car le plus souvent on néglige de lui faire nommer un curateur : « Sur plusieurs milliers d'aliénés dont nous avons eu à nous occuper, disait M. Foville (1), deux ou trois à peine, à notre connaissance, étaient pourvus d'un curateur. »

En effet, dans le cas où la nomination d'un curateur serait nécessaire, ce ne sont ni les parents ni

1. Foville, *Les Aliénés*, p. 135.

l'époux qui la provoqueront, puisqu'elle aurait précisément pour objet de porter remède à leur négligence ou à leur malhonnêteté. L'article 38 donne bien encore ce droit aux amis de l'aliéné et au ministère public. Mais il se rencontre rarement des amis pour prendre de pareilles initiatives. Quant aux parquets, il faudrait des faits bien graves dénoncés par l'opinion publique pour les mettre en mouvement.

Si le curateur est un rouage inutile en fait, que dire du mandataire *ad litem*, dont nous avons décrit le rôle particulier et qui peut exister simultanément avec l'administrateur ? On ne voit pas bien la nécessité de mandataire spécial à côté de l'administrateur provisoire. Sans doute il faut des connaissances spéciales pour mener à bien un procès, que ne possède peut-être pas n'importe quel administrateur. Mais où serait le danger pour l'aliéné, à laisser l'administrateur le représenter en justice, puisque le tribunal a le droit de ne donner les autorisations nécessaires à cet administrateur qu'en connaissance de cause ? Le législateur de 1838, du reste, a senti l'inconvénient de la présence d'un troisième agent près de l'administrateur et du curateur, puisque l'article 33 permet de commettre l'administrateur lui-même. Et c'est ce qu'on fait ordinairement dans la pratique. Il semble donc qu'il eût été plus simple d'obliger l'administrateur à demander, pour intenter cer-

taines actions ou y défendre, l'autorisation de la justice.

Ce qu'il y a de plus curieux dans cette loi de 1838, c'est que malgré tout ce personnel attaché à l'aliéné, s'il arrive que cet aliéné ait à faire, non pas un acte extraordinaire, mais un des actes habituels de la vie juridique, s'il veut par exemple acheter, vendre ou doter ses enfants, il faudra recourir à un quatrième agent, le tuteur en provoquant l'interdiction ! La loi de 1838, dans le but de sauvegarder aussi complètement que possible les intérêts de l'aliéné, a ainsi accumulé des mesures de protection qui, par leur complication même, ne remplissent pas du tout le but pour lequel elles avaient été créées.

CHAPITRE II

Tendances de la Jurisprudence

En face de ces complications créées par la loi de 1838, peu à peu un travail nouveau s'est fait dans les esprits : on a constaté que l'administration provisoire présentait de grands avantages sur la tutelle et qu'il serait bon d'étendre davantage encore cette administration pour éviter de plus en plus l'interdiction. Les familles, à qui il répugne toujours de faire constater juridiquement la folie d'un de leurs membres, ont poussé dans ce sens, et chose étonnante, la justice a suivi peu à peu.

Ainsi, en s'appuyant sur l'article 31 qui autorise l'aliénation du mobilier avec la permission du tribunal, la jurisprudence a cru pouvoir autoriser bien d'autres mesures que le législateur n'avait certainement pas visées. Un texte législatif même, la loi du 27 février 1880, est venu consacrer ces progrès de

la jurisprudence et permettre, sous certaines conditions, l'aliénation de toutes les valeurs mobilières de l'aliéné, acte qui autrefois figurait parmi ceux interdits à l'administrateur.

Un pas de plus a été fait encore : des arrêts ont été jusqu'à admettre que l'administrateur pouvait prendre parti sur les successions dévolues à l'aliéné avant ou depuis son internement.

C'est peut-être aller un peu loin, mais ces extensions successives données aux pouvoirs de l'administrateur, montrent bien que celui-ci est vraiment trop à l'étroit dans les limites que lui a fixées la loi de 1838 et qu'il y a urgence à les étendre, si l'on ne veut pas qu'il s'établisse un état de choses irrégulier et parfaitement illégal. C'est ainsi qu'il n'y a aujourd'hui, pour ainsi dire, plus jamais nécessité absolue de provoquer l'interdiction en dehors des cas très rares où il faut aliéner des droits immobiliers, transiger ou compromettre.

Avant d'étudier le système établi par le projet de loi nouveau pour l'administration des biens des aliénés, il était nécessaire d'indiquer tout à la fois le sens de ce mouvement de la pratique et les innovations tantôt législatives et tantôt judiciaires que nous allons maintenant étudier en détail.

CHAPITRE . III

Projets de revision de la loi de 1838

« Accueillie avec une faveur marquée au moment de sa promulgation, la loi de 1838, dit M. Proust (1), a été louée sans réserve pendant vingt ans, et plusieurs puissances étrangères nous l'ont empruntée. Vers 1860 un revirement se produisait dans le public ; des critiques ardentes furent dirigées contre cette loi qui avait été ratifiée par l'opinion publique. » En présence de certaines séquestrations soi-disant arbitraires on parla de Bastille et de lettres de cachet. Des plaintes et des accusations exagérées furent formulées dans des pétitions adressées au Sénat de l'Empire. Soumises à l'examen d'une commission, elles furent l'objet d'un rapport présenté, le 2 juil-

1. Rapport sur la législation relative aux aliénés criminels. *Bulletin de la Société générale des prisons*, déc. 1879, p. 882.

let 1867, par M. Suin. Le gouvernement, en face de ces attaques, créa par décret du 12 février 1869, une commission mixte extra-parlementaire, et décida qu'une enquête administrative serait faite près des préfets, des directeurs et des médecins des asiles. Nous en avons présenté les principales conclusions en rapportant les critiques adressées à la loi de 1838.

Les travaux de la commission furent brusquement interrompus par les événements de 1870. Le 21 mars 1870 M. Gambetta, en son nom et au nom de M. Magnin, avait présenté au Corps législatif une proposition de loi. Cette proposition fut renvoyée le 17 juin 1870 à l'examen des bureaux, sur un rapport sommaire de M. Bastid. Elle fut complètement oubliée par son auteur après les grands événements qui en empêchèrent la discussion au Corps législatif.

De leur côté plusieurs associations scientifiques avaient mis à l'étude la revision de cette législation. Parmi celles-ci il faut citer la Société de législation comparée, dont une commission, composée de MM. Bertrand (1), Ribot, Gonse et Tanon, entreprenait une étude sur les législations étrangères relatives aux aliénés, et faisait une enquête sur les réformes à introduire à la loi de 1838.

1. Ernest Bertrand, *Loi sur les aliénés* (Publications de la Société de législation comparée, Paris, 1872).

Ces études aboutirent à la rédaction d'un projet de loi qui fut discuté dans les séances de la commission des 10 et 20 avril 1871. Ce projet, avec de légères modifications de détail, fut porté devant l'Assemblée nationale le 25 juillet suivant par M. Théophile Roussel, en son nom et au nom de MM. Jozon et Desjardins.

Le 21 mars, l'Assemblée nationale, conformément à l'avis favorable de la quatorzième commission d'initiative parlementaire, vota sans débats la prise en considération de la proposition de M. Théophile Roussel. Les bureaux nommèrent une commission qui se réunit du 23 juillet 1873 au 17 mars 1875. Mais le projet de loi ne put être voté par l'Assemblée nationale avant sa séparation.

Le 18 mars 1881, un décret du président de la République institua une grande commission extra-parlementaire, divisée en deux sous-commissions, dont les conclusions furent consignés dans plusieurs rapports et un avant-projet. Enfin le gouvernement présenta, le 25 novembre 1882, un projet de loi au Sénat, nomma rapporteur M. Roussel, et consacra à l'examen du projet deux années. Ce projet amendé par la Commission ne fut voté au Sénat qu'en 1887 (1)

1. Le projet du Sénat, voté dans la séance du 11 mars 1878, fut transmis et présenté à la Chambre des députés le 24 juin 1887. (Annexe à la séance du 24 juin 1887.)

mais le travail législatif est si lent que cette loi n'a pu encore être votée.

En 1889 un premier rapport a été présenté, presque en fin de législature, par M. Bonneville, au nom de la commission nommée par la Chambre des députés pour examiner le projet du Sénat (1).

En 1890 M. Joseph Reinach fit une nouvelle proposition sur la base du projet du Sénat. Après discussion de commission, un rapport fut présenté en 1891 par M. Ernest Lafont (2).

Les Chambres se séparèrent avant que ce rapport vienne en discussion, et, en 1894, MM. Reinach et Lafont reprirent la proposition, qui donna lieu en 1894 à un nouveau rapport de commission, également de M. Lafont (3).

Puis en 1898 M. Dubief dépose une première proposition, et en 1902 une seconde (4). Une troisième a pu être enfin votée par la Chambre des députés dans les séances des 14, 17, 21 et 22 janvier 1907.

C'est ce projet de loi, modifié et rapporté par M. Dubief que nous allons étudier maintenant avant qu'il ait reçu du Sénat sa consécration définitive.

1. Annexe à la séance du 12 juillet 1889.

2. Annexe à la séance du 3 décembre 1890 et annexe à la séance du 21 décembre 1891.

3. Annexe à la séance du 21 novembre 1893 et annexe à la séance du 19 février 1894.

4. Séances du 8 juillet 1898, du 12 juin 1902 et du 1^{er} avril 1903.

Nous donnerons naturellement beaucoup moins de développements à cette seconde partie de notre étude qu'à la première, relative à la loi de 1838, puisque le texte que nous avons à étudier n'est encore qu'un projet, susceptible, non seulement de recevoir des modifications importantes, au cours des discussions futures, mais même, d'être renvoyé, comme beaucoup d'autres projets qui n'en sont jamais revenus, à l'examen de quelque commission fantôme.

CHAPITRE IV

Projet de loi sur le Régime des Aliénés internés, mais non interdits voté par la Chambre des Députés

Avant d'étudier en détail les dispositions particulières de la loi votée par la Chambre des députés, il importe d'examiner dans ses grandes lignes les réformes et les améliorations accomplies par cette loi.

Tout d'abord le projet fait avec raison disparaître deux rouages inutiles de la loi de 1838 : le notaire commis à défaut d'administrateur, et le mandataire *ad litem*. Il maintient au contraire l'administrateur provisoire légal, mais il étend ses pouvoirs. C'était là une réforme réclamée par tous ceux qui considéraient l'interdiction comme la pire des mesures. Aussi avec les nouveaux pouvoirs donnés à l'administra-

teur, l'interdiction deviendra d'autant plus exceptionnelle, qu'à côté de l'administrateur légal et de l'administrateur judiciaire qui existaient déjà sous la loi de 1838, le nouveau projet crée un troisième administrateur, l'administrateur datif, qui aura, avec l'administrateur judiciaire, les mêmes pouvoirs que le tuteur de l'interdit.

Mais il ne suffit pas, dans une loi destinée à protéger le patrimoine des aliénés séquestrés, d'organiser seulement les moyens d'assurer la bonne gestion de ce patrimoine par l'intermédiaire de personnes auxquelles la loi donne les pouvoirs destinés à cet effet ; il faut aussi organiser le contrôle de cette gestion. Le législateur de 1838 y avait bien songé, mais le curateur qu'elle instituait dans ce but, par son article 38, n'était que facultatif. En fait il n'était presque jamais nommé. Le nouveau projet de loi comble au contraire cette lacune en rendant obligatoire la nomination de ce curateur.

Cette création est la partie dominante de la loi, celle sur laquelle on compte le plus pour remédier aux défauts bien souvent reconnus de la loi de 1838. « Les pouvoirs du curateur, dit le Dr Garnier (1), domineront en effet ceux du tuteur, du mari, de l'administrateur légal, judiciaire et datif, et la reddition des comptes des administrateurs devenant égale-

1. Dr Garnier, *Annales médico-psychologiques*, 1902, n° 2, p. 262.

ment obligatoire, la garantie de la bonne gestion des biens administrés paraît des plus complètes. Cette protection légale étant étendue, en outre, par le projet de loi, aux biens des aliénés séquestrés dans les maisons de santé, peuplées d'aliénés riches, dont la fortune pouvait tenter la cupidité de leurs proches, il en résulte un ensemble de mesures très heureuses et très opportunes dans le sens d'une protection comportant le minimum d'aléas. »

Tel est l'esprit général du projet de loi sur le point spécial qui nous occupe ; la protection des biens. Entrons maintenant dans le détail des articles qui servent à l'organiser. Nous diviserons cette seconde partie de la même façon que la première, afin qu'il soit facile de voir d'un coup d'œil les réformes accomplies par ce nouveau projet de loi.

CHAPITRE V

De la valeur des actes passés par un individu non interdit placé dans un établissement d'aliénés

Nous avons vu dans notre première partie — nous ne reviendrons pas sur les longues explications que nous avons données à ce sujet — que l'article 39 de la loi de 1838, déclarait que les actes faits par une personne, placée dans un établissement d'aliénés pendant qu'elle y aura été retenue sans que son interdiction ait été prononcée ni provoquée, pourraient être attaqués pour cause de démence, conformément à l'article 1304 du Code civil ; que, d'autre part, l'article 502 du Code civil exigeait, pour que les actes faits par un aliéné interdit soient nuls, qu'ils aient été faits postérieurement à l'interdiction, ceux faits antérieurement n'étant annulables que si la cause de l'interdiction existait notoirement au moment où ces actes

ont été faits (art. 503). Enfin qu'après le décès d'un aliéné on ne pouvait attaquer ses actes qu'autant que son interdictinn avait été prononcée ou provoquée ou que l'acte attaqué témoignait lui-même de la démence (art. 504).

Nous avons dit aussi que cette législation était notoirement impuissante à protéger l'aliéné contre les tiers et contre lui-même. La validité de ses actes est en effet la règle, et la preuve de leur invalidité pour cause de folie est en fait excessivement difficile à faire.

Cependant il est bien évident que le placement, même volontaire, d'un individu dans un établissement d'aliénés doit faire naître, *ipso facto*, contre lui une certaine présomption d'incapacité. Aussi la loi nouvelle adopte-t-elle un système tout différent de celui de la loi de 1838 en déclarant dans son article 54 que « tous actes faits par l'aliéné même non interdit, pendant la durée de son internement, nonobstant toute sortie provisoire, sont comme ceux faits par l'interdit, soumis aux règles des articles 502 et 1125 du Code civil ». Cela ne signifie pas autre chose que les actes faits par lui, pendant son internement ou même pendant la durée d'une sortie provisoire, sont nuls de droit. « Cette fois, dit M. Saleilles, c'est la présomption d'une incapacité de droit absolue et générale, sans possibilité d'aucune preuve contraire, exactement comme en matière d'interdiction, qui résulte

du seul fait du placement, sans que l'on distingue entre la période de l'administration provisoire et celle de l'administration définitive. » (1).

Ainsi les actes passés par l'interné, comme ceux de l'interdit, n'étant pas aux termes de l'article 1125, inexistants, mais seulement nuls ou annulables, il en résulte :

1^o Que l'interdit seul ou ses représentants peuvent se prévaloir de la nullité, tandis que ce même droit n'appartient pas à ceux qui ont traité avec l'interdit ;

2^o Que la nullité édictée par l'article 502, est susceptible de se couvrir par une confirmation ou ratification émanée soit de l'incapable, quand il aura recouvré sa capacité, soit de ses représentants ;

3^o Et, enfin, que cette action en nullité se prescrit par dix ans, conformément à l'article 1304.

Ce projet va beaucoup plus loin en cette matière que tous ceux qui l'ont précédé. Le législateur a une telle défiance des manœuvres dont peut être victime l'aliéné, qu'« il en arrive, sans jugement, sans autre formalité qu'un internement d'office ou même volontaire, à prononcer une déchéance totale de capacité, sans aucune réserve au profit des moments de raison et de lucidité, sans exception même pour les actes que le représentant légal ne pourrait pas faire lui-

1. Rapport sur la Réforme des lois sur les Aliénés. Rousseau, 1904.

même au nom de l'interdit et cela dès le début» (1). La plupart des projets antérieurs, en effet, admettaient une exception au caractère absolu de la présomption d'incapacité et réservaient le droit de faire la preuve d'un intervalle lucide, toutes les fois qu'il s'agissait d'actes impliquant l'exercice de droits attachés à la personne et non susceptibles de représentation. Ainsi on arrivait à maintenir certains actes, comme par exemple une reconnaissance d'enfant naturel, qui sont précisément de ceux pour lesquels la famille se décide souvent un peu hâtivement à faire interner un de ses membres. Or il est facile de se rendre compte que l'article 54 du nouveau projet ne reproduit pas cette réserve.

Ainsi, par le seul fait de l'internement, on en arrive, sans autre procédure et sans autres formalités, au même but qu'avec l'interdiction. On compte sur ce fait de l'internement pour constituer une démonstration extérieure de l'état de l'individu. Mais on voit tout de suite ce qu'il peut y avoir de dangereux pour les tiers dans ce manque de publicité, puisque actuellement, avec le système des sorties provisoires, des sorties d'essai et surtout avec l'institution des colonies familiales qui laissent une grande liberté aux aliénés, les tiers pourront être facilement trompés. Sans doute les tiers commettent une

1. Même rapport.

faute en ne cherchant pas à se rendre exactement compte de la situation de celui avec qui ils traitent. C'est ce qui justifie l'idée d'une présomption légale. Mais le projet aurait au moins pu leur laisser la faculté de faire la preuve d'un intervalle lucide, et de l'état de capacité de l'aliéné au moment de l'acte. Il arrivera ainsi qu'un aliéné, se trouvant dans une période de lucidité, obtiendra la permission de sortir de l'établissement où il est interné, et profitant de cet instant de liberté fera des actes qui auront toutes les apparences d'actes raisonnables et qui le seront même en réalité. N'est-il pas excessif de lui permettre de les faire tomber en prouvant son internement, et par contre de refuser aux tiers la possibilité de prouver qu'ils ont été faits, sinon dans un intervalle lucide, du moins dans un état transitoire de capacité ? J'ai bien peur qu'avec ce système, non seulement on sacrifie inutilement les tiers, mais on ébranle le crédit.

Le projet de 1882, accepté par la commission du Sénat en 1884, avait admis cette preuve. Il est permis de regretter qu'à partir de 1887 on n'ait plus voulu admettre ce palliatif à la présomption d'incapacité qu'on instituait.

Ce n'est pas parce qu'on aurait réservé la preuve d'un intervalle lucide qu'on aurait compromis les intérêts de l'aliéné. On pense bien que les tribunaux n'auraient pas admis cette preuve à la légère et qu'il

aurait fallu que cette preuve fût surabondamment faite pour avoir chance d'être accueillie. Cela n'aurait pas empêché les aliénés de faire de temps à autre l'essai de leur capacité, mais cela les aurait du moins mis dans l'impossibilité de le faire aux dépens des tiers.

On peut se demander, en face des effets que l'article 54 attache à l'internement, à quoi servira désormais l'interdiction, du moment que cet internement doit produire exactement les mêmes résultats. Du moins puisque l'article 502 du Code civil, auquel renvoie cet article 54, ne décrète la nullité des actes de l'interdit que du jour du jugement d'interdiction, il semble que le nouveau projet aurait pu déclarer explicitement que le fait par le tribunal de maintenir l'aliéné dans un asile, équivaldrait au jugement d'interdiction exigé par cet article 502.

De même le paragraphe 4 de l'article 54, qui porte que « l'internement dans un asile d'aliénés maintenu par décision judiciaire, a le même effet qu'une demande en interdiction au point de vue de l'application de l'article 504 du Code civil », n'est peut-être pas très clair. Cette disposition ne signifie pas en effet, que l'internement dans un asile donne le droit aux héritiers d'attaquer les actes faits pendant l'internement, puisque ce droit résulte déjà du vice dont ils sont entachés par le fait de la présomption d'incapacité, vice qui crée une action en nullité pas-

sant aux héritiers. Ce paragraphe ne peut donc viser que les actes faits, soit avant, soit après le placement. Sans lui les héritiers auraient dû subir tous ces actes accomplis en dehors de la période d'internement, sans avoir le droit de prouver la démence au moment de l'acte, conformément à l'article 505. Avec cette addition, il leur sera désormais permis de faire la preuve de la démence sous les conditions du droit commun.

De ce court exposé il ressort que cette partie du projet relative à la capacité civile paraît être celle qui a été le moins étudiée. Il est permis de s'en étonner, après les nombreux rapports et les débats copieux auxquels a donné lieu depuis près de quarante ans la revision de la loi de 1838 (1).

1. Sur toute cette matière, voyez Rapport de M. Saleilles sur la réforme des lois sur les aliénés. Rousseau, 1904.

CHAPITRE VI

Commission de Surveillance

« L'article 5 institue une ou plusieurs commissions de surveillance dans chaque département. » Le nombre des commissions dépendra probablement du nombre des asiles. Nous renvoyons pour la composition de ces commissions au texte de l'article 5 qui est suffisamment explicite.

Cette commission « aura pour attributions de remplir les fonctions de conseil de famille à l'égard des personnes non interdites, placées dans les établissements publics ou privés et non pourvues d'un administrateur judiciaire ou datif ». Ces fonctions auront à s'exercer, notamment dans le cas de l'article 511 du Code Civil, et dans celui prévu par l'article 51 de la nouvelle loi, pour l'acceptation bénéficiaire d'une succession échue à l'aliéné. La commission de surveillance a encore le droit, aux

termes de l'article 10, de désigner un ou plusieurs de ses membres pour gérer gratuitement les biens des aliénés. C'est un droit, mais non pas une obligation, comme sous le régime de la loi de 1838. C'est peut-être regrettable, car le mandat de l'administrateur légal de la loi de 1838 était gratuit et ordinairement exercé par des personnes compétentes. Or si la commission de surveillance s'est abstenue de désigner cet administrateur, l'article 44 de la nouvelle loi oblige le ministre de l'Intérieur à nommer un administrateur légal rétribué. Il est bien évident que, dans ces conditions, les commissions de surveillance s'abstiendront de confier une charge gratuite à un de leurs membres, lorsqu'elles sauront que cette fonction peut être rétribuée.

« Dans le cas de transfèrement d'un aliéné d'un établissement dans un autre... l'administration provisoire légale des biens de l'aliéné continuera d'être exercée par la commission de surveillance du département où cet aliéné a son domicile de secours. Mais les fonctions de curateur seront transmises au curateur institué près l'établissement où il sera transféré. » Ainsi s'exprime l'article 20 de la nouvelle loi. Cette disposition de la loi n'est pas très claire. En effet, du moment que la nomination d'un administrateur légal n'est pas obligatoire pour la commission, si cette commission a omis de déléguer un de ses membres, l'administration des biens passera forcée-

ment en d'autres mains. Du reste on comprend mal que la commission de surveillance du département où est traité l'aliéné soit incompétente, alors que le curateur institué près l'établissement acquiert cette compétence. N'est-ce pas une bizarrerie d'éloigner l'administrateur du curateur, quand il y aurait au contraire tout intérêt à les rapprocher ?

CHAPITRE VII

De l'Administrateur provisoire

I. — *De l'administrateur provisoire légal*

L'administrateur légal sera désigné, soit par la commission de surveillance, et dans ce cas ses fonctions seront gratuites (art. 10), soit par le ministère de l'Intérieur sur une liste dressée dans chaque circonscription par le tribunal civil du chef-lieu (art. 44). La loi n'indique pas les capacités qu'on devra exiger du titulaire. Elle ne fixe pas non plus bien clairement l'étendue des circonscriptions dont elle parle.

A ce sujet je crois que si les termes de cet article 44 ne sont pas amendés ou du moins parfaitement expliqués par le rapporteur lors de la discussion définitive, les opinions les plus diverses pourront se faire jour sur l'étendue de ces circonscriptions.

A mon sens ce mot « circonscriptions » ne peut viser que celles existant actuellement et dans l'éten-

due desquelles fonctionne chaque commission de surveillance.

En tous cas, les attributions de ces administrateurs, qu'ils soient désignés par la commission ou par le ministre, s'étendront aux biens des personnes placées, soit dans les établissements publics ou privés, soit dans les colonies familiales.

Pour les aliénés étrangers au département où est situé l'asile dans lequel ils sont internés, c'est le président du tribunal de leur domicile qui désignera l'administrateur parmi ceux qui sont en fonctions. On ne voit pas l'avantage de cette complication et on est étonné que personne, à la Chambre, n'ait soulevé d'objection au moment de l'adoption de ce paragraphe. Il aurait été pourtant bien simple de confier ce rôle à l'administrateur provisoire de la circonscription auquel appartient le domicile de l'aliéné.

L'administrateur provisoire légal n'exercera ses fonctions qu'à l'égard des aliénés qui n'auront été pourvus ni d'un administrateur judiciaire, ni d'un administrateur datif. Il n'aura pas non plus à s'immiscer dans l'administration des biens d'une aliénée mariée non séparée de corps de son mari, car aux termes de l'article 48 de la nouvelle loi « le mari non séparé de corps est de droit l'administrateur provisoire des biens de sa femme ». De même « la femme non séparée de corps dont le mari est placé dans un établissement d'aliénés ou dans une colonie fami-

liale, peut être autorisée, par ordonnance du président à faire les actes d'administration qu'il déterminera. Si l'aliéné est commerçant ou s'il est engagé dans une exploitation industrielle ou agricole, le président du tribunal peut, sur la demande du conjoint ou de l'associé et contradictoirement avec l'administrateur provisoire, conserver, soit au conjoint, soit à l'associé, la direction des affaires particulières ou sociales. Dans ce cas le conjoint ou l'associé doivent communiquer à l'administrateur, au moins une fois par an, un état sur la situation financière de l'entreprise. Ce sont là des dispositions qui ne figuraient pas dans la loi de 1838. Leur absence créait parfois des solutions très bizarres. Aussi leur introduction dans la nouvelle loi est-elle une amélioration très sensible de l'état de choses actuel qui n'avait rien prévu en pareille occurrence.

Il n'est pas rare que des parents prétextent des voyages pour conduire des aliénés à l'étranger et les placer dans un asile. De graves abus peuvent alors se produire.

Ainsi on a vu des malades consentir à des tiers avant leur départ une procuration générale, qui leur permettait de gérer sans contrôle leur patrimoine. Pour éviter ces abus, l'article 17 de la nouvelle loi décide que l'administrateur légal du lieu du dernier domicile d'un aliéné placé à l'étranger sera chargé de l'administration des biens de celui-ci, con-

curremment avec le curateur et la commission de surveillance dont celui-ci fait partie.

En ce qui concerne les pouvoirs donnés à l'administrateur, nous avons vu qu'ils étaient considérablement augmentés par le projet de loi. Il suffira pour s'en rendre compte de transcrire l'article 50 de ce projet.

« L'administrateur provisoire peut faire tous actes conservatoires et intenter toute action mobilière ou possessoire, défendre à toute action mobilière ou immobilière dès l'admission de l'aliéné dans un établissement public ou privé, et sans attendre la décision de l'autorité judiciaire sur sa maintenue ou sa sortie.

« Néanmoins, le président du tribunal, statuant en référé, peut, sur la demande de la personne internée ou de toute autre personne en son nom, ordonner que l'administrateur provisoire s'abstiendra de tout acte d'immixtion pendant le délai qu'il fixera.

« L'administrateur provisoire procède au recouvrement des sommes dues à l'aliéné et à l'acquittement des dettes; il passe les baux dont la durée n'excède pas trois ans. Les baux de plus de trois ans, sans qu'ils puissent excéder neuf ans, conformément à l'article 1429 du Code civil, doivent être autorisés spécialement par la commission de surveillance.

« Avec la même autorisation, précédée de l'avis du médecin traitant sur l'état de l'aliéné, l'administrateur provisoire peut vendre les biens mobiliers de l'aliéné, lorsque leur valeur,

d'après l'appréciation de la commission de surveillance, n'excède pas 1.500 francs en capital. Si la valeur dépasse cette somme ou s'il s'agit d'immeubles, il faut, en outre, l'homologation du tribunal statuant en chambre du conseil, le ministère public entendu. Dans ce dernier cas, la vente des immeubles se fera aux enchères publiques, soit devant le tribunal, soit devant un notaire commis.

« L'administrateur provisoire reçoit toutes les sommes appartenant à l'aliéné, soit qu'on les retrouve sur la personne de celui-ci ou à son domicile, soit qu'elles proviennent des recouvrements et ventes ou de toute autre cause. Il en donne quittance aux tiers.

« Si l'aliéné est placé dans un établissement public, l'administrateur provisoire doit, dans le plus bref délai et au fur et à mesure des rentrées, verser toutes sommes appartenant à l'aliéné à la caisse de l'établissement, et le cautionnement du receveur est affecté à la garantie desdits deniers par préférence aux créanciers de toute nature.

« Lorsque les sommes dont il s'agit excèdent les besoins courants de l'aliéné, il en est fait emploi par l'administrateur provisoire. Cet emploi est réglé, le curateur entendu, par la commission de surveillance quand le capital ne dépasse pas 1.500 francs ; avec l'homologation du tribunal statuant en chambre du conseil, quand le chiffre est supérieur.

« Si l'aliéné est placé dans un établissement privé, l'administrateur provisoire est autorisé à conserver entre ses mains, sous le contrôle du curateur, les sommes nécessaires aux besoins de l'aliéné lorsqu'elles n'excèdent pas 1.500 francs. Au-dessus

de ce chiffre, le mode de conservation doit être approuvé par le président du tribunal. L'emploi des sommes qui ne sont pas nécessaires aux besoins de l'aliéné est réglé, suivant qu'elles excèdent ou non 1.500 francs, comme il est dit au paragraphe précédent.

« Les titres provenant de ces emplois et tous autres titres appartenant à l'aliéné, s'ils sont au porteur, doivent-êtré déposés à la Caisse des dépôts et consignations. »

Ainsi désormais l'administrateur légal pourra faire comme le tuteur, tantôt avec l'autorisation de la commission de surveillance seule, tantôt avec cette autorisation homologuée par le tribunal, certains actes, qui, sous l'empire de la loi de 1838 nécessitent l'interdiction de l'aliéné. Il en sera ainsi pour les baux de plus de trois ans, les aliénations de meubles et d'immeubles, les acquisitions, les emplois, les demandes en justice. Il pourra donc intervenir utilement dans la plupart des cas.

Toutefois, avant que cet administrateur puisse entrer sérieusement en fonctions, il s'écoulera forcément toujours une période plus ou moins longue, durant laquelle les intérêts de l'aliéné pourront être en danger. Ainsi, d'après l'article 50, « l'administrateur provisoire reçoit toutes les sommes appartenant à l'aliéné, soit qu'on les trouve sur la personne de celui-ci, soit à son domicile ». Or l'administrateur ne sera avisé du placement qu'un certain temps

seulement après l'entrée du malade à l'asile. On ne voit pas bien comment, dans ce cas, il pourra entrer en possession des sommes qui se trouvent au domicile du malade. Il n'aura pas d'autre moyen que de s'en rapporter à des tiers. Il est bien évident qu'avec un pareil système il pourra se produire des détournements dans cet intervalle. Nous verrons plus loin, dans notre étude de droit comparé, que la loi belge est plus prévoyante sur ce point, en mettant immédiatement en mouvement deux personnes, le bourgmestre et le juge de paix. Cette disposition aurait bien dû être introduite dans la loi française.

Le maire pourrait faire dresser, dès le départ du malade, un inventaire de tout ce que l'aliéné laisse derrière lui. Il en enverrait une copie au curateur et à l'administrateur provisoire. On n'aurait plus ainsi à craindre des détournements de la part d'étrangers ou de collatéraux.

Les fonctions d'administrateur provisoire, constituées par la loi de 1838, étaient purement gratuites. Ces fonctions conserveront ce caractère quand elles seront exercées par un délégué de la commission de surveillance instituée par l'article 5 de la nouvelle loi. Mais, aux termes de l'article 44 de cette même loi, ces fonctions seront rétribuées quand la commission aura négligé de désigner un de ses membres, et que le ministre de l'Intérieur aura nommé une ou plusieurs personnes pour remplir le rôle d'administra-

teur légal. Cette disposition a été l'occasion d'une discussion assez vive à la Chambre des députés, M. Bonnevey ayant fait remarquer que les petites fortunes passeraient tout entières à rémunérer celui qu'il appelle le « syndic des faillites mentales ». Pourquoi, en effet, payer l'administrateur provisoire quand le curateur, dont la mission est autrement absorbante, ne l'est pas encore ?

Au point de vue du contrôle de sa gestion, que la loi de 1838 avait négligé d'organiser, l'administrateur provisoire est placé, comme le mari, le tuteur, l'administrateur judiciaire ou datif, sous la surveillance d'un curateur auquel il doit remettre une première fois dans le mois de son entrée en fonctions et ultérieurement une fois tous les ans, pour être communiqué au procureur de la République, un état de la situation de fortune de l'aliéné (article 49).

2° De l'administrateur provisoire datif

L'administrateur datif est une création de la commission du Sénat, reproduite par la loi nouvelle. La commission du Sénat était partie de cette idée que l'immixtion d'un étranger dans les affaires de famille est parfois très pénible. Aussi a-t-elle voulu l'éviter par l'institution d'un administrateur datif désigné par le conseil de famille, parmi les parents de l'aliéné. Aux termes de l'article 47, pour que cette désigna-

tion soit possible, il faut que le malade ait des parents proches compris dans l'énumération de l'article 9, paragraphe 1^{er}, savoir : un conjoint, des ascendants ou des descendants, un frère, une sœur, un oncle, ou une tante. Ce conseil de famille est réuni à la demande de tout parent ou même d'office : la nomination de l'administrateur provisoire doit être homologuée par le tribunal statuant en chambre du conseil, le ministère public entendu.

Les pouvoirs des administrateurs datifs, aux termes de l'article 51, « seront les mêmes que ceux du tuteur de l'interdit. Ils sont régis par les mêmes règles et soumis aux mêmes conditions, à l'exception de l'hypothèque légale. Dans aucun cas ces pouvoirs ne peuvent être moindres que ceux de l'administrateur provisoire légal », que nous avons indiqués précédemment. Cependant « le conseil de famille peut, soit dans la délibération contenant nomination de l'administrateur datif, soit à toute époque postérieure, demander la constitution sur ses biens d'une hypothèque générale ou spéciale. La délibération est transmise par le juge de paix au procureur de la République qui la soumet à l'homologation du tribunal statuant en chambre du Conseil. Le procureur de la République doit, dans le délai de quinzaine, et après acceptation de ses fonctions par l'administrateur datif, faire inscrire l'hypothèque. Elle ne date que du jour de son inscription. »

Les dispositions du Code civil (art. 427 à 475) sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, les exclusions ou destitutions des tuteurs sont applicables à l'administrateur datif.

Cet administrateur datif doit, à son entrée en fonctions, recevoir, aux termes de l'article 47, le compte d'administration de l'administrateur provisoire légal, si celui-ci a exercé ses fonctions, et un mois après, il doit, aux termes de l'article 49, remettre au curateur, qui le communiquera au procureur de la République, un état de situation de fortune de l'aliéné.

3° *De l'administrateur provisoire judiciaire.*

L'article 47 de la nouvelle loi dit que « les parents, le conjoint, l'associé de l'aliéné, l'administrateur provisoire, le curateur à la personne et le procureur de la République pourront toujours provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire ». Le mot « parents » est un peu vague. Faut-il l'entendre dans un sens large, ou au contraire dans le sens restrictif que lui donne l'énumération de l'article 9, § 1 de la même loi ? Je crois plus utile aux intérêts de l'aliéné de restreindre le droit d'intervention aux parents désignés à l'article 9. Dans ce cas la nomination de l'administrateur judiciaire serait faite par le tribunal civil du domicile de l'aliéné, en Chambre du Conseil. De plus, lorsque cette nomina-

tion est demandée par les parents, le conjoint ou l'associé, elle doit être précédée de l'avis du conseil de famille. Lorsque ces formalités ont été remplies, je ne crois pas que le tribunal ait la faculté de nommer ou de ne pas nommer cet administrateur : ce serait faire échec à la loi. Mais je pense, en revanche, que son choix, en ce qui concerne la personne de cet administrateur, est tout à fait libre, et qu'il ne doit avoir qu'une préoccupation : sauvegarder autant que possible les intérêts de l'aliéné.

L'administrateur judiciaire réunira, à son entrée en fonctions, comme l'administrateur datif, les comptes de l'administrateur légal, dans le cas où celui-ci aurait exercé ses fonctions (art. 47).

« Cet administrateur n'est pas assujetti à l'hypothèque légale » dit l'article 51. « Toutefois sur la demande des parties intéressées, du curateur ou du procureur de la République, le jugement qui nomme l'administrateur judiciaire peut en même temps constituer sur ses biens une hypothèque générale ou spéciale jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par le jugement », comme pour l'administrateur datif. L'inscription de cette hypothèque devra être prise par les soins du procureur de la République dans la quinzaine du jugement.

Les pouvoirs de l'administrateur judiciaire, quant aux biens, sont les mêmes que ceux du tuteur de l'interdit (art. 51, § 1^{er}). Cependant par dérogation à

l'article 461 du Code civil, aux termes duquel le tuteur ne peut accepter ni répudier une succession sans une autorisation préalable du conseil de famille, et que sous cette condition il ne peut accepter que sous bénéfice d'inventaire, le même article 51, § 4 de la nouvelle loi, décide que les successions ouvertes au profit d'un aliéné séquestré pourront être acceptées sous bénéfice d'inventaire avec l'autorisation de la seule commission de surveillance. Pour la répudiation de ces successions, au contraire, l'autorisation du conseil de surveillance ne suffirait pas. Il faut en outre une autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal.

Le même article décide dans son paragraphe 3, que l'article 511 du Code civil, concernant les formalités à accomplir pour doter un enfant de l'aliéné, s'appliquera aux aliénés placés dans un établissement public ou privé.

Nous n'avons énuméré jusqu'ici, en parlant de chaque espèce d'administrateur, datif et judiciaire, que des particularités qui les différencient entre eux. Il nous reste à étudier plus en détail les pouvoirs que leur confère d'une façon générale la nouvelle loi dans son article 50, en les assimilant au tuteur de l'interdit. Nous parlerons ensuite du rôle du curateur, dont les fonctions, insignifiantes en fait sous l'empire de la loi de 1838, sont devenues si importantes au contraire avec la loi nouvelle, qu'elles sont

une des innovations sur lesquelles compte le plus le législateur pour assurer une protection vraiment efficace de ces biens.

II. — *Pouvoirs des administrateurs datifs et judiciaires*

« Les pouvoirs de l'administrateur judiciaire ou de l'administrateur datif, quant au biens, dit l'article 51, § 1^{er}, sont les mêmes que ceux du tuteur de l'interdit. » Or, d'après l'article 509 du Code civil, l'interdit est assimilé au mineur quant à sa personne et ses biens ; par suite les lois sur la tutelle des mineurs devront s'appliquer aux aliénés séquestrés non encore interdits. Nous n'avons donc qu'à énumérer les pouvoirs du tuteur des mineurs pour énumérer en même temps ceux de l'administrateur provisoire.

Le tuteur, dit l'article 450 du Code civil, représente le mineur dans les actes civils, entre autres ceux qui constituent l'administration de ses biens. Il parle, il agit, il vend, il achète, il emprunte pour lui et en son nom. Ce n'est pas lui qui est obligé, c'est son pupille.

Les actes d'un tuteur agissant au nom de son pupille peuvent être divisés en actes qui lui sont

permis et en actes *interdits*. Nous parlerons plus loin des seconds, qui sont l'exception.

Quant aux actes permis au tuteur, on a coutume de les ranger en trois catégories, savoir : 1° Les actes qu'il peut faire seul ; 2° Les actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est nécessaire et suffisante ; 3° Les actes qu'il ne peut faire qu'avec l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal.

Nous passerons très rapidement sur cette partie de notre travail, l'énumération de ces actes figurant en détail dans tous les ouvrages de droit civil.

A. — *Actes que l'administrateur peut faire seul.*

La loi n'a formulé nulle part de principe général. Elle s'est contentée d'énumérer les actes pour lesquels le tuteur doit se munir d'autorisations préalables. Il peut donc faire seul valablement tous les autres. Ainsi on a pu dégager cette règle que le tuteur peut faire seul tous les actes conservatoires et de simple administration. Ainsi il peut ordonner les réparations conservatrices des biens, vendre les meubles que le conseil de famille ne l'a pas autorisé à conserver (art. 1167 et 1133 du C. civ.), passer bail des immeubles pour une durée

n'excédant pas neuf ans, percevoir les revenus, recevoir le paiement et donner quittance des sommes dues à l'aliéné, payer celles dont il est débiteur, placer les économies ; faire l'emploi des capitaux échus à l'aliéné par succession ou au moyen de remboursements effectués par ses débiteurs (cas controversé), exercer les actions mobilières, défendre aux actions immobilières, acquiescer à une action mobilière. Les ventes de meubles corporels ne peuvent être amiables, mais elles doivent être faites aux enchères par un officier public avec affichage et publication préalables. (Art. 452, du C. civ. ; art. 617, 620, 621 du C. de proc. civ.) Quant aux ventes de meubles incorporels, créances, valeurs de bourse, fonds de commerce, offices, etc., le tuteur ne peut jamais en prendre l'initiative sans une autorisation préalable du conseil de famille. (Art. 1^{er} de la loi du 27 février 1880.)

B. — *Actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est nécessaire, mais suffisante.*

Le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille :

1^o Pour accepter une donation entre vifs avec ou sans charges (Art. 463 et 935 du C. civ) ;

2^o Pour accepter un legs particulier avec charges. Il y a cependant une controverse dans le cas où le

legs est pure et simple. Beaucoup d'auteurs prétendent alors que le tuteur peut l'accepter seul ;

3° Pour aliéner des valeurs mobilières, quand ces valeurs ne dépassent pas la somme de 1.500 francs (Loi du 27 février 1880) ;

4° Pour opérer la conversion de titres nominatifs en titres au porteur (Art. 10 de la loi de 1880) ;

5° Pour placer des capitaux provenant d'aliénations ou d'emprunts autorisés par le conseil de famille (Art. 457 du C. civ.) ;

6° Pour accepter une succession échue à l'aliéné (Art. 461 du C. civ.) ;

On comprend fort bien cette nécessité de consulter le conseil de famille même pour accepter une succession. L'héritier acceptant est en effet tenu de rapporter à la masse de succession les biens que le défunt lui a donnés ou légués. Si ces biens représentent une part plus forte que celle à laquelle peut prétendre le successible d'après ses droits héréditaires, il a intérêt à répudier la succession pour s'en tenir à la donation ou au legs. Le tuteur qui accepterait seul, sans examiner les avantages et les inconvénients de chaque solution, pourrait donc porter un grave préjudice aux intérêts de l'aliéné. On comprend que pour une question de cette importance, la loi ait exigé une délibération du conseil de famille.

Même avec l'autorisation du conseil de famille, le tuteur ne peut accepter la succession que sous béné-

fice d'inventaire (art. 461 du C. civ.). On peut en effet toujours se tromper sur les charges d'une succession et voir se révéler des dettes inconnues après qu'on l'a acceptée. En acceptant sous bénéfice d'inventaire, le tuteur limite l'obligation de l'aliéné au montant de l'actif recueilli. Celui-ci ne sera plus astreint de payer les créanciers de la succession *ultra vires successionis*.

L'article 51, § 4 de la loi nouvelle, permet à l'administrateur provisoire de se contenter de l'autorisation de la commission de surveillance au lieu de celle du conseil de famille, pour accepter une succession sous bénéfice d'inventaire.

7° Pour intenter une demande en partage mobilier ou immobilier (art. 465 et 817). Rappelons que le partage ne pourra avoir lieu qu'en justice (art. 36 de la loi de 1838); par cela seul qu'un aliéné y est intéressé, le partage ne peut être fait à l'amiable (Art. 466 du C. civ.; art. 975 et suiv. du C. de proc. civ.);

8 Pour former en justice une demande relative aux droits immobiliers de l'aliéné ou pour acquiescer à une demande relative aux mêmes droits (Art. 464 du C. civ.);

9° Pour acquiescer à une action immobilière (Art. 464 du C. civ.);

10° Pour vendre des rentes sur l'Etat au-dessus de 50 francs de revenu (loi du 24 mars 1806) ou des

actions de la Banque de France. (Décret du 25 sept. 1813.)

C. — *Actes pour lesquels la loi exige l'autorisation
du conseil de famille et l'homologation
du tribunal*

Les actes compris dans cette catégorie sont des actes graves, qu'on n'est en général obligé de faire que pour des motifs impérieux. Ils peuvent avoir de sérieux effets sur la fortune de l'aliéné. Aussi ne saurait-on les entourer d'assez de garanties. L'autorisation du conseil de famille suivie de l'homologation du tribunal sera donc exigée :

1° Pour aliéner des valeurs mobilières au-dessus de 1.500 francs (Loi de 1880) ;

2° Pour convertir, au-dessus du même taux, des titres nominatifs en titres au porteur (Art. 10 de la loi de 1880) ;

3° Pour aliéner des immeubles par voie de vente ou d'échange (Art. 457 du C. civ.) ;

Cependant il faut remarquer que si l'aliénation est forcée, comme au cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ou de licitation d'un immeuble indivis, quand la licitation est demandée par l'un des co-propriétaires du mineur, ces formalités ne sont plus exigées : l'administrateur, ne pouvant empêcher

la vente, a le droit d'y procéder seul. (Art. 460 du C. civ.) Dans le cas de licitation la vente doit avoir lieu aux enchères (art. 459 du C. civ.) et les étrangers ont le droit d'y prendre part (Art. 460 du C. civ.);

4° Pour constituer des droits réels sur un immeuble : hypothèques, servitudes (Art. 457 du C. civ.);

5° Pour emprunter (Art. 457 et 458 du C. civ.);

6° Pour transiger. L'article 467 du Code civil exige de plus une troisième formalité supplémentaire. La transaction doit être précédée d'un avis favorable donné par trois jurisconsultes désignés par le procureur de la République ;

7° Pour répudier une succession.

C'est là une innovation de l'article 51 de la nouvelle loi qui s'exprime ainsi dans son paragraphe 4 : « Les successions ouvertes au profit d'un aliéné ne peuvent être répudiées qu'avec l'autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal civil.

« L'autorisation de la commission de surveillance ne peut, en ce cas suppléer, l'autorisation du conseil de famille. »

8° Pour doter un enfant.

L'article 51 § 3 dit en effet que « l'article 511 du Code civil est applicable aux aliénés placés dans un établissement public ou privé ».

D. — *Actes pour lesquels la loi exige l'autorisation du conseil de famille ou celle du tribunal.*

Cette catégorie d'actes est une création de l'article 52 de la nouvelle loi. Voici comment s'exprime le paragraphe 5 de cette loi : « Le tuteur de l'aliéné interdit et, en cas de non interdiction, l'administrateur provisoire légal, judiciaire ou datif, peuvent, en vertu du mandat exprès qu'ils en auront reçu du conseil de famille ou, à son défaut, du tribunal, intenter une action en divorce, en séparation de corps ou de biens.

« Si le conjoint est administrateur l'action pourra être intentée en vertu d'une délibération conforme du conseil de famille provoquée par le tribunal qui désignera un administrateur *ad hoc* chargé d'intenter et de suivre le procès. »

La loi du 18 avril 1886 (art. 307) avait déjà permis au tuteur d'intenter l'action en séparation de corps avec l'autorisation du conseil de famille. Mais on avait toujours été d'accord pour dire que l'action en divorce supposait la volonté personnelle de l'époux, à l'égal du mariage lui-même. L'article 52 change cette manière de voir. Peut-être ici la nouvelle loi est-elle allée un peu loin. On obligera ainsi le conjoint non aliéné, à subir une action en divorce, alors que le conjoint aliéné, lui-même, au

nom de qui elle sera intentée, ne le désirera pas lui-même. Aussi l'adoption de cet article souleva-t-elle de très vives protestations (1). Le président de la Commission soutint son projet en disant que, l'administrateur pouvant intenter l'action en séparation de corps, qui mécaniquement d'après une loi récente, sera convertie en divorce au bout de trois ans, il n'y a aucune raison pour ne pas lui permettre d'intenter directement cette action en divorce. Cette action lui semblait nécessaire aussi, afin que les preuves qui peuvent être recueillies à un moment donné contre un époux coupable, ne puissent pas disparaître et afin que la situation d'enfants nés, peut-être d'une façon suspecte, soit vérifiée et éclaircie. Il semble malgré tout qu'on aurait pu entourer cette action de formalités supplémentaires comme le demandaient certains orateurs, pour que, dans tous les cas, elle puisse servir non des inimitiés de famille, mais les véritables intérêts de l'aliéné. Sans doute aux termes de l'article 55 « les causes intéressant les personnes, même non interdites, qui sont placées dans un établissement public ou privé d'aliénés, ou dans une colonie familiale sont communiquées au ministère public ». Le ministère public aura donc le devoir d'empêcher dans la mesure du possible que l'administrateur n'intente l'action en divorce. Mais le fera-t-il ? Il est permis d'en douter.

1. Voir *J. off.*, 22 janvier 1907.

E. — *Actes interdits à l'administrateur provisoire.*

Les actes qui sont absolument interdits au tuteur sont :

1° Les dispositions à titre gratuit (donations de meubles ou d'immeubles appartenant à l'aliéné).

Cette disposition est sous-entendue, mais non exprimée par le Code. (Voy. les art. 511, 903 et 1298.) Il est fait exception à cette prohibition pour les cadeaux d'usage.

2° L'acceptation pure et simple d'une succession échue à l'aliéné. Nous avons vu que l'article 461 exige l'acceptation bénéficiaire ;

3° Le compromis (combinaison résultant des articles 1004 du C. civil et 83-6 du C. de proc. civ.). C'est régler une affaire au moyen d'arbitres remplaçant le tribunal. Or comme le ministère public doit toujours être entendu lorsqu'il s'agit d'aliénés, cet expédient est impossible ;

4° La conversion de titres nominatifs de rentes sur l'Etat en titres au porteur ; (Ordonnance du 29 avril 1831.)

5° Le cautionnement donné au profit d'un tiers ;

6° L'achat amiable ou aux enchères de biens mobiliers ou immobiliers appartenant à l'aliéné. Rien n'empêcherait cependant l'administrateur de les pren-

dre à bail ou à loyer avec l'autorisation du conseil de famille ;

7° La cession au profit de l'administrateur d'un droit ou d'une créance contre l'aliéné.

*
* *

Ainsi, on peut voir par la rapide énumération que nous venons de donner, que l'administrateur judiciaire ou datif, en se cantonnant dans les attributions que lui donne la nouvelle loi, peut fort bien gérer le patrimoine de l'aliéné, quelle que soit son importance, sans avoir besoin de recourir à l'interdiction. En cela la nouvelle loi atteint le but que s'était seulement proposé la loi de 1838, sans organiser les moyens d'y parvenir.

Il nous reste maintenant à examiner les mesures prises par la nouvelle loi pour assurer, contre l'administrateur lui-même, la protection efficace du patrimoine de l'aliéné. Nous avons déjà vu que le jugement qui nomme l'administrateur judiciaire ou la délibération du conseil de famille homologuée par le tribunal, désignant l'administrateur datif, peuvent constituer une hypothèque générale ou spéciale sur leurs biens (art. 51). Mais ces administrateurs ne sont pas soumis à l'hypothèque légale. Par conséquent si le jugement ou le conseil de famille ont omis de constituer cette hypothèque, il faut qu'un con-

trôle sérieux, effectif et permanent, soit assuré pour que l'administration provisoire ne soit pas détournée de son but. Il arrivera en effet presque toujours que l'administrateur datif sera pris parmi les héritiers présomptifs de l'aliéné. Leurs intérêts étant opposés, il pourrait se faire que l'administrateur sacrifiât les intérêts de l'aliéné aux siens propres. L'administrateur judiciaire lui-même pourra être dans le même cas. On comprend alors que la loi nouvelle ait cru nécessaire d'instituer près de l'administrateur une seconde personne, le curateur, chargée de le surveiller, un peu comme le subrogé-tuteur vis-à-vis du tuteur.

Nous dirons quelques mots du rôle de ce curateur, comme nous l'avons déjà fait dans notre première partie, car ses attributions sont trop voisines de celles de l'administrateur pour qu'on puisse donner une idée à peu près exacte de la mission de celui-ci, sans parler de celui-là.

CHAPITRE VIII

Du Curateur

Le curateur institué par la loi de 1838 n'a joué qu'un rôle très effacé. Outre que sa nomination n'était pas obligatoire, les aliénés n'en sont presque jamais pourvus, ses attributions ne concernaient que la personne de l'aliéné séquestré. Aux termes de l'article 38 de cette loi en effet, le curateur devait simplement veiller à ce que les revenus de l'aliéné soient employés à adoucir son sort et améliorer son traitement, et à ce qu'il soit rendu au libre exercice de ses droits aussitôt que sa situation le permettrait. Mais sa surveillance ne s'étendait pas à la gestion du patrimoine de l'aliéné.

Toute autre est l'importance du curateur créé par le projet de loi. Tandis que le curateur de la loi de 1838 n'était nommé par le tribunal que sur la demande de l'aliéné, de l'un de ses parents, de l'époux ou de

l'épouse, ou sur la provocation d'office du procureur de la République, « il est pourvu, dit l'article 44 § 2, de la même façon que pour l'administrateur légal, à la nomination ou désignation des personnes chargées des fonctions d'administrateur à la personne ». Cette phrase est peut-être un peu laconique, elle montre bien que chaque aliéné devra être pourvu, soit par la commission de surveillance, soit par le ministre de l'Intérieur, quand la commission aura négligé de le faire, d'un curateur à sa personne ; mais elle néglige de nous dire quelles conditions de moralité et de capacité devra remplir ce curateur pour être agréé. Elle ne nous dit pas si ce sera un fonctionnaire rétribué ou une personne bénévole. Il est à présumer que lorsqu'il aura été nommé par la commission de surveillance, ses fonctions seront gratuites comme celles de l'administrateur provisoire de la loi de 1838, et que lorsqu'il aura été désigné par le ministre de l'Intérieur, ses services seront au contraire payés.

Je n'hésite pas à croire, pour mon compte, qu'on aurait tout avantage à choisir pour ces fonctions, comme pour celles d'administrateur, une personne offrant des garanties de savoir et de capacité suffisamment sérieuses, pour qu'on puisse lui confier sans crainte la surveillance du patrimoine des aliénés. Le rôle du curateur étant excessivement délicat et absorbant, on ne pourra exiger que d'un fonc-

tionnaire public convenablement rétribué la somme de travail nécessaire pour qu'il puisse s'acquitter scrupuleusement de sa mission. Sans cela on aura avec lui les mêmes déboires qu'avec certains administrateurs actuels, ordinairement avoués ou notaires, à qui leurs nombreuses occupations ne permettent de consacrer que très peu de temps à la gestion des biens des aliénés.

Sans doute cela ferait un fonctionnaire de plus, et c'est probablement l'objection à laquelle se sont arrêtés les auteurs de la nouvelle loi. Mais c'est là un argument sans valeur. Toutes les personnes, en effet, qui se sont occupées de près ou de loin de l'administration des biens des aliénés sont frappées de ce fait, qu'on dissimule le plus possible à l'administrateur provisoire les valeurs mobilières qui peuvent appartenir aux malades internés. Il n'est pas rare de découvrir, longtemps après l'internement, soit par les confidences du malade même, soit par l'impossibilité où sont les parents de toucher des fonds à la Caisse d'Epargne ou de faire renouveler des titres de rente, que des livrets de Caisses d'épargne, des actions ou des obligations, même de simples billets souscrits par des tiers, ont été dissimulés à l'administration et échappent par conséquent aux mesures légales destinées à en assurer la conservation. La famille de l'aliéné dissimule sa fortune afin de le faire hospitaliser aux frais du département.

L'administration ayant par le curateur, dont ce sera l'une des principales fonctions, la possibilité de contrôler la fortune de ses pensionnaires, verrait le nombre des indigents admis dans ses asiles diminuer dans de notables proportions. Je suis certain pour ma part qu'elle trouverait par ce moyen, sur les sommes ainsi récupérées, de nombreux traitements de curateurs.

La mission du curateur en effet est tracée dans l'article 45 de la manière suivante : « Le curateur doit veiller : 1° A ce que les revenus de l'aliéné soient employés à adoucir le sort et à accélérer la guérison, de l'aliéné de conformément à l'article 610 du Code civil ; 2° A ce que l'aliéné, en cas de sortie provisoire ou d'évasion, n'accomplisse aucun acte de nature à nuire à ses intérêts ; 3° A ce que l'aliéné soit rendu à l'exercice de ses droits aussitôt que sa situation le permet. »

Ainsi il devra s'enquérir du véritable état de fortune des aliénés à leur entrée à l'asile afin de rechercher, pour ceux qui sont hospitalisés au compte du département, si leur patrimoine, tant petit soit-il, n'est pas accaparé par des proches et pour les aliénés riche et aisés, si les revenus des malades sont employés à adoucir leur sort. Pour cela il devra contrôler de près la gestion du mari ou de l'administrateur datif ou judiciaire. Si le malade vient à guérir, il importe qu'il retrouve à sa sortie tout ce qui lui

appartient. Si au contraire son état de santé le fait maintenir à l'asile, il importe aussi, non moins impérieusement, que le revenu de son avoir soit consacré à alléger les charges d'une assistance dont il est le bénéficiaire.

Malheureusement la loi en préparation semble ne pas s'être préoccupée suffisamment d'organiser la procédure qui serait indispensable pour permettre au curateur de se rendre un compte exact de l'avoir de tout aliéné séquestré. C'était là cependant un point de départ essentiel.

Pour remplir son mandat « le curateur peut provoquer la réunion du conseil de famille et le saisir de toute proposition tendant à la bonne gestion des intérêts de l'aliéné. Il peut faire appel devant le tribunal civil contre le tuteur, le mari, l'administrateur provisoire légal, judiciaire ou datif, de toute mesure ordonnée ou autorisée par le conseil de famille ou la commission de surveillance qui lui paraîtrait de nature à nuire aux intérêts de l'aliéné ». (Art. 45 § 2.) De plus « la personne chargée de l'administration des biens de l'aliéné, autre que le mari, doit remettre au curateur, qui le communique au procureur de la République, un état de la situation de fortune de l'aliéné, une première fois dans le mois de son entrée en fonctions et ultérieurement une fois tous les ans ». (Art. 49.) C'est aussi à la demande du curateur qu'il pourra être constitué sur les biens de l'ad-

ministreur judiciaire dans le jugement du tribunal qui le nommera, une hypothèque générale ou spéciale (art. 51 § 6).

Enfin il interviendra encore de droit dans les procédures ayant pour but d'obtenir l'interdiction, le divorce, la séparation de biens ou de corps, dans les instances en désaveu de paternité, en maintenance du placement ou en sortie de l'établissement. (Art. 52 § 4.) Ajoutons que les pouvoirs du curateur s'étendront aux biens des personnes aliénés séquestrées à l'étranger (art. 18) et qu'il fera partie de droit de la commission de surveillance (art. 5).

On peut se rendre compte par cette énumération rapide que la fonction de curateur est vraiment la création capitale de la loi. Sa mission est d'autant plus importante qu'elle s'étend même à la protection des biens de l'aliéné interdit et que tout aliéné séquestré doit en profiter, qu'il soit interné dans un asile public ou privé.

« Ainsi donc, si l'on se place au seul point de vue de l'intérêt de l'aliéné et de la conservation de son patrimoine, dit le D^r Garnier (1), le curateur dont nous avons énuméré les pouvoirs futurs deviendra le véritable et seul défenseur de ses droits, puisque

1. D^r Garnier. Protection de la fortune des malades dans les établissements d'aliénés. *Annales médico-psychologiques*, 1902, n° 3, p. 423.

son contrôle légal sera presque universel. Pour remplir ce rôle tutélaire, il faudra une telle somme quotidienne de travail, d'attention, de capacité et de dévouement, qu'on se prend à douter qu'il puisse se rencontrer facilement quelqu'un capable de la fournir, à moins de s'y consacrer entièrement.»

Comme le curateur a pour principale fonction de contrôler l'administrateur, j'inclinerais à penser qu'il y aurait des inconvénients à ce qu'un mandataire *ad litem* soit désigné comme curateur, bien que les deux fonctions ne soient pas, en principe, incompatibles. N'est-il pas à craindre en effet que le mandataire *ad litem* ait un intérêt personnel à ce que tous les revenus de l'aliéné ne soit pas employés à adoucir son sort et qu'il ne soit pas rendu au libre exercice de ses droits dès que son état le permettra, mais seulement le plus tard possible ?

Les obligations qui incombent au curateur prendraient une réelle importance si les biens de l'aliéné étaient gérés par un administrateur judiciaire, car ici les charges imposées au curateur apparaissent plus visibles ; seulement la loi disant que le tribunal peut nommer un curateur ne fait pas, à tort, une obligation au tribunal de cette nomination, et, s'il se refusait à cette nomination, l'administrateur judiciaire ne serait pas contrôlé.

Les fonctions de curateur prennent fin pour les mêmes causes qui mettent un terme aux autres charges établies par la nouvelle loi.

CHAPITRE IX

Ce qu'est la protection des biens des aliénés dans le nouveau projet de loi. Ce qu'elle devrait être

Le projet de loi voté par la Chambre des députés, il est juste de le reconnaître, organise de meilleure façon, que la loi de 1838, la protection du patrimoine des aliénés. D'abord elle étend ses mesures de protection à tous les aliénés, qu'ils soient séquestrés dans les établissements publics ou privés ; ensuite elle permet d'éviter autant que possible l'interdiction, dont les familles ne veulent plus, en étendant les pouvoirs de l'administrateur ; enfin et surtout elle crée un curateur obligatoire, assurant ainsi un contrôle réellement effectif de la gestion de l'administrateur.

Ce sont là sans doute des améliorations excellentes et réclamées depuis longtemps par tous ceux qui ont écrit sur cette matière. Mais à côté de ces

réformes heureuses on trouve dans le nouveau projet de loi des changements inutiles et des lacunes incontestables.

Ainsi, tranchant les controverses nées au sujet de la demi-incapacité résultant du placement et créée par la loi de 1838, le projet établit pour l'avenir une présomption légale absolue d'incapacité, tout comme en matière d'interdiction. On sait que la loi de 1838 donnait de larges pouvoirs au juge pour apprécier la validité des actes passés par l'interné. Malheureusement on ne s'entendait pas très bien pour savoir de quel côté était la présomption, pour la validité ou pour la nullité de l'acte, pour la capacité ou l'incapacité de l'aliéné. Le seul fait du placement dans un asile, sans qu'il y ait lieu de prouver l'état de démence suffisait-il, comme le prétendait M. Huc (1) à fonder une présomption d'incapacité, sauf le droit pour les parties intéressées, de prouver que l'acte avait été fait dans un intervalle lucide, ou fallait-il de plus pour faire annuler l'acte que le demandeur ait prouvé la démence au moment de l'acte ? Suffisait-il encore de prouver la démence actuelle au moment de l'acte ou devait-on faire la preuve de l'état habituel de démence ? Cette dernière opinion paraît la plus vraisemblable, mais toutes les autres ont été soutenues tour à tour.

1. Huc, *Des aliénés et de leur capacité civile*. (Paris, 1869, p. 16-18.)

Eh ! bien, le nouveau projet de loi supprime ces hésitations. Créant une présomption légale absolue d'incapacité, il frappe de nullité tous les actes de l'aliéné sans distinction et sans que les intéressés aient même le droit de faire la preuve contraire, c'est-à-dire d'alléguer l'existence d'un intervalle lucide. En réalité, il constitue pour l'aliéné un état civil nouveau relativement à la capacité. « C'est une pure fiction en effet, dit M. Saleilles (1), de parler de présomption, là où l'on n'admet aucune preuve contraire. Une présomption n'est une vraie présomption qu'à condition que l'on puisse la combattre. »

Il est permis de s'étonner d'abord qu'un état nouveau, comparable à celui résultant de l'interdiction, puisse être créé sans jugement d'aucune sorte. C'est là la violation de tous les principes juridiques.

Ensuite il n'est pas conforme aux dernières données de la science de considérer comme toujours nuls les actes faits dans cet état de morbidité pathologique, que fait présumer le placement. Souvent l'acte fait par l'aliéné après son internement aura été conçu et voulu lorsque l'aliéné était encore libre et qu'il jouissait de sa pleine raison. Ne va-t-il pas faire, même fou, cet acte avec le même état

1. Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés. Rousseau, 1904, p. 42.

d'âme qu'il aurait eu s'il l'avait accompli au moment où il l'a conçu ? « L'âme se dédouble, dit M. Saleilles. En pleine incapacité juridique, et sans que la démence ait cessé, c'est la volonté juridiquement capable et libre qui va fonctionner et agir ; la volonté troublée et obsédée, délirante ou monomane, ne se montrera qu'après : elle succédera à l'autre. » Ce dédoublement de la volonté, qui est aujourd'hui un phénomène parfaitement reconnu, doit faire admettre, en face de la présomption d'incapacité la possibilité d'une preuve contraire, de la preuve d'un état transitoire et partiel de capacité.

Enfin il est permis de penser qu'il n'est peut-être pas très utile de décréter ainsi une nullité de droit, qui s'impose au juge sans la moindre liberté d'appréciation, pour déjouer autour de l'aliéné, les manœuvres frauduleuses, qui ont paru si redoutables au législateur. Est-ce que l'annulabilité ne suffit pas, quand un acte de ce genre est accompli ? Croit-on qu'un acte fait dans ces conditions trouverait grâce devant un juge, qui aurait le moindre soupçon sur sa validité ?

Par contre les quelques actes sensés faits par l'aliéné sous l'influence de ce dédoublement de volonté dont nous parlions plus haut, pourraient être maintenus, si la nullité n'était pas de règle. Or on sait quelle influence néfaste peut avoir sur l'état d'un malade l'annulation de ses actes. Sa volonté s'obs-

tine, se raidit. D'un simple malade on fait un persécuté, qui croit que tout le monde se ligue contre lui et qui tombe dans l'idée fixe. Peut-être, du reste, est-il vraiment une victime de ses proches. Peut-être ceux-ci ne l'ont-ils fait interner que pour l'empêcher d'accomplir tel acte déterminé qui leur était défavorable. Or avec ce système de nullité, pouvant être invoqué, non seulement par l'aliéné, mais par son représentant et, s'il vient à mourir par ses héritiers, ceux-ci feront tomber tous ses actes, même lorsqu'il n'aura été interné que pour crises passagères dans l'intervalle desquelles il avait sa pleine lucidité. N'est-ce pas épouvantable ?

Un autre inconvénient de ce système est de rendre impossibles les essais, prônés par tous les aliénistes modernes, de réadaptation du malade à la vie sociale. A quoi lui servira sa liberté, s'il ne peut faire aucun acte, si peu important soit-il, comme de menus achats ou des dépenses courantes ? Il est à craindre qu'un essai fait, dans de telles conditions, n'ait pour résultat que d'aggraver la folie de l'incapable en lui faisant constater pratiquement sa déchéance.

Ce système introduit par le nouveau projet de loi, s'il a l'avantage de supprimer toute controverse, est vraiment par trop simpliste et par trop étranger à la réalité des choses. Combien plus ingénieux est celui proposé par la Société d'Etudes législatives et exposé par M. Saleilles dans un rapport magistral, que nous

avons eu déjà plusieurs fois l'occasion de citer dans ce travail (1) ! Imaginé par des juristes et des médecins, il cherche à faire concorder autant que possible la capacité civile avec la capacité naturelle. Pour cela il est gradué, suivant en quelque sorte les différentes étapes qui se retrouvent dans la réalité.

Ce projet distingue deux phases auxquelles il fait correspondre deux administrations différentes : l'administration provisoire et l'administration définitive. A mesure que la folie augmente, il élargit les pouvoirs de l'administrateur et en sens inverse il aggrave l'incapacité de l'aliéné. C'est parfaitement logique.

Pendant la première phase, qu'on pourrait appeler phase préparatoire et qui correspond au premier degré de la folie, il organise seulement une administration provisoire. Il part, alors de ce principe que la présomption d'incapacité ne peut être justifiée que par un état habituel de démence et non par le placement, même confirmé par justice. Que prouve en effet le placement ? Simplement une chose, la démence, mais non l'état habituel de démence. C'est ainsi qu'on interne tous les jours des personnes atteintes de simples crises passagères. Dans ces conditions, il est absolument inadmissible que, comme dans le

1. Voir texte du projet de la Société d'Etudes législatives dans le recueil intitulé : *La réforme des lois sur les aliénés*. Rousseau, 1904. Documents, XV.

nouveau projet de loi voté par la Chambre des députés, les décisions relatives au placement aient une répercussion immédiate sur l'état juridique de l'interné.

Aussi, durant cette première phase, le projet de la Société d'Etudes législatives impose-t-il au demandeur en nullité une preuve indispensable, celle de l'état habituel de démence. Seulement une fois cette preuve faite, il en fait la base d'une véritable présomption d'incapacité. Le juge n'a plus la faculté, comme dans le système de la loi de 1838, de tenir ou non pour valable l'acte incriminé. Il devra l'annuler à moins que le défendeur n'oppose une exception à cette demande en nullité. Ainsi cette présomption d'incapacité, comme toutes les présomptions, aboutit seulement à un renversement de la preuve.

Or cette preuve de l'état habituel de démence sera très facile à faire lorsque l'internement durera depuis quelque temps déjà : elle résultera de la durée du placement lui-même. Mais si l'internement est simplement temporaire, cette preuve deviendra très difficile. Le représentant de l'aliéné aura beaucoup de peine à faire annuler les actes de celui-ci, qui, une fois guéri, restera, comme il convient, seul juge de l'utilité des actes passés par lui durant son internement.

En faisant résulter une présomption d'incapacité de l'état habituel de démence, le projet n'entend pas,

comme nous venons de le voir, créer une présomption absolue, sans possibilité de preuve contraire. Le défendeur pourra toujours au contraire faire la preuve que, malgré l'état habituel, il y avait des retours passagers à la raison, et que c'est précisément pendant un de ces moments de raison, qu'on appelait autrefois des intervalles lucides, que l'acte a été passé. S'il n'y a pas d'intervalles lucides, l'aliéné n'étant jamais, même pendant ces instants de raison, tel qu'il aurait été s'il n'avait jamais été fou, il peut du moins y avoir des actes lucides. C'est donc chaque acte en particulier qu'il faut examiner et apprécier.

Pendant la seconde phase correspondant à une folie permanente, le projet établit une administration définitive. Mais par le seul fait de cette administration définitive la preuve de l'état habituel de démence n'a plus besoin d'être faite : elle est désormais établie et entraîne avec elle la présomption d'incapacité, que nous avons étudiée. Mais ici encore il suffira au défendeur de prouver que l'acte a été fait dans un moment de lucidité pour faire tomber cette présomption d'incapacité.

Tel est, sur cette question difficile de la capacité, le système qui nous paraît le mieux construit et le plus équitable. Bien qu'il ait été combattu par M. Larnaude (1), comme devant aboutir à l'arbitraire du

1. Séance de la Société d'études législatives du 28 avril 1904, p. 55.

juge, je crois qu'il est au contraire le plus apte à sauvegarder tous les intérêts de l'aliéné. En tout cas, il est le seul qui, s'appuyant sur des bases scientifiques, n'annule pas en bloc tous les actes accomplis dans une période déterminée. Il serait à désirer qu'avant le vote définitif du nouveau projet de loi, il fût soumis par quelque député aux méditations du Parlement.

Si nous passons maintenant aux autres dispositions du projet de loi, nous pouvons nous étonner tout d'abord que, malgré l'expérience qui a déjà été faite, ce projet ait totalement négligé d'indiquer ce qu'il convient de faire dès que l'internement est accompli. Cependant, pour mettre l'administrateur, à même d'exercer fructueusement sa mission, il serait indispensable de lui fournir tout de suite une base d'opérations. Or cette base ne peut être constituée que par l'inventaire immédiat de ce que possède l'aliéné au moment de son entrée à l'asile. Rien dans le projet de loi ne vise cette obligation de l'inventaire. C'est là une grave lacune, qui laisse possibles tous les détournements. Aussi serait-il désirable qu'un amendement fasse décider qu'aucun placement ne pourra être fait, sans qu'il s'ensuive un inventaire devant être dressé dans les vingt-quatre heures, soit par le juge de paix, le maire ou le commissaire de police. Nous verrons que cette prescription existe dans certaines lois étrangères : elle est essentielle.

On ne voit pas bien pourquoi aussi l'article 44 du nouveau projet, modifiant l'article 31 de la loi de 1838, laisse désormais toute liberté aux commissions de surveillance de désigner ou non un administrateur provisoire, et, en cas d'abstention de leur part, permet au ministre de l'Intérieur de nommer un administrateur, dont les fonctions, au lieu d'être gratuites, comme celles du premier, seront rémunérées. Quelles raisons a-t-on de rompre ainsi avec les habitudes déjà anciennes créées par la loi de 1838 en matière de désignation de l'administrateur ?

Nous avons déjà dit ce que nous pensions de la création de ce nouveau fonctionnaire, qui, en somme ne nous paraît pas inutile et qui, par suite des nouveaux pouvoirs que lui donne la loi nouvelle, doit être suffisamment rétribué pour faire une besogne utile. S'il est en effet relativement facile dans les grands centres de trouver des gens désintéressés et instruits pour s'occuper des intérêts des aliénés, il n'en est pas toujours ainsi dans les petites villes. Il pourra du reste arriver un moment où, même à Paris, il sera impossible de rencontrer une personne consentant à se charger de ces fonctions délicates et absorbantes. Ce que nous trouvons étrange seulement, c'est qu'on choisisse, pour rendre facultative par la commission de surveillance la nomination de l'administrateur, précisément le moment où l'on augmente dans d'assez fortes proportions les cas néces-

sitant l'intervention de l'administrateur légal. Sans doute avec la nouvelle loi, lorsqu'il s'agira d'un aliéné riche ou seulement aisé, la famille s'empressera de faire nommer un administrateur datif ou judiciaire ; lorsqu'une femme mariée sera internée elle aura de droit son mari comme administrateur légal, de même que lorsque le mari sera interné, la femme, non séparée de corps, pourra être autorisée à faire certains actes d'administration ; l'associé commercial d'un individu séquestré pourra enfin, lui aussi, conserver la direction des affaires communes ; cependant, malgré ces exceptions, les fonctions d'administrateur se rapprochant de celles du tuteur comprendront à peu près tous les actes possibles. Elles deviendront écrasantes.

Sur ce point, il serait donc plus sage, je crois, de s'en tenir au système de la loi de 1838, avec obligation pour la commission de surveillance de procéder toujours à la désignation de l'un de ses membres comme administrateur légal.

Mais en revanche il serait peut-être sage de donner à cet administrateur des appointements en rapport avec le travail qu'il aura à fournir. Cette dernière remarque peut s'appliquer aussi à la fonction de curateur. Si une fonction doit être rémunérée en effet, c'est bien celle qui consiste à surveiller de près la gestion des biens des aliénés, le traitement de leur personne, et l'état de leur maladie. Voilà une fonction qui

serait presque absorbante pour un seul malade. Que sera-ce lorsqu'elle s'appliquera à tous les aliénés d'un département ! Il est bien évident en effet, devant l'impossibilité où l'on se trouvera, en écartant les héritiers présomptifs, de faire de cette curatelle une charge obligatoire et gratuite, qu'on ne peut songer à donner un curateur à chaque aliéné, et que le même curateur, comme l'administrateur légal actuel remplira ces fonctions vis-à-vis d'un grand nombre d'aliénés. S'il n'est pas rétribué, il ne contrôlera rien, et s'en rapportera à l'administrateur. On arrivera ainsi au même résultat qu'avec la loi de 1838. Au contraire, si le curateur est rétribué, il prendra ses fonctions à cœur et mettra comme un point d'honneur à justifier de leur utilité. L'état pourrait avancer le traitement de ces curateurs, sauf à faire recouvrer ces avances sur les biens personnels des aliénés ayant une certaine fortune et sur le département pour les aliénés indigents.

Je crois qu'il serait bon aussi d'entourer la nomination du curateur de garanties dont ne semble pas s'inquiéter le projet Dubief. Appelé à jouer un rôle considérable dans le système protecteur de la fortune du malade, il faut que ce curateur soit à la hauteur de sa tâche. Laissera-t-on la commission de surveillance seule juge de sa capacité, comme lorsqu'il s'agit de l'administrateur, ou lui imposera-t-on certaines conditions que devra remplir le candidat à

cette fonction de curateur? Je penche pour la seconde solution et crois qu'une place de ce genre devrait-
être donnée au concours, de façon à former des fonctionnaires de carrière, préparés pour une pareille besogne. Il serait bon que le projet fasse pressentir, sur cette matière, un règlement d'administration publique fixant les conditions d'admission.

Quant aux pouvoirs considérables donnés par le nouveau projet tant à l'administrateur légal qu'aux administrateurs judiciaires et datifs, ils semblent suffisamment détaillés dans les différents articles votés pour qu'il ne puisse pas naître de graves controverses sur leur application. Seulement nous ferons à propos de leur étendue la même remarque que celle que nous faisons plus haut, à propos de la présomption d'incapacité résultant dans le projet de loi du seul fait du placement : c'est que ce système est trop simple, on serait presque tenté de dire trop simpliste. Du jour au lendemain en effet l'aliéné sera dessaisi de tous ses droits au profit de l'administrateur, qui pourra tout de suite, moyennant seulement certaines conditions, faire les actes les plus graves. Pourquoi ne pas attendre que la maladie se dessine et prenne une tournure définitive avant d'investir l'administrateur de droits qui pourront lui être enlevés au bout de quelques jours, par un retour de l'aliéné à la santé?

Nous avons aussi fait comprendre ce qu'avait de

plus logique et de plus scientifique le système gradué élaboré par la société d'études législatives, qui consiste à distinguer deux administrations successives. Pendant la première, qui est l'administration provisoire, les pouvoirs de l'administrateur sont très restreints et clairement définis dans ce projet ; pendant la seconde, au contraire, qui ne devra s'établir que lorsque la folie aura pris un caractère de permanence suffisant pour faire supposer que l'aliéné restera longtemps à l'asile, les pouvoirs de l'administrateur deviennent ceux du tuteur dans l'interdiction et embrassent la plupart des actes possibles.

Ainsi le projet de la société d'Etudes législatives adopte à peu près le système de la loi de 1838 pour la phase préparatoire. Il ne permet à l'administrateur provisoire que de faire les actes courants et urgents qui n'engagent pas trop l'avenir. Le projet complète ensuite ce système pour la phase définitive, lorsque l'on n'a plus guère d'espoir de voir l'aliéné revenir à la santé et qu'il faut se décider à prendre des mesures sérieuses pour la protection de son patrimoine.

Ce projet, mûrement étudié et discuté en séance publique, a un autre avantage. Il nous montre, par les quelques exemples de réformes que j'ai indiqués, l'esprit qui doit animer ceux qui ont la prétention de reviser la loi de 1838. En prenant pour base les dispositions heureuses de cette loi, en les amendant

et en les renforçant, il croit faire œuvre aussi utile que ceux qui veulent anéantir complètement l'édifice si laborieusement élevé en 1838. Ne faisons donc pas œuvre de démolisseurs, mais complétons, au contraire, ce qui a été fait : « L'édifice de la loi de 1838 a des soubassements solides, dit M. Saleilles (1). Bien loin de le renverser de fond en comble, il suffit de lui donner son complément nécessaire. Tout ce qui devait être fait en 1838 pour organiser un système complet et rationnel, on l'a entrevu. Mais on a dû s'arrêter à mi-chemin. Les esprits n'étaient pas mûrs pour une réforme intégrale. Depuis longtemps la preuve de ces inconvénients est faite, les esprits se sont ouverts, l'individualisme à outrance des législateurs de 1838 s'est quelque peu atténué et modifié. Les mœurs sont prêtes pour accepter, bien plus pour réclamer le perfectionnement nécessaire qu'appellent les demi-mesures de 1838. Ce qui a été fait à moitié, il suffit de l'achever et de le faire en entier. Mais pour cela, ne renversons rien, perfectionnons seulement ce qui est. Ne créons pas un système de toutes pièces, mais faisons évoluer, dans le sens de leur fonctionnement normal, les rouages qui existent déjà. »

1. Saleilles, Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés. Rousseau, 1904. Documents, LVII.

Troisième partie

Droit comparé

Nous ne nous étendrons pas très longuement sur cette partie de notre travail. Une revue complète des législations étrangères dépasserait de beaucoup le cadre de notre étude qui, pour n'être pas trop éparpillée, doit se contenter de faire de simples rapprochements et se restreindre à des notions de pure surface. Beaucoup de ces législations du reste ont pris comme modèle la loi de 1838, que nous sommes précisément en train de réformer. Ce sont les plus anciennes. D'autres, plus récentes, y ont apporté des modifications heureuses, que le projet de la loi en discussion s'est efforcé de s'approprier dans la mesure du possible. Le droit allemand, entr'autres, représente actuellement sur la plupart des points, ce qu'on pourrait appeler « le dernier cri de la science

juridique », en cette matière. Aussi nous efforcerons-nous de lui consacrer une attention toute spéciale, de préférence à certains autres, qui, bien que remarquables à plus d'un point de vue, sont, comme le droit anglais, trop différents du nôtre, ou au contraire, comme le droit belge ou le droit italien, trop semblables au droit français, pour qu'on puisse retirer un profit bien sérieux de leur étude.

Allemagne (1).

Le droit allemand, représenté aujourd'hui par le Code civil, considère, comme jadis le Code civil français, l'interdiction comme la seule mesure normale et vraiment efficace pour la protection civile des aliénés. Mais il a cherché à en simplifier les formes autant que possible, afin de la rendre plus accessible et moins redoutable aux aliénés et à leurs familles. Ainsi l'interdiction reste en Allemagne une mesure courante qui ne peut risquer de subir la même désuétude que celle dont elle se trouve frappée en France.

A côté de l'interdiction, dans le cas où un aliéné sera placé dans un établissement sans que cette interdiction ait été poursuivie, parce que l'on croit être en

1. Pour cette partie de notre travail nous n'avons fait que résumer l'étude approfondie que fait du système allemand M. Saleilles (Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés : documents) à laquelle nous renvoyons pour les détails.

présence d'une crise simplement passagère, le droit allemand permet d'organiser une administration provisoire des biens au moyen d'une curatelle spéciale instituée par le paragraphe 1910 (1). Je dis « permet », car en effet la loi n'impose nulle part d'administration obligatoire. Le fait seul du placement administratif ou judiciaire dans un établissement d'aliénés, ne suffit pas en effet en Allemagne à porter atteinte à la capacité civile de l'individu séquestré et à opérer le dessaisissement de l'administration de ses biens.

La curatelle elle-même, qui a pour effet de confier la gestion du patrimoine de l'aliéné à un administrateur aux biens, n'influe pas davantage sur la capacité de celui qui en est l'objet. Il n'y a par conséquent rien de semblable au système de la loi française de 1838, tel que nous l'avons étudié et qui est autrement prévoyant puisque, du moins quand il s'agit de placement dans un établissement public, il organise immédiatement l'administration légale. Sans doute lorsque la curatelle allemande sera organisée, l'administration des biens sera par le fait même assurée et comportera toutes les garanties de la tutelle. Mais encore faudra-t-il la demander, puisqu'elle est volontaire. Et en attendant qu'elle soit organisée, toutes les manœuvres sont possibles. Sur ce point il faut reconnaître que le droit allemand est tout à

1. 1910 B. G. B.

fait inférieur au droit français, qui n'offre le même danger que pour les individus placés dans un établissement privé (1).

Nous passerons très rapidement sur l'interdiction qui sort des limites de notre sujet, bien qu'elle offre certaines particularités remarquables quant à ses causes, sa procédure et ses effets (2).

Qu'il nous suffise de dire qu'elle est admise pour trois causes : la maladie mentale, la faiblesse d'esprit et l'alcoolisme, sous la condition que l'aliéné ne soit plus à même de gérer ses affaires (§§ 6, 104 et 114 du Code civil) (3) ; que la procédure s'ouvre sur requête d'une des personnes mentionnées au paragraphe 646 du Code de procédure ou du ministère public ; que le tribunal compétent est celui du domicile de l'aliéné, mais que le renvoi peut être ordonné, au cours même du procès, devant un autre tribunal, celui de la simple résidence, lorsque l'intérêt de l'individu en cause l'exige (§ 650) ; que celui dont l'interdiction est poursuivie doit être entendu personnellement à l'a-

1. Cf. Eduard August Schröder. Das Recht im Irrenwesen, 2^e édit., p. 42, 57, 58.

2. Cf. Endemann, « *Einführung in das studium des bürgerlichen* » (publié dans les éditions subséquentes sous le titre de *Lehrbuch des bürgerlichen Rechts* », t. I, §§ 31 à 34).

3. Von Liszt, Entwurf eines Gesetzes betreffend die Verwahrung gemeingefährlicher Geisteskranker und vermindert Zurechnungsfähiger, dans le *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, t. XI, p. 637 et suiv.

sile où à domicile, en présence des médecins experts, devant un juge commis à cet effet, et, exceptionnellement seulement, devant le tribunal (C. Proc. civ., § 654) ; que la publicité n'est organisée qu'en matière d'interdiction pour alcoolisme (C. Proc. civ., § 687) ; et enfin que les effets de l'interdiction diffèrent quant à la capacité de l'interdit, suivant que cette mesure est survenue pour l'une ou l'autre cause : l'incapacité est absolue si l'interdiction a été prononcée pour la maladie mentale et elle n'est que relative, c'est-à-dire que la nullité ne pourra être demandée que par l'aliéné ou son représentant légal et non par les tiers si elle l'a été pour faiblesse d'esprit ou alcoolisme.

En ce qui concerne les actes faits antérieurement à l'interdiction, ils peuvent être annulés devant la preuve d'un état permanent de démence, sans qu'il soit nécessaire que l'interdiction soit prononcée ou provoquée (§ 104. 2° B. G. B.) Du reste le paragraphe 1737 admet la possibilité d'une tutelle provisoire des majeurs après l'ouverture d'une procédure d'interdiction, quelle que soit la cause de l'interdiction (1). Le droit de prononcer cette tutelle et de la consolider appartient au Tribunal des tutelles (2). Elle a pour effet

1. Cf. H. Schanz, *die Vorläufige Vormundschaft*. Munich, p. 23-24.

2. *Protokolle der Kommission für die zweite Lesung des Entwurfes*, p. 850.

de frapper l'aliéné d'une incapacité restreinte.

*
* *

Dans le cas où l'aliéné est placé dans un asile sans que son interdiction ait été poursuivie, rien n'est changé, en ce qui concerne sa capacité civile, aux conditions ordinaires du droit commun, même si une curatelle a été constituée. La curatelle, en effet, ne porte pas atteinte à la capacité. Il est vrai de dire qu'en Allemagne le droit commun offre des ressources telles qu'on peut se dispenser d'attacher au seul fait du placement aucun effet de déchéance civile.

Ce droit commun résulte des dispositions des paragraphes 104 et 105, traitant des incapacités de fait ou plus exactement des conséquences de l'absence de volonté en matière d'acte juridique.

Le paragraphe 105 est ainsi conçu :

« La déclaration de volonté d'un incapable est nulle ;

« Est nulle aussi celle qui est faite en état d'inconscience ou de trouble momentané de l'activité de l'esprit. »

Il suppose une manifestation de la volonté faite dans un état d'inconscience ou de trouble passager des fonctions cérébrales. Il vise par conséquent le fait d'absence de volonté. Le droit ne tient pas compte des manifestations de volonté exprimées dans

un temps où le mécanisme cérébral fonctionne d'une façon absolument anormale et où le sujet est dans un état absolu d'inconscience. La volonté, dans ce cas, n'est en effet qu'apparente. La conséquence de cette absence de volonté est la nullité radicale de l'acte qui en est la manifestation. Car la preuve que l'agent était dans un état d'inconscience tel qu'il y a certitude qu'il n'a pu se rendre compte de la nature, de la portée et des conséquences de l'acte fait par lui équivaut à l'absence de volonté et aboutit forcément à une nullité absolue.

Mais cette preuve est fort difficile à établir. Il serait beaucoup plus commode de prouver simplement l'état d'incapacité, c'est-à-dire de trouble mental, qui, sans donner comme l'absence de volonté, la certitude d'inconscience absolue au moment de l'acte, laisserait apparaître une anormalité cérébrale suffisante pour faire présumer le défaut de volonté.

Le droit allemand confond ce simple état de trouble cérébral, alors même qu'il n'implique pas forcément l'inconscience et l'absence de volonté, avec l'hypothèse à laquelle nous venons de faire allusion, d'absence de volonté, ayant pour sanction la nullité radicale de l'acte. L'article 1108 du droit civil français, au contraire, auquel correspond le paragraphe 105 du Code civil allemand laisse à la doctrine toute latitude pour distinguer ces deux situations. Et cette distinction est importante puisqu'elle a pour

résultat, dans un cas, d'aboutir à une nullité simplement relative au lieu de la nullité absolue qui doit être la conséquence de l'absence de volonté.

Dans les deux hypothèses que nous venons de citer, on s'appuie sur l'actualité du fait psychologique, au moins lorsque la preuve ne ressort pas de l'acte lui-même, pour décréter la nullité.

Mais le Code civil allemand, aussi bien du reste que la loi française de 1838, ne s'en est pas tenu à ces seules notions. Il admet dans le paragraphe 104-2° B. G. B, une incapacité naturelle résultant de l'état habituel de perturbation des facultés intellectuelles, c'est-à-dire d'un état pathologique se prolongeant, avec des degrés divers, pendant une période plus ou moins longue. Tirant toutes les conséquences de cette théorie il fait même de cette incapacité une incapacité absolue, analogue à celle que nous avons vu résulter de l'interdiction pour maladie mentale, se traduisant, au point de vue des sanctions, par une nullité absolue des actes passés sous l'empire de cet état, ou plutôt dans la période pendant laquelle cet état a existé. Cette nullité absolue pourra être invoquée par tout le monde, aussi bien les tiers intéressés que l'incapable lui-même. Ainsi cette nullité fondée sur la preuve d'un état habituel de démence est une arme à deux tranchants, qui, si elle sert souvent à l'aliéné, peut aussi parfois se retourner contre lui.

Le droit allemand, il est vrai, a trouvé du même coup le moyen de pallier les inconvénients de ce système, en permettant aux tiers de mettre l'incapable ou son représentant en demeure de choisir, dans un délai fixé, entre la nullité et la confirmation sans être obligé de rester indéfiniment à leur merci.

De plus l'incapacité de fait du droit allemand étant envisagée comme incapacité absolue, ne peut viser que les états de démence avérée, susceptibles de donner lieu à l'interdiction du premier degré, interdiction qui a été réduite aux maladies mentales au sens étroit du mot. C'est ce qui résulte de la définition du paragraphe 104-2°, s'appliquant à l'individu qui raisonne, qui voit même les choses telles qu'elles sont, mais qui n'a plus de pouvoir sur sa volonté. Ce paragraphe 104-2° s'occupe donc de l'état pathologique de trouble cérébral excluant la libre disposition de la volonté. Et ainsi cet état pathologique, qui, sur le terrain du droit commun et en dehors de l'interdiction, eût constitué une incapacité absolue, ne fondera plus, une fois l'interdiction prononcée qu'une incapacité relative !

De plus, dans ce système, l'incapacité de fait devant se restreindre aux états de démence justifiant l'interdiction du premier degré, laisse de côté et en dehors de son application tous les états de simple faiblesse d'esprit qui ne peuvent aboutir qu'à l'interdiction du second degré. Pour tous ces états, qui sont

les plus fréquents, il n'y a plus ni ressources ni protection dans le droit commun en dehors de l'interdiction. Le droit allemand ne leur offre même pas la ressource de la loi française de 1838, la possibilité d'une nullité relative laissée à l'appréciation du juge.

Le seul remède consistera dans la possibilité de prouver la démence actuelle du paragraphe 105. Mais on sait que la preuve d'un état actuel est toujours difficile à faire.

« Si donc, dit M. Saleilles, nous prenons ce groupe restreint d'aliénés pour lequel seul est fait le droit commun du paragraphe 104 B. G. B., une seule question se pose et s'est déjà posée dans la doctrine qui est de savoir si l'incapacité de fait résultant de cet état pathologique habituel, sera elle-même une incapacité de droit, analogue à celle que fonderait l'interdiction, c'est-à-dire excluant la preuve certaine d'un intervalle lucide ou d'un retour à l'état partiel de capacité au moment de l'acte. On voit très nettement deux tendances se dessiner sur ce point, l'une conforme à toutes les traditions romaines, qui, en ce qui concerne l'incapacité de fait, admet bien sans doute une présomption de démence constante et ininterrompue, résultant de l'état habituel de démence une fois prouvé, mais qui accepte la preuve contraire d'un retour partiel à l'état de capacité, lequel aurait coïncidé avec le moment même où l'acte a été passé, et l'autre qui constituait une innovation considérable

et qui donnerait à l'incapacité de fait, dès qu'il s'agit d'un état durable supposé, établi et prouvé, la même valeur absolue qu'à l'incapacité de droit fondée sur l'interdiction. » Le droit allemand chez lequel les traditions romaines sont vivaces, a certainement voulu adopter la première.

Angleterre.

En Angleterre comme en France les aliénés sont divisés en deux grandes catégories : les aliénés interdits et ceux qui ne le sont pas. Tandis que l'administration des biens des premiers est soumise à des règles excessivement minutieuses, celle des seconds au contraire est abandonnée à peu près complètement à l'arbitraire des parents de l'aliéné. Il y a là une lacune importante qu'on est étonné de n'avoir pas encore vu combler.

C'est le « Lunacy Regulation » de 1853 qui règle dans quarante-deux articles l'administration des biens des interdits. On y découvre tout de suite l'esprit beaucoup plus pratique que théorique de la législation anglaise. Dans cette loi l'interdit a deux tuteurs : le tuteur à la personne et le tuteur aux biens. Le « Master » fixe la part des revenus qui doit être mise à la disposition du tuteur à la personne pour les besoins du malade : Elle est en moyenne des deux tiers du revenu. Quant aux tuteurs aux biens

ils doivent fournir un cautionnement et établir un compte annuel des recettes et des dépenses faites pour le malade, qui est examiné par la chancellerie.

Des inspecteurs (visitors) sont officiellement informés de la fortune de chaque aliéné interdit, de la somme qui est allouée au tuteur à la personne, et de la proportion d'après laquelle elle doit être répartie entre les divers articles de dépense. Ils ont ainsi tous les éléments nécessaires pour exercer un contrôle efficace sur le traitement des aliénés et pour adresser, s'il y a lieu, un rapport documenté au Lord Chancelier. Il est vrai de dire que, sur le nombre des aliénés interdits, il en est un tiers environ qui ne sont pas placés dans les établissements spéciaux et qui échappent par conséquent aux avantages de ce contrôle.

La législation, en ce qui concerne les aliénés non interdits n'est pas seulement défectueuse : on peut dire qu'elle est nulle. Les deux seuls articles de la loi du 7 août 1862 appelés du nom de leur auteur « *Clauses Shaftesbury* », qui réglementent cette situation, sont à peu près sans effet puisqu'on a remarqué qu'elles ne peuvent s'appliquer qu'à un nombre infime d'aliénés. Il est dit en effet dans ces articles que le Lord Chancelier peut prendre l'administration de la fortune de l'aliéné lorsqu'il apprend que ses intérêts ont besoin de protection, mais seulement si la fortune de cet aliéné dépasse 24.000 francs en

capital ou 1.250 francs de rente. Il n'est pas besoin alors de provoquer l'interdiction (Inquisition).

M. Foville (1) résumait fort bien tous les inconvénients de ce système : « La loi anglaise, dit-il, ne prend aucune mesure de protection pour les intérêts pécuniaires de tous les autres aliénés. Ce sont les parents et les amis qui ont à y pourvoir comme ils le peuvent, sans autorité légale et sans contrôle. Sans doute les aliénés indiqués se trouvent placés, dans certaines limites, sous la tutelle des gardiens des pauvres, mais ils le sont, comme tous les autres individus qui bénéficient de la charité légale, sans que rien de particulier soit prescrit en raison de leur situation spéciale d'aliénés. Encore sont-ils plus en sûreté que ceux qui, sans être riches et sans être indigents, appartiennent à la classe intermédiaire des petits bourgeois, des petits rentiers, des petits commerçants. Pour ceux-là rien n'est prévu. Il est facile de comprendre les irrégularités et les difficultés sans nombre qui sont le résultat de cette absence de législation protectrice. Les parents ou amis des malades, alors même qu'ils sont animés des intentions les plus droites et les plus scrupuleuses, se heurtent à des obstacles qu'ils ne peuvent tourner qu'à l'aide d'expédients plus ou moins convenables. Dans beaucoup d'autres cas il y a tout lieu de croire que

1. Annexes du rapport Roussel, p. 395.

les intérêts des malades sont compromis d'une manière grave et que les revenus sont loin de recevoir l'emploi le plus conforme à l'esprit de droiture et d'équité. »

Cette critique, faite par, un Français était toute théorique. Or en y regardant de près, il n'apparaît pas qu'à la pratique la loi anglaise appliquée à des sujets anglais et par des juges anglais, blesse plus qu'une autre l'équité. Elle est bien la plus vivante démonstration de cette idée qu'une loi ne vaut pas seulement par elle-même, mais par la façon dont elle est appliquée.

En Ecosse, c'est le tribunal ordinaire qui a la charge de protéger le patrimoine des aliénés. Après s'être assuré de la folie de l'individu qui lui est présenté, il doit, sur la demande des intéressés, procéder à la nomination d'un administrateur provisoire (*juddicial factor*). Cet administrateur étant obligé de lui rendre compte de sa gestion, il est facile au tribunal de contrôler l'emploi de la fortune de l'aliéné et d'assigner une certaine partie de cette fortune au traitement du malade. De plus toutes les fois qu'un administrateur judiciaire est nommé il en est donné avis au bureau des « *commissionners in Lunacy* ». Ces *commissionners* ont pour fonctions de visiter les asiles et de dresser des rapports au tribunal.

Seulement, pour arriver en Ecosse à la nomination d'un *juddicial factor*, la procédure est des plus oné-

reuses. Beaucoup de malades n'ont pas les ressources nécessaires pour la poursuivre. Aussi, en fait, sont-ils laissés sans protection. C'est là évidemment un défaut grave de ce système. Mais on doit remarquer en revanche que la surveillance personnelle du bureau des commissionners in Lunacy s'étend à tous les aliénés inscrits sur leurs registres, qu'ils soient interdits ou non, placés dans des établissements publics ou privés.

Autriche.

Le régime des aliénés en Autriche a été réglé par l'Ordonnance du 14 mai 1874. L'article 23 de cette ordonnance dit que « les communes sont tenues de désigner aux tribunaux les aliénés qui ne se trouvent pas sous la puissance d'un père ou d'un tuteur, afin qu'on prenne à leur égard les mesures nécessaires. »

L'article 25 édicte ensuite que les « autorités judiciaires sont tenues de faire connaître aux établissements d'aliénés la nomination des tuteurs ou curateurs donnés aux malades placés dans lesdits établissements ».

Le défaut de ce système est le même que celui dont nous venons de décrire succinctement le fonctionnement en Ecosse. Il ne protège que les biens des aliénés séquestrés interdits, mais n'organise aucune

protection pour les biens de ceux qui sont trop pauvres pour payer les frais de la procédure d'interdiction. Du reste, même pour les aliénés interdits, les mesures destinées à assurer la bonne gestion de leurs biens sont très mal définies.

La Hongrie a, en cette matière comme en beaucoup d'autres, des règlements propres. Nous n'en parlerons pas, car ils sont, à part quelques détails secondaires, en tous points conformes à ceux de l'Autriche, et n'offrent pas plus d'intérêt que ces derniers.

Belgique.

La législation belge sur cette matière est beaucoup plus intéressante à étudier. Une première loi de 1850, calquée sur la loi française de 1838 a été révisée et forme aujourd'hui les lois des 23 décembre 1873 et 24 janvier 1874. Ces deux dernières lois, bien que rappelant presque mot pour mot notre loi de 1838, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte plus loin, a réussi à introduire quelques améliorations heureuses, notamment en ce qui concerne l'extension des pouvoirs donnés à l'administrateur.

Les articles 29 à 34 du chapitre IV déterminent l'effet du placement de l'aliéné sur sa capacité de contracter et sur l'administration de ses biens.

Art. 29. — Les personnes qui se trouveraient placées dans les établissements d'aliénés et qui ne seraient ni interdites ni placées sous tutelle, pourront, conformément à l'article 497 du

Code civil, être pourvues d'un administrateur provisoire par le tribunal de 1^{re} instance du lieu de leur domicile sur la demande des parents, de l'époux ou de l'épouse, sur celle de la commission administrative ou sur la provocation d'office du procureur du roi.

Cette nomination n'aura lieu qu'après délibération du conseil de famille et sur les conclusions du procureur du roi. Elle ne sera pas sujette à appel.

Les dispositions du Code civil sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, les exclusions, les destitutions et les comptes des tuteurs, ainsi que celles de la loi du 16 décembre 1851 sur les garanties à fournir par eux sont applicables à l'administrateur nommé par le tribunal.

Art. 30. — Les commissions administratives ou de surveillance des hospices ou établissements d'aliénés exerceront de plein droit, par celui de leurs membres qu'elles désigneront, les fonctions d'administrateurs provisoires à l'égard des pouvoirs des personnes qui y sont placées, qui ne seraient ni interdites ni pourvues d'un tuteur et auxquelles un administrateur spécial n'aurait pas été nommé conformément à l'article précédent.

Le receveur des hospices remplira, à l'égard des biens de ces personnes les mêmes fonctions que pour les biens des hospices.

Toutefois les biens de l'administrateur délégué ne pourront, à raison de ses fonctions, être passible d'aucune hypothèque et la garantie de son administration résidera dans le cautionne-

ment du receveur chargé de la manutention des deniers et la gestion des biens.

Art. 31. — L'administrateur provisoire procédera au recouvrement des créances, à l'acquittement des dettes ; il passera des baux qui ne pourront excéder trois ans ; il pourra, aux mêmes conditions qui sont prescrites, pour le tuteur de l'interdit, accepter une succession sous bénéfice d'inventaire, emprunter et consentir hypothèque pour payer des dettes ; il pourra même, en vertu d'une autorisation spéciale accordée par le président du tribunal civil, faire vendre le mobilier et représenter l'aliéné en justice, soit en demandant, soit en défendant, ainsi que dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquelles il serait intéressé.

Les significations à faire à la personne placée dans un établissement d'aliénés pourront, suivant les circonstances, être annulées par les tribunaux. Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 64 de la loi du 10 mai 1892.

Art. 32. — A défaut d'administrateur provisoire le président, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les personnes non interdites et non pourvues d'un tuteur, placées dans les établissements d'aliénés, dans les inventaires, partages et liquidations dans lesquelles elles seraient intéressées.

Art. 33. — Les pouvoirs conférés en vertu des articles précédents cesseront de plein droit dès que la personne placée dans un établissement d'aliénés n'y sera plus retenue. Les pouvoirs conférés par la justice en vertu des articles 29 et 32

cesseront de plein droit, à l'expiration d'un délai de trois ans, s'ils n'ont pas été renouvelés.

Art. 34. — Les actes faits par toutes personnes pendant le temps qu'elles auront été retenues dans un établissement d'aliénés pourront être attaqués pour cause de démence, conformément à l'article 1304 du Code civil.

Les dix ans de l'action en nullité courront à l'égard de la personne retenue qui aura souscrit des actes, à dater, soit de la connaissance qu'elle en aura eue après sa sortie définitive de la maison d'aliénés, soit de la signification qui lui en aura été faite après cette sortie, et, à l'égard de ses héritiers, à dater de la signification qui leur en aura été faite ou de la connaissance qu'ils en auront eue depuis la mort de leur auteur.

Lorsque les dix ans auront commencé à courir contre celui-ci, ils continueront de courir contre leurs héritiers.

Ces dispositions, notamment celles de l'article 31, qui permettent à l'administrateur d'accepter une succession sous bénéfice d'inventaire, d'emprunter, de consentir une hypothèque, de représenter l'aliéné en justice sont de réels progrès sur notre loi de 1838. La protection des biens des aliénés est d'autant mieux assurée en Belgique que ces dispositions s'appliquent aussi aux aliénés internés dans les établissements privés.

Un règlement en date du 1^{er} mai 1874 édicte en outre dans les articles 74, 86, 87, 88 et 89 du chapitre IV un ensemble de mesures destinées à com-

pléter celles que nous venons de rapporter. Voici ces articles :

Art. 74. — Les commissions désignent dans leur sein celui de leurs membres qui remplira les fonctions d'administrateur provisoire dans le cas de l'article 30 de la loi, à l'égard des aliénés placés dans les asiles ne dépendant pas des commissions administratives des hospices ; elles signalent au procureur du roi les mesures qu'elles croiraient utiles à la protection de la personne et des biens des aliénés. Elles sont chargées de l'enquête prévue par l'article 4 de la loi.

Art. 86. — Le bourgmestre du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné colloqué prend immédiatement des mesures pour la conservation des biens de celui-ci.

Il informe le juge de paix de la collocation et lui fait connaître les circonstances qui pourraient nécessiter son intervention.

Art. 87. — Il est pourvu à l'administration des biens de l'aliéné suivant les règles définies au chapitre VII de la loi.

Art. 88. — Les formalités prescrites pour la nomination de l'administrateur provisoire et la délégation du notaire commis pour représenter l'aliéné seront observées en cas de renouvellement des pouvoirs dont ils sont investis.

Art. 89. — L'administrateur provisoire est comptable de sa gestion quand elle finit.

Art. 90. — Dans le dernier mois de chaque période triennale et avant qu'il puisse être procédé au renouvellement du mandat de l'administrateur provisoire, celui-ci est tenu de ren-

dre un compte sommaire de sa gestion au conseil de famille convoqué pour délibérer à cet effet : si l'administrateur provisoire n'est pas conservé dans ses fonctions, la reddition des comptes sera poursuivie par son remplaçant.

On le voit, la protection des intérêts des aliénés est des plus complètes en Belgique. Non seulement les pouvoirs de l'administrateur y sont étendus, mais le bourgmestre et le juge de paix y ont un rôle tracé d'avance, qui rend possibles certaines mesures conservatoires immédiates qu'en France il nous est bien difficile de prendre. Malheureusement ni notre loi de 1838 ni la loi nouvelle ne semblent avoir reconnu la nécessité d'un système, qui éviterait pourtant la dilapidation des biens entre le moment où l'aliéné entre dans l'établissement et celui où il lui est nommé un administrateur. La loi belge ne fait du reste aucune différence entre les asiles privés et les asiles publics.

Hollande.

Une première loi sur les aliénés, datant de 1841, a été remplacée par une nouvelle loi en 1884.

Voici les articles de cette dernière loi se rapportant à notre matière. Ils règlent l'administration des biens des aliénés et la mise sous curatelle de ceux-ci.

Art. 32. — Toute personne majeure admise dans un éta-

blissement pour cause d'aliénation mentale perdra l'administration de ses biens et des biens d'autrui, si elle en était chargée. L'article 1367 du Code civil est applicable aux engagements pris par cette personne.

Pour l'application des articles 501 et 502 du Code civil, le majeur sera assimilé aux personnes dont la curatelle est demandée ou accordée.

On voit que la loi néerlandaise, comme la loi belge, supprime le doute qui subsiste dans la loi française sur la capacité de l'aliéné interné.

Art. 33. — En cas de nécessité de pourvoir à l'administration générale ou partielle des biens d'une personne admise dans un établissement d'aliénés ou de soigner ses intérêts à tous égards, un administrateur provisoire sera nommé par le tribunal de l'arrondissement de la dernière demeure ou domicile dans le pays, par le tribunal où l'établissement est situé.

La nomination se fera sur la demande des personnes ayant qualité pour demander l'admission dans l'établissement ou sur la demande d'autres intéressés, et, à leur défaut, sur le réquisitoire du ministère public qui, d'ailleurs, doit toujours être entendu.

La femme peut être nommée administrateur des biens de son mari.

Sauf l'autorisation du juge du canton, l'administrateur ne peut accomplir d'autres actes que ceux de simple administration. Cette autorisation ne sera accordée que pour des motifs

sérieux et après avoir entendu ou préalablement cité les quatre plus proches parents ou alliés par mariage et l'époux, s'il y en a.

Sont applicables à ladite autorisation les dispositions des articles 2 et 4 de la loi du 2 avril (*Bulletin des Lois*, n° 681), sauf la disposition de l'article 4 sur les vacations des juges de canton, laquelle disposition est abolie par l'article 3 de la loi du 9 avril 1877 (*Bulletin des Lois*, n° 73).

Les attributions de l'administrateur provisoire cessent au moment où le malade a quitté l'établissement dans l'un des cas mentionnés par les alinéas 1 et 2 de l'article 28 de la présente loi, ainsi qu'après la nomination d'un curateur et lorsque l'administrateur provisoire a été régulièrement informé de l'une ou l'autre de ces circonstances.

Art. 34. — S'il est nécessaire, après que la première autorisation pour un séjour prolongé aura été accordée, en vertu de l'article 34 qu'une personne placée dans un établissement d'aliénés soit mise en curatelle, ce qui pourra, à défaut de demande formée en temps utile par d'autres personnes ayant qualité, faire l'objet d'une réquisition du ministère public, hors des cas mentionnés par l'article 489 du Code civil, les dispositions de ce Code seront observées, sauf les modifications suivantes :

1° Aucune liste de témoins ne sera jointe à la requête ; aucun document ne sera à produire, qu'un certificat de médecin, ou, s'il y en a plusieurs, du premier médecin constatant l'état continu de démence du malade et une copie de l'autorisation judiciaire accordée en dernier lieu pour le placement dans l'établiss-

sement, si la mise en curatelle est demandée à un tribunal autre que celui qui a accordé l'autorisation de placement ;

2° Après la remise des documents visés par le numéro 1, le tribunal passera à l'audition prescrite par l'article 492 du Code civil ;

3° La notification prescrite par l'article 493 du Code civil pourrait être faite à l'administration de l'établissement quand le médecin de l'établissement déclare à l'huissier que cette notification à l'aliéné lui-même pourrait lui nuire. Cette déclaration sera mentionnée dans l'exploit et signée par le médecin, le tout sous peine de nullité ;

4° Les interrogatoires visés par les articles 493 et 497 du Code civil auront lieu dans l'établissement, et, en cas de besoin, en présence d'un de ses médecins ; les alinéas 5 et 6 de l'article 23 sont applicables ;

5° Après l'interrogatoire le tribunal rendra son jugement, sans appel ultérieur des parties, sauf la faculté attribuée au tribunal d'ordonner une audition de témoins, conformément à l'article 494 du Code civil ;

6° La signification du jugement ou de l'arrêt qui prononce la curatelle se fera à la personne de l'aliéné ou, dans le cas prévu au numéro 3, de la manière prescrite par ledit numéro 3 ;

7° Les conclusions écrites du ministère public peuvent être mentionnées sur la requête.

Art. 35. — Dans les trois jours après la date des documents y relatifs, les greffiers des tribunaux d'arrondissement et des tribunaux de canton informeront par lettre l'administration

de l'établissement où l'aliéné est soigné de la nomination de l'administrateur provisoire, de la mise en curatelle prononcée et de la nomination de curateurs et curateurs adjoints.

Cette notification sera annexée au registre mentionné par l'article 18 et dans lequel sera inscrit le contenu principal de la lettre.

En résumé la loi néerlandaise contient d'excellentes mesures, notamment les articles qui visent d'une façon particulière la procédure pour la mise en curatelle, ceux qui permettent la nomination de la femme comme administrateur provisoire des biens de son mari ou ceux qui imposent au greffier le soin d'aviser l'établissement de la mise en curatelle ou de la nomination d'un administrateur judiciaire. De plus ces dispositions ont l'avantage de s'appliquer à tous les établissements publics ou privés.

Néanmoins cette législation est d'une façon générale inférieure à la législation belge pour la protection des biens des aliénés. Ainsi elle n'institue pas d'administrateur légal, et cependant il peut se passer un temps fort long avant la nomination de l'administrateur judiciaire. Et puis, tout en laissant au juge le pouvoir d'autoriser les actes qui dépassent la simple administration, cette loi a le grand tort de ne pas énumérer ceux qui pourront être accomplis avec cette permission.

Italie.

Les régimes auxquels sont soumis les aliénés en Italie sont caractérisés par une diversité étrange. A part la Toscane où l'on applique encore une ancienne ordonnance du 2 août 1838, toutes les autres provinces ont des procédés à elles propres. Aussi y a-t-il longtemps que l'Italie cherche à sortir de ce chaos, et à se donner enfin une loi définitive sur ce point. Depuis 1877, les projets ont succédé aux projets sans jamais aboutir. C'est que les différents auteurs de ces projets ont voulu faire grand, tout prévoir et tout réglementer. Les discussions se sont éternisées, et il est arrivé ce qui arrive souvent en France, c'est que la fin de la législature a toujours surpris en plein travail les législateurs. Et c'est, comme le disait M. Dubief, un travail de Pénélope, à recommencer perpétuellement.

Aussi, en 1902, a-t-on cherché à aller au plus pressé. Voyant qu'une loi complète avait peu de chances d'être votée en temps utile, on a déposé un projet très court, ne contenant que quelques grands principes directeurs, en s'en remettant pour les détails, soit à un règlement postérieur, soit à d'autres lois complémentaires.

Ce projet de loi, approuvé par le Sénat du royaume, le 28 mars 1902, a été présenté à la Cham-

bre des députés par M. Giolitti, ministre de l'Intérieur dans la séance du 31 mars 1903, et voté par cette Chambre le 14 février 1904.

Voici le seul article, de ce projet qui vise la matière que nous étudions :

Art. 2.

Tant le préteur que l'autorité locale de sûreté publique, dans les cas sus-indiqués, doivent pourvoir à la garde provisoire des biens de l'aliéné.

Avec la délibération sur l'admission définitive, le tribunal, le cas échéant, nomme un administrateur provisoire qui sera le représentant légal de l'aliéné, selon les règles de l'article 330 du Code civil, jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait prononcé sur l'interdiction.

Est applicable à ces administrateurs l'article 2120 du Code civil.

Le procureur du roi doit proposer, pour chaque aliéné, au tribunal qui a autorisé l'admission dans un établissement ou le traitement dans un domicile privé, les mesures provisoires qu'il convient d'adopter en conformité du titre X, livre I^{er} du Code civil.

Cet article 2 est loin d'être d'une clarté suffisante. « Il se contente, dit M. Saleilles (1), de renvoyer à l'article 330 du Code civil, lequel indique (pour le cas d'interdiction) qui sera tuteur de l'interdit ; la

1. Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés. Rousseau, 1904.

désignation peut être faite par la loi (tutelle légale), par testament (tutelle testamentaire) ou par le conseil de famille (tutelle dative) suivant les cas. En renvoyant ainsi à l'article 330, a-t-on voulu dire que le tribunal, qui nomme l'administrateur provisoire, devrait se conformer aux désignations faites par l'article 330, au moins lorsqu'il s'agit de la tutelle légale ? Alors il est bien inexact de dire que c'est lui qui nomme l'administrateur ; puis, il est par trop évident que, lorsqu'on est en dehors des cas où il y aurait tutelle légale, s'il s'agissait d'un interdit, on n'a pas voulu dire que le tribunal déférerait la nomination au conseil de famille. C'est donc, semble-t-il, qu'on n'a pas entendu se référer au système de désignation de l'article 330. Ce sera le tribunal qui nommera l'administrateur à son libre choix. Alors que signifie le renvoi à l'article 330 ? Il voudrait dire ceci, que cet administrateur provisoire aura le rôle et les pouvoirs d'un tuteur. Il sera assimilé au tuteur d'un interdit. C'est une tutelle provisoire.

Mais en résulte-t-il que la capacité de l'individu ainsi interné, et pourvu d'un administrateur aux biens, sera assimilée à celle d'un interdit en tutelle ?

Le texte ne le dit pas et il ne suffit pas d'une assimilation avec la tutelle faite en ce qui concerne les pouvoirs de représentation de l'administrateur pour que pareille assimilation en résulte quant à la capacité de l'aliéné. Le rapport de la commission du

Sénat laisse même entendre tout le contraire ; car il est dit qu'on avait proposé d'attribuer à la sentence judiciaire de maintien de l'internement, cet effet, de produire de plein droit interdiction. La commission du Sénat a repoussé ce système, pour les raisons qui l'ont fait repousser par la commission de la Société d'Etudes législatives, parce que le jugement relatif au placement tranche uniquement une question de traitement forcé, sans les garanties qui entourent le jugement d'interdiction (*Senato de Regno — Relazione dell' Ufficio centrale — 2^a sessione 1902-1903. n. 147-A, p. 5*).

« La conclusion sera donc, qu'au point de vue de la capacité, il faudra s'en tenir au droit commun. Mais a-t-on songé que ce droit commun, tel qu'il est exposé dans l'article 336, suppose, comme l'article 503 du Code civil français, pour qu'un acte soit annulable pour état habituel de démence, que l'interdiction intervienne ultérieurement ? A-t-on songé que l'individu, ainsi interné, pouvait mourir avant que l'interdiction fût provoquée, et qu'alors il faudrait appliquer l'article 337, lequel ne fait que reproduire l'article 504 du Code civil français ? La jurisprudence sera-t-elle autorisée à admettre que le seul fait du placement, étant le préliminaire de l'interdiction, devra suffire à faire admettre la nullité sur le fondement de l'article 336, en écartant ainsi l'application de l'article 337 ? Ce serait exactement le sys-

tème de la loi française de 1838. Mais il faut reconnaître que ce système aurait été introduit sous une forme bien énigmatique et bien imprécise. »

Luxembourg.

Le régime des aliénés est réglé dans le Grand-Duché du Luxembourg par une loi du 7 juillet 1889. Cette loi est, on peut le dire, calquée sur notre loi de 1838. Les articles 29 à 34 du chapitre IV qui déterminent les effets de la séquestration de l'aliéné sur sa capacité de contracter et sur l'administration de ses biens dénotent la même insuffisance de protection pour l'aliéné.

La seule mesure remarquable de cette loi est l'obligation imposée par l'article 30 à l'administrateur délégué par la commission de surveillance, qui n'a cependant pas de pouvoirs plus étendus qu'en France, de donner des garanties mobilières ou immobilières, que détermine le gouvernement, et de déposer aux époques et conditions fixées par un règlement, les sommes dont il opère le recouvrement pour le compte de l'aliéné. C'est là une disposition particulièrement excessive, puisque ses fonctions sont gratuites, qui ne se retrouve dans aucune législation étrangère.

D'après l'article 33, l'administrateur doit aussi, de

même que le tuteur de l'interdit, fournir tous les trois ans un compte de sa gestion au conseil de famille.

Russie.

Ce sont des articles additionnels aux lois civiles de 1876 qui règlent en Russie la situation juridique des aliénés internés ou non. En voici la teneur.

Art. 375. — Les personnes reconnues aliénées par le Sénat sont confiées aux soins et placées sous la surveillance de leurs parents les plus proches; en cas de refus de la part de ces derniers, elles sont placées dans un asile d'aliénés.

Art. 376. — Les biens des personnes atteintes d'aliénation mentale sont confiés à leurs héritiers sans que ceux-ci aient le droit de les aliéner, ni de les hypothéquer du vivant du malade; ils doivent en outre mettre les revenus en sûreté.

Art. 377. — Au point de vue de la gestion de ses biens confiée aux héritiers, l'aliéné est assimilé à un mineur.

Art. 379. — S'il y a lieu de mettre en tutelle pour cause d'aliénation mentale une personne dont les biens se trouvent partie dans l'empire Russe et partie dans le royaume de Pologne, il sera procédé à l'examen du malade, conformément aux lois en vigueur dans le pays où il réside.

Si l'aliéné a sa résidence dans l'empire, le Sénat met sa personne et ses biens situés dans l'empire sous tutelle, puis en informe le vice-roi de Pologne par l'intermédiaire du ministère de la Justice, afin que les mêmes mesures soient prises

relativement aux biens de l'aliéné situés dans le royaume de Pologne.

Si au contraire l'aliéné réside en Pologne, les autorités compétentes se conforment aux lois en vigueur dans le royaume pour établir la tutelle et provoquer l'internement du malade dans un asile ; elles en informent en même temps le général gouverneur de l'Empire qui porte le fait à la connaissance du Sénat par l'intermédiaire du ministère de la Justice.

Dans ce système, les héritiers sont investis à peu près sans contrôle, malgré les restrictions de l'article 376, de l'administration des biens des aliénés internés. C'est là un grave défaut de cette loi, encore aggravé par le fait que le seul moyen de sauvegarder les biens du séquestré consiste à faire prononcer l'interdiction. Si les aliénés sont trop pauvres pour que leur patrimoine puisse payer les frais d'une telle procédure, ou si celle-ci se prolonge, les biens des aliénés demeurent absolument sans défense.

Suisse.

En Suisse les questions qui ont trait à la capacité civile des aliénés et au régime de leurs biens sont réglées en partie par le droit fédéral et en partie par le droit cantonal.

La capacité civile est définie par le droit fédéral

(Code fédéral des obligations (1), et loi sur la capacité civile, du 22 juin 1881). Ce droit ne connaît qu'un moyen de protéger le patrimoine de l'aliéné : c'est l'interdiction. Encore se contente-t-il seulement de poser quelques principes sur cette matière touchant les effets relatifs à la capacité civile. Il laisse au droit cantonal le soin de régir l'interdiction et la tutelle qui en est la conséquence.

Trois cantons seulement ont promulgué des lois spéciales sur le régime des aliénés. Ce sont les cantons de Neuchâtel (2), de Genève (3) et de Vaud (4). Quant aux autres ils sont régis, en cette matière, par le droit commun.

Le droit commun, quant à la capacité civile de l'aliéné, exposé dans la loi fédérale du 22 juin 1881, résulte de l'article 4 de cette loi : « Les personnes qui n'ont pas conscience de leurs actes ou qui sont privées de l'usage de leur raison, sont absolument incapables, tant qu'elles se trouvent dans cet état. »

Par conséquent, tous les actes accomplis dans ces conditions sont nuls, que leurs auteurs soient interdits ou non ; ils sont au contraire valables, si l'aliéné n'est pas interdit ou s'ils ont été accom-

1. Art. 25 et suivants.

2. Loi du 23 mai 1879.

3. Loi du 25 mai 1895.

4. Loi du 14 février 1901.

plis dans un intervalle lucide. La loi de 1881 ne distingue donc pas si les aliénés sont internés ou non.

La loi neuchâteloise ne s'applique qu'aux aliénés internés. L'article 18 de cette loi édicte que « toutes les autorisations d'internement seront communiquées au procureur général qui pourra faire désigner, selon les cas, aux personnes non interdites, un curateur d'office par la justice de paix du lieu de leur domicile. Cette nomination ne sera pas sujette à appel. Le procureur devra veiller à ce que cette curatelle cesse aussitôt que cesseront les causes qui l'ont déterminée. Il pourra aussi provoquer l'interdiction de la personne aliénée conformément à l'article 350 du Code civil. »

Ainsi la loi de Neuchâtel permet d'éviter l'interdiction en créant l'emploi de curateur chargé d'administrer les biens des aliénés non interdits.

Son article 19 dit du reste que les dispositions du Code civil sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, sur les exclusions ou les destitutions des tuteurs, sur leur administration et leurs comptes sont applicables aux curateurs nommés en vertu de l'article 18 de la même loi.

La loi genevoise de 1895, complétant une loi de 1838, donne au conseil de surveillance la mission de provoquer de l'autorité compétente, les mesures destinées à sauvegarder les biens des aliénés, qu'ils

soient internés ou non, et alors même qu'ils auraient été pourvus d'un tuteur.

Pour les malades internés n'ayant pas de représentant légal, c'est au procureur général qu'il appartient de requérir d'office, du tribunal de 1^{re} instance, la nomination d'un administrateur provisoire de leurs biens, dans les trois mois qui suivent l'internement, quand cette nomination n'a pas déjà été provoquée par le conjoint ou les parents de l'aliéné.

Cet administrateur doit faire dresser un inventaire par le greffier des tutelles, ou par un notaire dans le mois de son entrée en fonctions. Il a le pouvoir de faire tous les actes conservatoires et ceux qui ne dépassent pas les limites de simple administration. Quand il sera nécessaire d'accomplir des actes plus graves, il devra se faire autoriser par le tribunal de 1^{re} instance. En revanche il a le pouvoir de représenter l'aliéné en justice. Quant aux significations à faire à l'aliéné, elles devront être faites, à peine de nullité au domicile de l'administrateur provisoire, ou à défaut d'administrateur, au parquet du procureur général.

Les pouvoirs de l'administrateur cessent de plein droit : 1^o Lorsque le malade sort de l'asile où il est interné ; 2^o lorsque l'interdiction est prononcée.

Le contrôle de la gestion de l'administrateur appartient au conseil de surveillance, auquel l'administrateur doit rendre compte. Il a le pouvoir de

révoquer cet administrateur, s'il s'aperçoit des fautes commises.

La loi vaudoise de 1901 prescrit comme mesure conservatoire au directeur de l'établissement, où le malade est interné, d'aviser dans les vingt-quatre heures de cet internement le juge de paix du cercle dans lequel le malade est domicilié. C'est alors au juge de paix de pourvoir provisoirement, conformément à l'article 1050 du Code de procédure civile à la conservation des biens du malade en lui nommant un curateur.

Comme on le voit, il n'y a pas de régime uniforme en Suisse pour les aliénés internés. Et encore, à part les cantons de Genève, de Neuchâtel et de Vaud et ceux moins importants de Saint-Gall (1), Uri (2) et Soleure (3), qui possèdent des lois spéciales sur cette matière, il n'y a même pas de régime uniforme dans l'intérieur chacun des autres cantons. Les règlements des établissements d'aliénés y tiennent lieu de prescriptions législatives. Il faut reconnaître que cela est bien insuffisant et bien compliqué. Il est à souhaiter que le nouveau Code civil fasse l'unité en cette matière.

1 Loi du 24 mai 1888.

2. Loi du 1^{er} mai 1892.

3. Code civil du 26 février 1891.

APPENDICE

TEXTE DU PROJET DE LOI

Voté par la Chambre des députés

(Séances des 14, 17, 21 et 22 janvier 1907).

Portant revision de la loi du 30 juin 1838, sur les aliénés

LOI DE 1838

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

Art. 5

Dans chaque département il est institué une ou plusieurs commissions de surveillance.

La commission de surveillance est composée de six membres, savoir : deux conseillers généraux élus par l'assemblée départementale, deux membres choisis par le préfet, dont un docteur en médecine, un juge titulaire ou suppléant, désigné par le tribunal de l'arrondissement où l'établis-

LOI DE 1838

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

sement est situé et le curateur dont il est parlé à l'article 10 ci-après.

Le nombre des membres de ces commissions peut être augmenté par décision du ministre de l'Intérieur, après avis du conseil supérieur de l'assistance publique.

Dans ce cas, les membres supplémentaires sont nommés, moitié par le conseil général, moitié par le préfet.

Cette commission a pour attributions :

1° De remplir les fonctions de conseil de famille à l'égard des personnes non interdites, placées dans les établissements publics ou privés et non pourvus d'un administrateur judiciaire ou datif ;

2° D'exercer sur les asiles publics départementaux une surveillance administrative et financière ;

3° De contrôler dans les asiles privés et dans les asiles privés faisant fonctions d'asiles publics, le régime des aliénés, l'exécution des règlements relatifs à ces asiles et des traités passés entre eux et les départements.

SECTION IV

Art. 31

Les commissions administratives ou de surveillance des hospices, ou établissements publics d'aliénés exerceront à l'égard des personnes non interdites qui y seront placées les fonctions d'administrateur provisoire. Elles désigneront un de leurs membres pour les remplir : l'administrateur ainsi désigné procédera au recouvrement des sommes dues à la personne placée dans l'établissement et à l'acquittement de ses dettes ; passera des baux qui ne pourront excéder trois ans, et pourra même, en vertu d'une autorisation spéciale accordée par le président du tribunal civil, faire vendre le mobilier. Les sommes provenant soit de la vente, soit des autres recouvrements, seront versées directement dans la Caisse de l'établissement et seront employées, s'il y a lieu, au profit de la personne placée dans l'établissement. Le cautionnement du receveur sera affecté à la garantie desdits deniers, par privilège aux créances de toute autre nature. Néanmoins les parents, l'époux ou l'épouse des personnes placées dans les établissements d'aliénés dirigés ou surveillés par des commissions administratives, ces commissions elles-mêmes, ainsi que le procureur du roi, pour-

Boisnard

SECTION V

Administration des biens

Art. 44

Dans chaque département, si la commission de surveillance n'a pas désigné un ou quelques-uns de ses membres pour gérer gratuitement les biens des aliénés, une ou plusieurs personnes, nommées par le ministre de l'Intérieur sur une liste dressée par le tribunal civil du chef-lieu, remplissent, chacune dans sa circonscription, pour les personnes placées, soit dans les établissements publics ou privés d'aliénés, soit dans des colonies familiales, les fonctions d'administrateur provisoire aux biens.

Il est pourvu de même à la nomination ou désignation des personnes chargées des fonctions d'administrateur à la personne.

Pour les aliénés étrangers au département, s'il y a plusieurs administrateurs, la désignation de l'administrateur est faite par ordonnance du président du tribunal du domicile de l'aliéné.

Art. 45

Le curateur à la personne nommé conformément à l'article précédent, doit veiller : 1^o A ce que les revenus de l'aliéné soient employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison, conformément à l'article 610 du Code civil ;

19

LOI DE 1838

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

ront toujours recourir aux dispositions des articles suivants :

2° A ce que l'aliéné, en cas de sortie provisoire ou d'évasion, n'accomplisse aucun acte de nature à nuire à ses intérêts;

3° A ce que l'aliéné soit rendu à l'exercice de ses droits aussitôt que sa situation le permet. Le curateur peut provoquer la réunion du conseil de famille et le saisir de toute proposition tendant à la bonne gestion des intérêts de l'aliéné.

Il peut faire appel devant le tribunal civil contre le tuteur, le mari, l'administrateur provisoire légal, judiciaire ou datif de toute mesure ordonnée ou autorisée par le conseil de famille ou la commission de surveillance qui lui paraîtrait de nature à nuire aux intérêts de l'aliéné.

Art. 46

L'administrateur provisoire nommé conformément à l'article 44 ci-dessus, exerce les fonctions d'administrateur provisoire légal à l'égard de tout aliéné non interdit placé dans un établissement public ou privé ou dans une colonie familiale, tant qu'il n'a pas été pourvu par le tribunal ou par le conseil de famille à la nomination d'un administrateur judiciaire ou datif.

LOI DE 1838

—

Art. 32

Sur la demande des parents, de l'époux ou de l'épouse, sur celle de la commission administrative ou sur la provocation d'office du procureur du roi, le tribunal civil du lieu du domicile pourra, conformément à l'article 497 du Code civil, nommer, en Chambre du Conseil, un administrateur provisoire aux biens de toute personne non interdite placée dans un établissement d'aliénés. Cette nomination n'aura lieu qu'après délibération du conseil de famille et sur les conclusions du procureur du roi. Elle ne sera pas sujette à l'appel.

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

Art. 47

Les parents, le conjoint, l'associé de l'aliéné, l'administrateur provisoire, le curateur à la personne et le procureur de la République peuvent toujours provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire. Cette nomination est faite par le tribunal civil du domicile de l'aliéné, en Chambre du Conseil.

Elle doit-êtré précédée de l'avis du conseil de famille, mais seulement lorsqu'elle est demandée par les parents, le conjoint ou l'associé.

Dans le cas où l'aliéné a des parents proches, compris dans l'énumération de l'article 9, § 1 ci-dessus, il peut être pourvu d'un administrateur datif ; cet administrateur est nommé par le conseil de famille de l'aliéné, réuni à la demande de tout parent, et même d'office. Cette nomination doit être homologuée par le tribunal, statuant en Chambre du Conseil, le ministère public entendu.

Sur la notification de cette nomination, l'administrateur provisoire légal, s'il a exercé ses fonctions, rend son compte d'administration, qui est reçu par l'administrateur datif. Ce compte est rendu de même en

LOI DE 1838

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

cas de nomination d'un administrateur judiciaire.

Art. 48

Le mari non séparé de corps est de droit l'administrateur provisoire des biens de sa femme placée dans un établissement d'aliénés ou dans une colonie familiale.

La femme non séparée de corps dont le mari est placé dans un établissement d'aliénés ou dans une colonie familiale peut être autorisée, par ordonnance du président, à faire les actes d'administration qu'il déterminera.

Si l'aliéné est commerçant ou s'il est engagé dans une exploitation industrielle ou agricole, le président du tribunal peut, sur la demande du conjoint ou de l'associé, et contradictoirement avec l'administrateur provisoire légal, judiciaire ou datif, conserver, soit au conjoint, soit à l'associé, la direction des affaires particulières ou sociales.

Dans ce cas, le conjoint ou l'associé doivent communiquer à l'administrateur au moins une fois par an, un état sur la situation financière de l'entreprise.

LOI DE 1838

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

Art. 33

Le tribunal, sur la demande de l'administrateur provisoire ou à la diligence du procureur du roi, désignera un mandataire spécial à l'effet de représenter en justice tout individu non interdit et placé ou retenu dans un établissement d'aliénés qui serait engagé dans une contestation judiciaire au moment du placement ou contre lequel une action serait intentée postérieurement. Le tribunal pourra aussi dans le cas d'urgence, désigner un mandataire spécial à l'effet d'intenter au nom des mêmes individus une action mobilière. L'administrateur provisoire pourra dans les deux cas être désigné pour mandataire spécial.

Art. 49

Dans tous les cas, la personne chargée de l'administration des biens d'un aliéné, autre que le mari, doit remettre au curateur, qui le communique au procureur de la République un état de la situation de la fortune de l'aliéné, une première fois dans le mois de son entrée en fonctions, et ultérieurement, une fois tous les ans.

Art. 50

L'administrateur provisoire peut faire tous actes conservatoires et intenter toute action mobilière ou possessoire, défendre à toute action mobilière ou immobilière dès l'admission de l'aliéné dans un établissement public ou privé et sans attendre la décision de l'autorité judiciaire sur sa maintenue ou sa sortie.

Néanmoins, le président du tribunal, statuant en référé, peut, sur la demande de la personne internée ou de toute autre personne en son nom, ordonner que l'administration provisoire s'abstiendra de tout acte d'immixtion pendant le délai qu'il fixera.

L'administrateur provisoire procède au recouvrement des sommes dues à l'aliéné et à l'acquittement des dettes ; il passe les baux dont la durée

LOI DE 1838

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

n'excède pas trois ans. Les baux de plus de trois ans sans qu'ils puissent excéder neuf ans, conformément à l'article 1429 du Code civil doivent être autorisés spécialement par la commission de surveillance.

Avec la même autorisation précédée de l'avis du médecin traitant sur l'état de l'aliéné, l'administrateur provisoire peut vendre les biens mobiliers de l'aliéné lorsque leur valeur, d'après l'appréciation de la commission de surveillance n'excède pas 1.500 francs en capital; si la valeur dépasse cette somme ou s'il s'agit d'immeubles, il faut en outre l'homologation du tribunal statuant en Chambre du Conseil, le ministère public entendu. Dans ce dernier cas la vente des immeubles se fera aux enchères publiques, soit devant le tribunal, soit devant un notaire commis.

L'administrateur provisoire reçoit toutes les sommes appartenant à l'aliéné, soit qu'on les trouve sur la personne de celui-ci ou à son domicile, soit qu'elles proviennent des recouvrements et ventes ou de toute autre cause. Il en donne quittance aux tiers.

Si l'aliéné est placé dans un établissement public l'adminis-

LOI DE 1838

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

trateur provisoire doit dans le plus bref délai et au fur et à mesure des rentrées verser toutes les sommes appartenant à l'aliéné à la Caisse de l'établissement et le cautionnement du receveur est affecté à la garantie desdits deniers par préférence aux créanciers de toute nature.

Lorsque les sommes dont il s'agit excèdent les besoins courants de l'aliéné, il en est fait emploi par l'administrateur provisoire. Cet emploi est réglé, le curateur entendu, par la commission de surveillance quand le capital ne dépasse pas 1.500 fr. ; avec l'homologation du tribunal statuant en Chambre du conseil quand le chiffre est supérieur.

Si l'aliéné est placé dans un établissement privé, l'administrateur provisoire est autorisé à conserver entre ses mains, sous le contrôle du curateur, les sommes nécessaires aux besoins de l'aliéné, lorsqu'elles n'excèdent pas 1.500 francs. Au-dessus de ce chiffre, le mode de conservation doit être approuvé par le président du tribunal.

L'emploi des sommes qui ne sont pas nécessaires aux besoins de l'aliéné, est réglé, suivant qu'elles excèdent ou non

LOI DE 1838

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

1.500 francs, comme il est dit au paragraphe précédent.

Les titres provenant de ces emplois et tous autres titres appartenant à l'aliéné, s'ils sont au porteur, doivent être déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

Art. 51

Les pouvoirs de l'administrateur judiciaire ou de l'administrateur datif, quant aux biens sont les mêmes que ceux du tuteur de l'interdit. Ils sont régis par les mêmes règles et soumis aux mêmes conditions, à l'exception de l'hypothèque légale.

Dans aucun cas, ces pouvoirs ne peuvent être moindres que ceux de l'administrateur provisoire légal.

L'article 511 du Code civil est applicable aux aliénés placés dans un établissement public ou privé.

Les successions ouvertes au profit d'un aliéné, ne peuvent être répudiées qu'avec l'autorisation du conseil de famille, homologuée par le tribunal civil.

L'autorisation de la commission de surveillance ne peut, en ce cas, suppléer l'autorisation du conseil de famille. Elle suffit au contraire pour l'acceptation du bénéficiaire.

LOI DE 1838

—

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

—

Sont applicables à l'administrateur provisoire légal, judiciaire ou datif, les dispositions des sections VIII et IX et titre X, livre I, du Code civil, ainsi que celle de la loi du 27 février 1880 en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi.

Ces administrateurs ne sont pas assujettis à l'hypothèque légale. Toutefois, sur la demande des parties intéressées, du curateur ou du procureur de la République, le jugement qui nomme l'administrateur judiciaire peut en même temps constituer sur ses biens un hypothèque générale ou spéciale jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par le jugement.

En ce qui concerne l'administrateur datif, le conseil de famille peut, soit dans la délibération contenant nomination, soit à toute époque postérieure demander la constitution sur ses biens d'une hypothèque générale ou spéciale ; la délibération est transmise par le juge de paix au procureur de la République qui la soumet à l'homologation du tribunal statuant en Chambre de conseil.

Le procureur de la Répu-

LOI DE 1838

Art. 34

Les dispositions du Code civil sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, les exclusions ou les destitutions des tuteurs, sont applicables aux administrateurs provisoires nommés par le tribunal. Sur la demande des parties intéressées ou sur celle du procureur du roi, le jugement qui nommera l'administrateur provisoire pourra en même temps constituer sur ses biens une hypothèque générale ou spéciale jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par lesdits jugements. — Le procureur du roi devra dans le délai de quinzaine faire inscrire cette hypothèque au bureau de la conservation. Elle ne datera que du jour de l'inscription.

Art. 35

Dans le cas où un administrateur provisoire aura été nommé par jugement, les significations à faire à la personne placée dans un établissement d'aliénés seront faites à cet administrateur. Les significations faites au domicile pourront, suivant les circonstances être annulées par les tribunaux. Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 173 du Code de commerce.

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

blique doit, dans le délai de quinzaine et après acceptation de ses fonctions par l'administrateur judiciaire ou datif, faire inscrire l'hypothèque.

Elle ne date que du jour de son inscription.

Les dispositions du Code civil sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, les exclusions ou destitutions des tuteurs, sont applicables à l'administrateur judiciaire ou datif.

Art. 52

Les significations à faire à la personne placée dans un établissement d'aliénés ou dans une colonie familiale doivent être faites au tuteur, si la personne est interdite, à l'administrateur légal, judiciaire ou datif, suivant les cas.

Dans le cas de signification de pièces relatives à une instance en interdiction, en divorce, en séparation de corps ou de biens, en désaveu de paternité, en maintenue du placement ou en sortie de l'établissement, cette signification doit être faite en outre à peine de nullité à l'aliéné lui-même parlant à sa personne.

Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 173 du Code de commerce.

LOI DE 1838

—

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

—

Le curateur intervient de droit dans toutes les instances mentionnées au deuxième paragraphe du présent article.

Le tuteur de l'aliéné interdit et, en cas de non interdiction, les administrateurs provisoire légal, judiciaire ou datif peuvent en vertu du mandat exprès qu'ils en auront reçu du conseil de famille ou, à son défaut, du tribunal, intenter au nom de l'aliéné une action en divorce, en séparation de corps ou de biens.

Si le conjoint est administrateur, l'action pourra être intentée en vertu d'une délibération conforme du conseil de famille provoquée par le tribunal qui désignera un administrateur *ad hoc* chargé d'intenter et de suivre le procès.

Art. 36

A défaut d'administrateur provisoire le président, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les personnes non interdites placées dans les établissements d'aliénés dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquels elles seraient intéressées.

Les délais de l'action en désaveu de paternité, fixés par les articles 316 et suivants du Code civil, ne courent pas contre l'aliéné placé dans un établissement public ou privé, jusqu'au jour de sa sortie définitive de l'établissement et, en cas d'interdiction judiciaire, jusqu'au jugement de mainlevée.

LOI DE 1838

Art. 37

Les pouvoirs conférés en vertu des articles précédents, cesseront de plein droit dès que la personne placée dans un établissement d'aliénés n'y sera plus retenue. — Les pouvoirs conférés par le tribunal en vertu de l'article 32 cesseront de plein droit à l'expiration d'un délai de trois ans; ils pourront être renouvelés. — Cette disposition n'est pas applicable aux administrateurs provisoires qui seront donnés aux personnes entretenues par l'administration dans les établissements privés.

Art. 38

Sur la demande de l'intéressé, de l'un de ses parents, de l'époux ou de l'épouse, d'un ami ou sur la provocation d'office du procureur du roi, le tribunal pourra nommer en Chambre du Conseil par jugement non susceptible d'appel en outre de l'administrateur provisoire un curateur à la personne de tout individu non interdit placé dans un établissement d'aliénés, lequel devra veiller: 1° A ce que ses revenus soient employés à adoucir son sort et à améliorer sa guérison; 2° A ce que ledit individu soit rendu au libre exercice de ses droits aussitôt que sa situation

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

Art. 53

Les pouvoirs de la commission de surveillance et de l'administrateur provisoire légal, ceux de l'administrateur judiciaire ou datif, cesseront de plein droit dès que la personne placée est sortie définitivement de l'établissement; ils subsistent pendant les sorties provisoires et, en cas d'évasion, jusqu'à ce que la sortie définitive ait été décidée.

Les pouvoirs de l'administrateur judiciaire cessent de plein droit à l'expiration du délai de trois ans; ils ne peuvent être renouvelés qu'après que ledit administrateur a fourni au curateur les états de situation prescrits par la présente loi.

Art. 54

Tous actes faits par l'aliéné, même non interdit, dès le premier jour de son admission et pendant la durée de son internement, nonobstant toute sortie provisoire, sont, comme ceux faits par l'interdit, soumis aux règles des articles 502 et 1125 du Code civil.

L'action en nullité est soumise aux règles de l'article 1304 du Code civil. Toutefois les dix ans ne courent, à l'égard de l'aliéné, après sa sortie définitive, qu'à dater de la signi-

LOI DE 1838

—

le permettra. — Ce curateur ne pourra être choisi par miles héritiers présomptifs de la personne placée dans un établissement d'aliénés.

Art. 39

Les actes faits par une personne placée dans un établissement d'aliénés pendant le temps qu'elle y aura été retenue, sans que son interdiction ait été prononcée ni provoquée, pourront être attaqués pour cause de démence, conformément à l'article 1304 du Code civil.

Les dix ans de l'action en nullité courront, à l'égard de la personne retenue qui aura souscrit les actes, à dater de la signification qui lui en aura été faite ou de la connaissance qu'elle en aura eue après sa sortie définitive de la maison d'aliénés ; et à l'égard de ses héritiers, à dater de la signification qui leur en aura été faite ou de la connaissance qu'ils en auront eue depuis la mort de leur auteur.

Lorsque les dix ans auront commencé de courir contre celui-ci, ils continueront de courir contre les héritiers.

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

—

signification qui lui a été faite des actes souscrits par lui ou de la connaissance qu'il en a eue, et, à l'égard de ses héritiers, qu'à dater de la signification qui leur en a été faite ou de la connaissance qu'ils en ont eue après sa mort.

Lorsque les dix ans ont commencé à courir contre l'aliéné, ils continuent de courir contre les héritiers.

L'internement dans un asile d'aliénés, maintenu par décision de l'autorité judiciaire, a le même effet qu'une demande en interdiction, au point de vue de l'application de l'article 504 du Code civil.

LOI DE 1838

Art. 40

Le ministère public sera entendu dans toutes les affaires qui intéresseront les personnes placées dans un établissement d'aliénés, lors même qu'elles ne seraient pas interdites.

LOI VOTÉE
PAR LA CHAMBRE

Art. 55

Les causes concernant les personnes, même non interdites, qui sont placées dans un établissement public ou privé d'aliénés ou dans une colonie familiale sont communiquées au ministère public.

Toutes les décisions judiciaires prévues par la présente loi, à l'exception de celles rendues en vertu des articles 47, 50, 51, 52, sont susceptibles d'appel à la requête de tout intéressé et du procureur de la République, quand il est partie principale.

L'appel doit être relevé dans les cinq jours, à partir de celui où la décision aura été rendue ; il sera fait par simple déclaration au greffe et porté, par les soins du parquet, à la connaissance des intéressés. La cour devra statuer dans la quinzaine à compter de la date de l'appel, en Chambre du Conseil, les intéressés prévenus par les soins du procureur général ; l'arrêt pourra être rendu sans le ministère d'avoué ; il sera exécutoire sur minute.

Vu : le président de la thèse
SALEILLES

Vu : le Doyen,
CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- AUDIBERT. — Etudes sur l'histoire du Droit romain. (I. La folie et la prodigalité), 1892.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de Droit civil, 6^e édition, 1896.
- BERTIN. — Chambre du Conseil, 1874.
- BERTRAND. — Législation des aliénés en France et en Angleterre, 1872.
- BONNET. — L'aliéné devant lui-même, l'appréciation légale, la législation, les systèmes, la société, les familles, 1866.
- BOURNEVILLE. — Rapport à la Chambre des députés. (Documents parlementaires. Chambre, 1889. Annexe 3934.)
- Bulletin de la Société d'Etudes législatives : 1903, 1904, 1905.
- Bulletin de Législation comparée : 1869 à 1873.
- CHAMETTON. — La vérité sur les aliénés, 1875.
- DE CAGNY. — Etudes sur les asiles d'aliénés de la condition juridique des personnes qui y sont internées. Thèse, 1898.
- DE CRISENOY. — La loi concernant les aliénés, 1882.
- DAGRON. — Des aliénés et des asiles d'aliénés, 1873.

- DALLOZ. — Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence. V. Aliéné.
- Supplément de ce répertoire. V. Aliéné.
- DEMOLOMBE. — Traité de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation, t. I, 1870.
- DAYRAS. — Les aliénés, 1883.
- DOUTREBENTE. — Les adjudications dans les asiles d'aliénés. Annales médico-psychologiques, 8^e série, t. V, 1897.
- DUBIEF. — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi relative au régime des aliénés. (Documents parlementaires. Chambre, 1903. Annexe, 1871.)
- DUVERGIER. — Collection des lois, t. XXXVIII, 1889.
- FAURET. — Observations sur le projet de loi relatif aux aliénés, 1837.
- FOVILLE fils. — Les aliénés, étude pratique sur la législation et l'assistance qui leur sont applicables.
- FUZIER-HERMAN. -- Répertoire général alphabétique du droit français. V. Aliéné, 1885-1888.
- GARNIER. — De la protection de la fortune des malades dans les établissements d'aliénés ; ce qu'elle est, ce qu'elle doit être. Annales médico-psychologiques, 8^e série, t. XIV, XV et XVI, 1901-1903.
- GIRARD (P.-F.). — La revision de la loi sur les aliénés (Extrait de la Revue critique et de jurisprudence), 1883.
- LABBÉ. — De la démente au point de vue de la responsabilité et de l'imputabilité, en matière civile. Revue critique, 1870.
- LACON. — Des administrateurs commis par justice, 1898.

LAFONT (Ernest). — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de MM. Reinach et Lafont sur les aliénés, 1894.

LARNAUDE. — Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés. Rousseau, 1904.

LEGRAND-DU-SAULLE. — Etude médico-légale sur l'interdiction des aliénés et le conseil judiciaire, 1881.

LESPINASSE. — Modification à la loi de 1838. (Revue critique, 1870, t. II, p. 240.)

LISLE. — Examen médical et administratif de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés, 1848.

MORISSIN de la BASSETIÈRE. — De la condition juridique des aliénés en Droit romain et en Droit français. Paris, 1883.

PLANIOU. — Traité élémentaire de Droit civil, 1900.

ROUSSEL (Th.). — Rapport au nom de la Commission du Sénat chargée d'examiner le projet portant revision de la loi de 1838 sur les aliénés, 1884.

SACASE. — De la folie dans ses rapports avec la capacité civile. Revue de Législation et de Jurisprudence, t. XXXVIII, XXXIX et XL, 1850 et 1851.

SALEILLES. — Rapport sur la réforme des lois sur les aliénés. Bulletin de la Société d'études législatives. Rousseau, 1904.

SOURDAT. — Traité général de la responsabilité, 1876.

TANON. — Etude sur la loi de 1838. Revue pratique de Droit français, t. I, 1868.

THULIÉ. — La folie et la loi, 1867.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	5
PREMIÈRE PARTIE	
<i>Section I.</i> — Préliminaires de la loi du 30 juin 1838.....	15
<i>Section II.</i> — Loi du 30 juin 1838.....	21
CHAPITRE I. — <i>De la valeur des actes passés par une</i> <i>personne non interdite placée dans un éta-</i> <i>blissement d'aliénés.....</i>	25
CHAPITRE II. — <i>De l'administrateur provisoire : Géné-</i> <i>ralités.....</i>	48
I. — De l'administrateur provisoire légal.....	50
II. — De l'administrateur provisoire judiciaire..	55
Par qui peut-être provoquée la nomination de	
l'administrateur judiciaire.....	64
Procédure. — Autorité compétente.....	67
Choix de l'administrateur.....	71
Caractères de l'administration provisoire judi-	
ciaire.....	75
Dispenses. Exclusion. Destitution.....	76
III. — Pouvoirs de l'administrateur.....	83
Enumération.....	88

A. — Actes prévus par la loi.....	90
1 ^o Recouvrement des créances. — Paiement des dettes.....	90
2 ^o Baux.....	93
3 ^o Aliénation du mobilier.....	97
B. — Actions en justice.....	98
Mandataire spécial ou <i>ad litem</i>	98
Nomination. — Formes. — Rôle du tribunal.	100
Autorité compétente.....	104
Caractères du mandat <i>ad litem</i>	105
Durée des pouvoirs du mandataire <i>ad litem</i> ..	106
Instances particulières.....	107
1 ^o Instance en interdiction.....	108
2 ^o Actions en séparation de biens, de corps, en divorce.....	110
3 ^o Du partage et de l'action en partage.....	115
C. — Actes non prévus par la loi.....	119
Aliénations.....	119
Aliénations d'immeubles.....	119
Aliénations de valeurs incorporelles.....	122
A). Valeurs mobilières.....	122
B). Fonds de commerce et fonds indus- triels.....	125
Cession d'office.....	126
Transaction de dot.....	127
Constitution de dot.....	128
Partage.....	134

Acceptation et renonciation.....	135
Acceptation et renonciation à succession....	135
Acceptation et renonciation à communauté...	141
Acceptation de libéralités : Donations, legs.	143
D. — Des significations.....	144
IV. — Responsabilité de l'administrateur provisoire.....	148
Responsabilité de l'administrateur provisoire légal.....	148
Responsabilité de l'administrateur provisoire judiciaire	150
V. — Fin de l'administration provisoire.....	156
CHAPITRE III. — <i>Du curateur</i>	162
CHAPITRE IV. — <i>Du notaire commis</i>	165

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — <i>Critiques soulevées par la loi de 1838</i> .	169
CHAPITRE II. — <i>Tendances de la jurisprudence</i>	188
CHAPITRE III. — <i>Projets de revision de la loi de 1838</i>	190
CHAPITRE IV. — <i>Projet de loi sur le régime des aliénés non interdits internés, voté par la Chambre des députés (séances des 14, 17, 21 et 23 janvier 1907)</i>	195
CHAPITRE V. — <i>De la valeur des actes passés par un individu non interdit placé dans un établisse- ment d'aliénés</i>	198

CHAPITRE VI. — <i>Commission de surveillance</i>	205
CHAPITRE VII. — De l'administrateur provisoire.....	207
I. — De l'administrateur provisoire.....	207
1° De l'administrateur provisoire légal.....	207
2° De l'administrateur provisoire datif.....	215
3° De l'administrateur provisoire judiciaire...	217
II. — Pouvoirs des administrateurs datif et judiciaire	220
A. — Actes que l'administrateur peut faire seul.....	221
B. — Actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est nécessaire, mais suffisante.....	222
C. — Actes pour lesquels la loi exige l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal.....	225
D. — Actes pour lesquels la loi exige l'autorisation du conseil de famille ou celle du tribunal	227
E. — Actes interdits à l'administrateur provisoire.....	229
CHAPITRE VIII. — <i>Du curateur</i>	232
CHAPITRE IX. — <i>Ce qu'est la protection des biens des aliénés dans le nouveau projet de loi. — Ce qu'elle devrait être</i>	239

TROISIÈME PARTIE

<i>Droit comparé</i>	255
----------------------------	-----

Allemagne.....	256
Angleterre.....	265
Autriche.....	269
Belgique.....	270
Hollande.....	275
Italie.....	280
Luxembourg.....	284
Russie.....	285
Suisse.....	286

APPENDICE. — Texte du projet de loi voté par la Cham-	
bre des députés (séances des 14, 17, 21 et	
22 janvier 1907) portant revision de la loi du	
30 juin 1838 sur les aliénés.....	291
BIBLIOGRAPHIE.....	307

